

**OFFICE DE CONSULTATION PUBLIQUE  
DE MONTRÉAL**

ÉTAIENT PRÉSENTS:           MME ARIANE ÉMOND, coprésidente  
  MME MARYSE ALCINDOR, coprésidente  
  M. HABIB EL-HAGE, commissaire  
  MME JUDY GOLD, commissaire  
  M. JEAN-FRANÇOIS THUOT, commissaire

**RACISME ET DISCRIMINATION SYSTÉMIQUES**

---

**DEUXIÈME PARTIE**

---

VOLUME II

---

Séance tenue le 5 novembre 2019, 13 h

1550, rue Metcalfe  
14<sup>e</sup> étage  
Montréal

## TABLE DES MATIÈRES

SÉANCE DU 5 NOVEMBRE 2019	
MOT DU PRÉSIDENT .....	1
<b>PRÉSENTATION DES OPINIONS</b>	
M. DEXTER XURUKULASURIYA .....	3
MME ANNE PELLETIER ET M. YVON PROVENCHER, CENTRE DEPHY MONTRÉAL ...	20
MME ALESSANDRA DEVULSKY, CENTRE BON COURAGE .....	34
MME JACQUELINE SOKPOLY ET MME KARINE SOMBA, REFA-CANADA.....	47
M. PIERRESON VAVAL, ÉQUIPE RDP.....	60
PAUSE	
MME MARIE-LIVIA BEAUGÉ, HOODSTOCK .....	75
M. LAMIS HASHIM, CENTRE D'ENCADREMENT DES JEUNES FEMMES IMMIGRANTES (CEJFI) .....	91
M. FRANÇOIS POULIN ET MME KERSMIRNE JOSEPH, MAISON DES JEUNES DE BORDEAUX-CARTIERVILLE .....	104
M. JÉRÔME PRUNEAU, DIVERSITÉ ARTISTIQUE MONTRÉAL (DAM) .....	120
M. XIXI LI, SERVICE À LA FAMILLE CHINOISE .....	142
M. THIERRY LINDOR, CITOYEN.....	152

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

5 Bienvenue dans notre frigo. Nos cœurs sont chauds. Nos esprits sont très allumés, mais la température est fraîche. Alors, bienvenue à cette séance d'audition des opinions de l'Office de consultation publique de Montréal qui porte sur les consultations, sur la consultation sur le racisme et la discrimination systémiques dans les champs de compétence de la Ville de Montréal.

10 La séance va se dérouler en français. Mais les gens qui voudraient s'exprimer en anglais peuvent le faire en s'adressant à la commission. The meeting will be conducted in French but if you wish to ask a question or address the Commission in English, you are welcome to do so.

15 Je m'appelle Ariane Émond, je suis commissaire à l'office de consultation publique que vous connaissez sous OCPM. Et, la présidente de l'Office nous a confié la coprésidence de cette commission à ma collègue, Maryse Alcindor et à moi-même. Nous sommes secondées par trois commissaires, madame Judy Gold, monsieur Jean-François Thuot et monsieur Habib El-Hage.

20 Nous sommes appuyés dans nos travaux par les analystes que vous voyez à ma droite, Joseph n'est pas là cet après-midi, mais Mohamed-Ali Yanouri ainsi que madame Youla Pompilus-Touré qui est notre secrétaire analyste.

25 La commission remercie l'ensemble des personnes qui contribuent au bon déroulement de cette séance, plus particulièrement, celles et ceux qui s'occupent de la logistique, de l'accueil, de la sténo, bonjour, et de la sonorisation, bonjour René, je crois qui n'écoute pas!

**MME MARYSE ALCINDOR :**

Il sonorise.

**MME ARIANE ÉMOND :**

30 Il sonorise.

**MME MARYSE ALCINDOR :**

35 Nous saluons aussi les représentants des représentants de la Ville. Est-ce que j'en vois.  
Je n'en vois pas encore. Ils devraient arriver bientôt.

J'en profite aussi pour vous préciser que ces personnes n'ont pas vocation à intervenir.  
40 En dehors du droit de rectification dont ils pourront éventuellement faire l'usage, en fin de séance, s'ils le souhaitent.

Nous vous informons que l'ensemble des propos qui seront tenus cet après-midi seront  
transcrits par une sténographe. Les transcriptions écrites l'ensemble des opinions soumises à la  
45 commission, soutenues ou non à l'oral, ainsi que toute la documentation relative à cette  
consultation seront rendues publiques dans les semaines qui suivront et demeureront accessibles  
sur le site internet de l'Office et en version papier dans les bureaux même de l'OCPM.

Quelques mots maintenant sur la consultation et sur l'Office de consultation publique de  
50 Montréal. La consultation est avant tout destinée aux citoyens et aux citoyennes de Montréal.

En vertu du droit d'initiative, les Montréalais et Montréalaises ont demandé la tenue d'une  
discussion publique favorisant l'émergence de propositions constructives, novatrices et  
mobilisatrices sur le racisme et la discrimination systémiques dans les champs de compétence  
55 toujours de la Ville de Montréal.

Nous sommes ici aujourd'hui pour les entendre. À la suite de cette séance d'audition, mes  
collègues et moi, nous analyserons toute l'information qui aura été soumise à l'oral comme à l'écrit  
pour émettre des recommandations au conseil municipal. Ce rapport sera rendu public par  
60 l'OCPM.

**MME ARIANE ÉMOND :**

65 À titre de rappel, l'Office de consultation publique est neutre et indépendant. Ces consultations n'ont pas pour objet de faire la promotion d'un projet ou d'une vision. Les commissaires ne sont ni des élus ni des fonctionnaires, nous sommes indépendants.

Tous les membres de la commission sont liés par un code de déontologie dont vous pouvez prendre connaissance à la table d'accueil ou sur le site internet de l'Office.

70 **MME MARYSE ALCINDOR :**

Alors, venons-en maintenant au déroulement de la présente séance. Celle-ci se passe entre les citoyens et la commission.

75 Dans quelques instants, nous appellerons les participants et les participantes, selon l'ordre prévu à l'horaire.

80 Nous allouerons une vingtaine de minutes à chaque personne. Dix minutes maximum pour la présentation, pour présenter l'opinion et dix minutes maximum pour discussion et pour échange avec les commissaires.

85 À celles et à ceux qui ont déposé une opinion écrite, nous vous rappelons que nous l'avons lue attentivement. Nous vous invitons donc à en présenter les éléments essentiels de façon à laisser le plus de temps possible pour échange avec la commission.

La séance de cet après-midi devrait prendre fin vers 17 h. Nous observerons une pause d'une quinzaine de minutes à la mi-temps.

90 Nous rappelons, c'est important, que le climat doit être serein et courtois. C'est pourquoi, nous ne tolérons ni manifestation, ni remarque désobligeante, ni propos diffamatoire, ni attitude méprisante et nous vous invitons également à n'applaudir aucune intervention même si elle vous va droit au cœur.

**MME ARIANE ÉMOND :**

95

Nous vous invitons maintenant à activer la fonction silence de vos téléphones cellulaires s'il vous plaît et j'invite maintenant Monsieur Dexter Xurukulasuriya à venir nous présenter son opinion, ses préoccupations ou ses commentaires. Je m'excuse d'avoir bafouer, bafouiller en nommant votre nom. Bonjour.

100

**M. DEXTER XURUKULASURIYA :**

Alors, oui. Mon nom c'est Dexter Xurukulasuriya. Thank you for giving me the chance to share my opinion.

105

**MME ARIANE ÉMOND :**

Could you speak a little bit louder, please?

110

**M. DEXTER XURUKULASURIYA :**

Thank you for giving me the chance to share my opinion here today. And, thank you to the Commissioners and the organisers and all the workers from the logistics. I have been treated very courteously and kindly when I showed my interest, and I really appreciate the opportunity.

115

I would also like to thank (inaudible) and all the black and racialized youth who put so much effort in last summer to get the signatures to make this consultation happen, and I am a very proud Montrealer. I love this city so much, and this consultation is a little bit of a part of why I love this city so much. And it hurts me a lot, actually, that the city I love has such a burden of shame that it holds, and I'm going to talk about a couple of specific things.

120

One, the SPVM are a shame and a dishonour to this city, in my opinion. I think the Chief of Police, Sylvain Caron, does not deserve to hold that position and should be fired. I think anyone who can say with a straight face in public that there are no racists in his police force is not

125 competent to hold that position. Anybody who can say that, I'm going to quote here: yeah: "We  
don't have any racist police officers." Anyone who says, quote, "We need to find the right balance  
between respecting people's rights and police officers being able to do their jobs", clearly doesn't  
understand that his job is to protect our rights. I don't know what he thinks his job is. If they think, if  
130 he thinks that the job is to keep down Black and Indigenous and Arab and Brown people then  
they're doing a good job.

I've lived through racism my entire life. I was called the 'N' word as a child, 'Paki'. I've been  
denied housing because I was in an interracial relationship. I've been denied housing because of  
my sexuality. There's always a relationship between being a racialized person, being a gender  
135 minority, being a sexual minority.

It hurts me, it's not just a question of racial profiling or stops. I think some people think that  
we've made some kind of progress with this report that's come out that is finally documenting  
racial profiling. To me, it's an, it's not... it's hard for me to feel like it's a step forward cause what it  
140 is to me, when I hear the police spokesperson says that, you know, it's true activist groups and  
advocacy groups have been saying this for years but now we have proof. That, to me, is an insult  
to me as a racialized person and as a community organizer and a person who has lived through  
racism my entire life, and we've been saying this for decades.

145 And now, this person who thinks that he's got a neutral opinion, and that that's an  
unbiased opinion and that now that they have proof, it shows me that they have no respect for us.  
They have no respect for what we've been saying, they have no respect for our lived experience,  
and also, they are trying to slot it into this particular thing, oh it's racial profiling. You know, it's  
about stops. So, when I go visit my white friends in the suburbs and I get systematically my  
150 backpack checked. Do they actually, is that part of the report because I don't think they took notes  
about that. I don't know what made it into, like, in the report that came out, they say people are  
stopped less than white people, but that's not my experience. And I don't think all the times I have  
been stopped and beaten and insulted are necessarily documented and made it into that report.

155 And when I see how other people are treated, I think... I think the report said that  
Indigenous women are 11 times more likely than white people to be stopped. It's not just about  
being stopped; like if you see the way people are treated, how they are spoken to. Like, we're  
160 sitting on occupied land, right? There's historic injustices and pain that we see the results of it are  
people without homes trying assuage their pain through substance abuse, who are treated as less  
than humans, right?

I think we, at minimum, should be supporting groups like the Native Women's Shelter, but  
when the Native Women's Shelter of Montreal tries to do sensitization trainings or tries to  
intervene with the police they are ridiculed. These are people who are from most impacted  
165 community who are making good faith efforts to get the police to address their issues. And they're  
cast aside and said you don't have competency to help us see our own racism. We need the  
professionals to do it. It's insulting. The whole thing is insulting.

I'm friends with the Gibbs family. Nicholas Gibbs, a young black father of three who was  
170 shot in the back in front of his mom's house last year in NDG. I hope everyone has looked at that  
video. It's a horrifying video. There is no justification, there's no story that can be told, although  
they're trying to tell a story that justifies a person who is walking away unarmed, hands down,  
calmly and slowly walking away, being shot in the back.

I talk to that family. I talk to his sister almost daily. The pain that that family is experiencing  
175 isn't just about losing a son to a police killing; that man had been subjected to harassment, the  
way everybody in that neighborhood, any black kid in that neighborhood has been living through  
harassment for decades. So this bullet in the back is not one person dying. It's like, it's a little bit of  
the iceberg peaking up of profound systemic racism. So the idea that there's no racist cops...  
180 when we are not allowed to know the name of the people involved, that's an insult as well.

There seems to be more effort to investigate or create pretexts or excuses for the police  
behaviour, and that's not just in that case. Koray Celik was beaten to death in front of his parent  
when his parents had called for help for distress. So this is how people with mental illness are  
185 treated, as well. A racialized youth with mental illness gets beaten to death in front of his parents'

eyes. And then, his parents are not allowed to go to him, in his final moments. And there's an investigation of him, not about whether he was, had any substance use, or trying to find anything in the room that would justify him being killed. There's no investigation of the police; were any of them using any substances but would any of them have a background of why they would do this. There's no investigation, like it's a topsy-turvy situation, and that interactions of racialized people, Indigenous people, black people with the police always feels topsy-turvy.

Like, we're not being served, we're not being protected, we're being antagonized, we're being put down, we're being dehumanized, we're being questioned. It doesn't feel like we have a place here' that is how I feel. And that's just the police force. I mean, there's broader issues. I was really happy when we changed the name of Amherst Street so we don't have, you know, a - that we don't have criminal when you walk down the street. But like Sir John A. MacDonald's statue is still up. Like, I love showing family and friends around town and showing everybody everything that we've got. And we have a white supremacist architect of genocide as a monument downtown as if that's something that, that's a Montreal value. Like, I can't walk around under that and feel good about my city.

There's a demonstration this afternoon in Parc Ex for - there's a place called the Homemade Bakery, and we've been asking for that building to be bought for years and years and years, and it was supposed to be... the plan was for that to be turned into 120 units of social housing. It's going to be demolished, and the plan is for it to be replaced with condos.

The homelessness that we see, there are Indigenous sisters downtown is one form of homelessness. They see people, you don't see them on the street. The way we live homelessness is you'll have six (6) they say brothers in an apartment with one bedroom with cockroaches. If you go doorknocking in Parc Ex as I do, and you see the quality of housing, that no human should live in, and for... in some of our cultures, we don't end up on the street, we end up in the substandard housing with no... not even one person should live in it, let alone families or multiple families, and I think there's a relationship...

**MME ARIANE ÉMOND:**

Could you please speak louder, a little bit louder?

220 **M. DEXTER XURUKULASURIYA :**

225 Sorry. I think there's a relationship between these things, between policing being used in a way that feels like occupation, that feels like harassment, that, you know, there's... most of the people I know in Parc Ex will not call the police. In fact, there's a community group we have that we call each other and figure out ways to deal with things without calling the police because that's not safe. Mostly how we experience the police in Parc Ex is harassment, and it's related to the gentrification. So it's like, it feels like a one-two punch; if you have a police force that feels like an occupation force and then you have speculators and profiteers using renovations and all kinds of tactics to get people out of already substandard housing, destroy the housing, replace it with  
230 condos that they are not affordable, and then people - it is so disruptive. If you lose your rent, your affordable rental that was kind of barely keeping you together, your kids have to move, all the friendships are disrupted. Like it tears communities apart. So, it's an entire - it feels like a system.

235 And then, to hear people say : Oh, you know, we're going to try and stop, we're going to do training programs for the police. I don't want more training programs; I want people to be fired. There's people, there needs to be consequences. It's 2019; I do not need anyone to be educated, to be less racist, I just need the racists out of my life. They can go do something else, you know, where it's not impacting people.

240 Like the Lavallois Police Officer who stops someone for driving while black, right, and then, ticketed that person for calling him a racist. It is an unfortunate part of Montreal culture, maybe Quebec culture, it is definitely part of the SPVM culture that they are much more interested in not being called racist than with dealing with racism.

245 **MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

Je vous... Do you understand French?

**M. DEXTER XURUKULASURIYA :**

250 Oui.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

255 Okay, because my English is a bit lousy.

**M. DEXTER XURUKULASURIYA :**

Je comprends très bien. J'ai mal exprimé quand j'ai l'impression.

260 **MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

Ça va très bien. Je vous interromps parce que, on a dépassé un petit peu le temps.

**M. DEXTER XURUKULASURIYA :**

265 Excusez-moi.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

270 Et je vous en prie. Vous étiez très éloquent, mais si on veut que les commissaires puissent creuser un peu les affirmations et ce que vous avez vécu, on pourrait le faire dans les quelques minutes.

275 Vous avez dit que vous étiez un organisateur communautaire. Juste pour mon information personnelle, l'information de la commission, vous travaillez auprès dans Parc-Extension ou?

**M. DEXTER XURUKULASURIYA :**

As I said, c'est pas un travail, je suis bénévole pour plusieurs...

280

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

Plusieurs organismes.

285

**M. DEXTER XURUKULASURIYA :**

C'est même pas des organismes, c'est des organismes informels.

290

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

Informels.

295

**M. DEXTER XURUKULASURIYA :**

Alors je fais un a cercle de méditation, résistance et pleine conscience.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

O.K.

300

**M. DEXTER XURUKULASURIYA :**

Rest to Resist. Dans cette capacité, j'ai organisé des vigiles pour Nicholas Gibbs, pour des autres victimes.

305

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

O.K.

310 **M. DEXTER XURUKULASURIYA :**

... de bavures policières. J'ai organisé des vigiles pour Colten Boushie, Tina Fontaine. Et j'ai travaillé aussi avec une collecte spelled, Juste pour les victimes de police.

315 **MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

O.K. Donc...

320 **M. DEXTER XURUKULASURIYA :**

Plusieurs...

325 **MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

... votre engagement citoyen est beaucoup autour des questions de profilage et d'agression.

330 **M. DEXTER XURUKULASURIYA :**

Même pas, mon militantisme premier, c'est plus l'écologique.

335 **MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

Écologie.

340 **M. DEXTER XURUKULASURIYA :**

Oui, je suis membre de, maintenant, juste commencé d'être membre d'Extinction Rebellion.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

O.K.

345 **M. DEXTER XURUKULASURIYA :**

Sur le Caucus BIPOC - Black, Indigenous, People of Color Caucus.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

350

Parfait.

**M. DEXTER XURUKULASURIYA :**

355

They have an intersection actually.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

360

Vous avez dit avoir été vous-même, victime d'abus policier, que vous avez été battu. Est-ce que vous avez porté plainte et pourquoi sinon?

**M. DEXTER XURUKULASURIYA :**

365

C'est arrivé plus qu'une fois. On va commencer avec ça. On a commencé une poursuite une fois et ça c'était contre, c'était pas le SPVM dans cette fois, c'était la SQ.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

370

O.K.

**M. DEXTER XURUKULASURIYA :**

Et, ça c'est avril 2011.

375 **MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

Parlez plus fort.

380 **M. DEXTER XURUKULASURIYA :**

Ça c'était en avril 2001 à la ville de Québec.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

385 O.K.

**M. DEXTER XURUKULASURIYA :**

390 Les trucs avec quand nous sommes attaqués par la police, c'est immédiatement ils nous accusent de, comme pour justifier la violence, ils nous accusent de violence. Donc, j'ai été accusé de assaut.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

395 Hum, hum. Assaut aux policiers.

**M. DEXTER XURUKULASURIYA :**

400 C'est ça, assaut aux policiers.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

Résistance ou quelque chose. Hum. Agression d'un policier.

405 **M. DEXTER XURUKULASURIYA :**

Je me souviens pas.

410 **MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

O.K.

**M. DEXTER XURUKULASURIYA :**

415 Mais c'est...

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

Et pour le SPVM, avez-vous déjà déposé des plaintes?

420

**M. DEXTER XURUKULASURIYA :**

No. Mais même chose, j'ai été accusé... Juste pour expliquer le niveau de la - il me dit que c'est pas mon pays, c'est pas ton pays, vers moi, c'est pas ton pays, c'est mon pays, tu peux retourner chez vous.

425

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

Le policier vous a dit ça.

430

**M. DEXTER XURUKULASURIYA :**

Oui.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

435

Hum, hum.

**M. DEXTER XURUKULASURIYA :**

440

J'hésite, c'est difficile, comme j'ai dit, je suis très impressionné par cette consultation. J'ai été traité vraiment avec respect et concertation, c'est pas mon expérience habituelle. Et l'idée de comme juste, I'm not going to be able to speak... I don't have an education. I am not, I have limited means. The police deontology is very intimidating.

445

It's honestly even just to take to come to something like this, most of my friends think it's a waste of time. So the idea of doing a complaint against the police...

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

450

But you don't.

**M. DEXTER XURUKULASURIYA :**

455

I've sometimes tried but I can't do it on my own. When I was refused housing because it was an interrelationship, interracial relationship, my fiancée didn't want to bother joining the Human Rights complaint.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

460

C'est pas assez fort. On n'entend pas. On a tellement de la difficulté à vous entendre.

**M. DEXTER XURUKULASURIYA :**

465 When I was, when we were denied housing because we were in an interracial relationship, my fiancée didn't want to bother doing a Human Rights complaint because...

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

470 Hum, hum.

**M. DEXTER XURUKULASURIYA :**

475 ... they didn't think anything would come of it and it wouldn't be worth the effort. The only reason we even started to do the lawsuit in the Québec City case was because there was other people who were organising it and they wanted to help me do it. I would never have done it on my own. It's too intimidating, it takes too long. I have no resources.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

480 I'm sure Judy want to ask a question maybe.

**MME JUDY GOLD, COMMISSAIRE:**

485 Thank you very much for coming and presenting. You had mentioned that the recent report by the independent researchers, in your opinion, is not a step forward. What would be a step forward? The mandate of our Commission is to propose doable recommendations to the City. Do you have any to suggest to us that would be a step forward? You mentioned firing racist policemen as a recommendation.

490 **M. DEXTER XURUKULASURIYA :**

A concrete, yes, I think that's true. Yes.

**MME JUDY GOLD, COMMISSAIRE:**

495

Are there others that you would recommend?

**M. DEXTER XURUKULASURIYA :**

500

I don't mean to say that the report is not a step forward. I think the way the report is received shows that it's not being used as a step forward.

**MME JUDY GOLD, COMMISSAIRE:**

505

Oh, okay. I understand.

**M. DEXTER XURUKULASURIYA :**

510

Like the way it's being received to me is insulting. It shows that we need this however many years and how much money put in to get this kind of very thin tiny bit of information. And they are still completely dismissing all of our experience. So it tells me that there hasn't... like, there's something wrong with how they think about us and what we're saying. It shows that what we're saying has not legitimacy or weight to it.

515

So, what I would like to see, what - what recommendations. I do not want to hear any more about any training or consciousness-raising on the police force. I want to see police who demonstrate that they are racist by stopping people driving when they are black or lying on the stand, which happens all the time because they will, they just, boost up the charges to and then, get you to plead down, and it's just harassment. If you take the number of people who get charged with stuff, if you can figure out how to get to court and get your way through, 50% of...

520

I don't know what the numbers are, I shouldn't use the stats, but police will often make up stories and lie, and everybody knows it, everybody knows it, and there's no consequences. I would like to see some consequences for the misbehaviour of police. I would like to see some

525 consequences for violence. Up until death, I mentioned Gibbs, there's also David Tshiteya Kalubi, I think that's his name, who died in the municipal courthouse.

I've heard - like I read one newspaper story about it. I asked Natalie Goulet to follow up on it, and she promised me she would. I've heard zero about it. So the young black immigrant died in  
530 police custody, and we have no information about it.

There has to be consequences for that kind of negligence and not just like a report. And not just a couple of days, or paid days off, and not some training. Like, people need to be replaced with people who can do their job better. If you look at the video of Gibbs being killed, there's  
535 basically two conclusions. Either the police are racist or they are racist and incompetent.

**MME JUDY GOLD, COMMISSAIRE:**

It is interesting that access to the justice system that would in theory, or hopefully serve justice to what you're talking about, you seem to say that it's not accessible or it's intimidating or it's too complicated; is that what you're essentially saying, that the complaint system currently doesn't meet the actual need of those who are...  
540

**M. DEXTER XURUKULASURIYA :**

545 Le bureau d'enquête indépendante is a joke. There's nothing, and the only thing it's independent of is it's independent of any integrity. It's independent of any credibility. It's stacked with ex-police officers investigating other police. They've never, there's never been any productive anything that's come out of it for any of the victims of police brutality or police killings. So, like - and that was something that was an achievement that we got the independent investigation. It's a, it's  
550 counterproductive.

**MME JUDY GOLD, COMMISSAIRE:**

555 And the Human Rights Commission?

**M. DEXTER XURUKULASURIYA :**

Sorry?

560

**MME JUDY GOLD, COMMISSAIRE:**

And the Human Rights Commission?

565

**M. DEXTER XURUKULASURIYA :**

I don't know. I don't know anyone who has used it successfully. I mean, all these things - like I wish this kind of thing was much more used, you know. This is sort of what I mean by the City. Like I said, just the libraries, the museums, if you go there, you don't see people of colour in proportion to our population in the city. And that's like a friendly thing that people love using. So imagine, something that's like intimidating and hard and people are kind of like on defense about you using.

570

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE:**

575

Je vais être obligée de vous interrompre. Mais ce que je comprends bien de votre intervention, c'est votre désir de davantage d'imputabilité à des gestes qui ont été des gestes agressifs envers des citoyens souvent racisés.

580

Je vous remercie d'être venu devant nous. Merci beaucoup.

**M. DEXTER XURUKULASURIYA :**

Merci.

585

**MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

590                   Merci à vous. J'inviterais maintenant madame Anne Pelletier et monsieur Yvon Provencher de Centre DéPhy Montréal à venir me présenter leur opinion.

                  Nous avons lu votre mémoire avec beaucoup d'attention. Merci de nous l'avoir fait parvenir avant.

595                   Alors nous vous invitons maintenant à préciser les grands points que vous aimeriez nous souligner.

**MME ANNE PELLETIER ET M. YVON PROVENCHER,  
CENTRE DÉPHY MONTRÉAL :**

600                   Donc, bonjour Mesdames les coprésidentes, Mesdames et Messieurs les commissaires.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

605                   Ça va bien votre voix porte très bien!

**MME ANNE PELLETIER, CENTRE DÉPHY MONTRÉAL :**

610                   Ça va d'accord. Merci. Tout d'abord, on souhaite remercier l'Office de consultation publique ainsi que les requérants grâce auxquels cette consultation a été rendue possible.

615                   DéPhy Montréal, c'est un regroupement de cinquante (50) organismes communautaires qui offrent des services ou qui agissent pour la promotion et la défense des droits des personnes ayant une déficience physique sur l'Île de Montréal. Donc, on est un organisme régional et notre champ d'action, c'est toute l'Île de Montréal.

On travaille dans tous les domaines et notamment avec la Ville de Montréal sur l'accessibilité universelle, sur l'emploi dans les, sur les réseaux de santé et services sociaux, au niveau du transport ou de l'éducation.

620 Pour une personne ayant des limitations fonctionnelles, chaque journée est une multitude d'obstacles à surmonter puisque l'environnement n'a pas été conçu en tenant compte des besoins et des réalités de ces personnes.

625 Pour une personne ayant des limitations fonctionnelles, la réalisation d'une tâche nécessite un déploiement de beaucoup d'efforts, ce qui peut être un fardeau physique ou psychologique, plus ou moins important.

630 La personne se concentre sur la réalisation de sa tâche et non sur les efforts à fournir. Donc, habituellement, on s'est rendu compte que les personnes ayant des limitations fonctionnelles n'ont plus conscience des situations de discrimination qu'elles vivent dans leur vie quotidienne.

635 Pour nous, cette consultation était l'opportunité de faire la démonstration des aspects discriminatoires des obstacles rencontrés par les personnes ayant une déficience physique ou une limitation fonctionnelle et sur leur conséquence en termes de perte de liberté et d'exercice des droits.

À toi.

640 **M. YVON PROVENCHER,**  
**DÉPHY MONTRÉAL :**

645 À moi. Alors je vais tomber tout de suite dans le vif du sujet, on va... des considérations générales sur la question de la discrimination.

Permettez-moi, permettez-moi tout d'abord de dire que, il y a des progrès, mais il existe encore des cas de discrimination directe. Et j'arrêterai ça là, parce que c'est pas l'objet de la consultation de l'OCPM.

650 Mais il faut pas se berner et se faire des illusions sur le fait que tout est réglé. Alors la discrimination directe, il en existe encore.

655 Pour ce qui est des aspects reliés à la discrimination systémique, il y a parfois des zones grises entre ce qui est de la discrimination systémique et ce qui est de la discrimination indirecte. Et les deux se chevauchent souvent. Donc, ce dont on va vous parler aujourd'hui, c'est possiblement des choses qui tombent à la fois sous le vocable de discrimination systémique, mais il peut y avoir aussi des aspects qui sont de la discrimination indirecte. Ça reste de la discrimination.

660 Pour ce qui est de la discrimination systémique, en fait, c'est habituellement, ça découle habituellement d'une méconnaissance des besoins et des capacités des personnes qui ont des limitations fonctionnelles. Mais c'est aussi une méconnaissance de leurs besoins. Donc, c'est à la fois leur capacité, mais c'est leurs besoins. Et ça, ça se manifeste dans plusieurs sphères de la vie municipale.

665 Alors c'est autant la conception, la planification des programmes et des services, ça s'applique aussi aux politiques, ça s'applique également à l'application des processus et des réglementations. Et ça s'applique également aux questions reliées à l'acquisition des biens et services.

670 Donc, c'est l'ensemble de la vie municipale qui est touché par les questions de discrimination. Et juste un bref rappel sur les droits qui sont touchés lorsqu'il y a de la discrimination. Alors c'est soit que les droits sont totalement détruits ou qu'ils sont largement compromis.

675

Je vous donnerai pas la définition, vous l'avez dans notre mémoire, mais quand même un rappel. Donc, le droit à l'intégrité, le droit à la sûreté et à la liberté, le droit à la dignité, le droit à l'égalité. Le droit accès aux moyens de transport public et aux services publics.

680            Donc, c'est les lieux, mais c'est aussi ce qui s'y passe. Traitement équitable dans le domaine du travail, je vais y revenir, droit de voter et tout l'ensemble de la Charte qui regroupe ce qui est appelé, les droits économiques. Donc, ça c'est des droits sociaux, il y a là-dedans des droits sur lesquels, parfois, les personnes se trouvent soit dans l'incapacité de les exercer et, dans  
685 certains cas, on va se retrouver même avec l'incapacité d'exercer ces responsabilités comme parents et ça on pourra y revenir si vous le souhaitez, dans notre échange.

Je passe donc au premier axe, au premier domaine qu'on voulait, qu'on a choisi de vous illustrer, c'est aussi ce que lorsqu'on a fait notre journée du 25 septembre dernier qui était une journée contributive de nos membres. Premier aspect, c'est l'aménagement extérieur. Donc, c'est  
690 l'environnement urbain de la ville.

Première chose à vous signaler, la première chose que je fais le matin quand je pars, c'est planifier mes déplacements et je ne suis pas le seul qui fait ça, il y a un large nombre de personnes qui ont des limitations fonctionnelles qui le font. Et dans la planification, bien, il faut  
695 inclure des choses comme les circuits à emprunter.

Pour décider du circuit, bien parfois, on va se poser la question sur est-ce qu'il y a des travaux ou pas. Quel est le degré de la pente que je vais devoir franchir. Dans mon cas, ça s'applique pas, mais dans le cas de personnes qui ont, par exemple, qui se déplacent en fauteuil  
700 roulant, eux, c'est un facteur important, la largeur des trottoirs, le danger d'effectuer certaines traversées. Il y a des carrefours que je ne me hasarderais jamais à traverser, ils sont juste trop dangereux. Ça constitue une charge mentale importante. Il faut toujours planifier.

Prochain élément, ça, on vous en parle dans le mémoire, mais quand même, c'est  
705 important de le rappeler, la Ville de Montréal a quand même une politique par rapport aux questions de déneigement. Ça continue d'être un problème.

710 Donc, tout ce qui est l'entretien de l'hiver, déneigement, déglçage, alors l'impact est considérable sur les personnes qui ont des limitations fonctionnelles, particulièrement, les personnes qui ont des déficiences motrices.

715 Parfois, ces gens-là ne peuvent pas sortir de chez elle, ni en transport en commun régulier parce que l'arrêt d'autobus est tellement encombré de glace et de neige que le chauffeur d'autobus ne peut pas déployer la rampe pour leur permettre de monter à bord. Pas plus de transport adapté, parce que, parfois, les débarcadères n'ont pas été dégagés du tout, du tout, du tout. Et les gens doivent soit rester à la maison ou trouver d'autres moyens et, à ce moment-là, ils vont encourir des dépenses supplémentaires. Ça peut même affecter leur travail parce que s'ils sont pas capables de se rendre à leur lieu de travail, c'est difficile.

720 Dans le mémoire, on vous parle de l'aménagement des parcs. On va y revenir, parce que ça, ça a un impact important sur la capacité de profiter des loisirs, surtout quand on est parent et qu'on a des limitations fonctionnelles, mais je vais laisser ma collègue vous en parler après.

725 Et je vous signalerais également le problème de l'entretien, de la mauvaise qualité des revêtements. C'est un grave problème. Ça peut engendrer des bris d'équipements, des fauteuils roulants qui sont endommagés, qui sont brisés, qu'il faut faire réparer.

730 Il y a des conséquences aux problèmes dont je vous ai parlé, l'anxiété, la charge mentale, la douleur excessive. À force de se ramasser des trous dans les trottoirs pour les gens qui se déplacent en fauteuil, ça leur donne des maux de dos considérables. Le stress, la dépendance à autrui, si je ne peux pas sortir de chez moi, il faut que je dépende de quelqu'un d'autre pour faire certaines choses et, là, il y a une atteinte à ma dignité également.

735 L'isolement et l'atteinte à la sécurité. On a eu des témoignages de personnes qui nous disaient, je dois rouler dans la rue avec mon fauteuil pour être capable de me déplacer à Montréal. Vous pouvez imaginer le danger que ça représente. Ça, c'est seulement des exemples, on pourra y revenir si vous le souhaitez pendant notre période d'échanges.

**MME ANNE PELLETIER :**

740

J'irai pas sur l'accessibilité des parcs, on pourra aller et sur les droits parentaux, on pourra y revenir pendant la discussion.

745

Je vais tout de suite passer aux environnements bâtis donc aux aménagements intérieurs. On parle des bâtiments notamment. Là, aussi, bien qu'on en ait parlé dans notre mémoire, on voulait soulever quelques points quand même où les bâtiments, selon leur conception, peuvent être totalement inaccessibles.

750

On parle ici d'une marche qui peut empêcher les personnes qui se déplacent en fauteuil de rentrer dans le bâtiment tout simplement. L'absence d'un ascenseur donc ça peut les empêcher de monter à l'étage dans un bâtiment. Donc, là, on est en inaccessibilité totale pour certaines personnes.

755

On peut avoir une inaccessibilité partielle. Une inaccessibilité partielle, ce serait par exemple le fait, bien d'être obligé de demander de l'aide parce que l'ascenseur n'est pas utilisable par les personnes qui ont une déficience visuelle parce qu'il n'y a pas d'annonce vocale ou le fait d'être obligé d'utiliser un interphone ou une sonnette pour rentrer dans un édifice qui nécessite de l'aide pour les personnes avec une déficience auditive ou visuelle. Donc, pour visuelle, pour faire le code puis la personne avec une déficience auditive, elle ne sait tout simplement pas si on lui a répondu à l'autre bout.

760

765

Donc, il y a aussi d'autres aspects. C'est le traitement différent. On va prendre ici l'illustré avec deux exemples. Par exemple, d'un traitement différent, la perte de l'égalité quand l'entrée accessible au fauteuil se situe à un autre endroit. Souvent, ça va être à l'arrière du bâtiment et, généralement, ce sont des espaces qui ont été prévus à l'origine pour la maintenance, pour sortir les poubelles, et cetera. Donc, c'est très peu convivial d'utiliser les mêmes sorties que vous passez par le local poubelles pour être obligé de rentrer dans un édifice.

770 Ou la toilette qui a été conçue peut-être supposément pour les personnes qui ont un fauteuil, mais qui sont trop petites pour que la porte puisse être fermée quand la personne est dans la toilette.

775 Donc, ce sont quand même deux aspects de traitement très différent de droit à l'égalité, de droit à la dignité qui sont bafoués dans les cas-là pour les personnes qui en vivent les conséquences.

780 Il y a également des problèmes de sécurité qui se posent très régulièrement. Il y a eu quelques années, bien, un problème comme ça où la planification n'était pas prévue pour l'évacuation des personnes en fauteuil à l'hôtel de ville quand il y avait plusieurs personnes dans une même salle, ça n'avait pas été imaginé que dans une réunion, il peut avoir plusieurs personnes. Donc, une évacuation qui avait été très compliquée. Ou des incidents du style l'ascenseur devient dysfonctionnel en cas de panne d'électricité, auquel cas, la personne est obligée de rester coincée là. Elle ne peut pas descendre les étages avec son fauteuil. Donc, attendre que l'électricité revienne, ça peut être parfois très long.

785 Alors ça, ce sont vraiment des problèmes de sécurité majeurs qui se posent par des problèmes de conception et de planification.

790 Donc, en termes de conséquences, on va revenir un petit peu aussi à ce que disait mon collègue. Donc, il peut avoir une perte totale de droit d'accès aux lieux publics quand la personne ne peut absolument pas rentrer.

795 Pour les personnes qui ont besoin d'aide, bien on n'est pas toujours accompagné de quelqu'un, aujourd'hui, Yvon et moi, c'est sûr on s'était organisés pour avoir nos accompagnateurs, mais ça crée beaucoup de stress quand on doit se déplacer seul. Tous les deux, on se déplace beaucoup dans des bâtiments municipaux aussi dans le cadre du travail. Donc, du stress ou la peur de pas trouver quelqu'un pour demander de l'aide ou d'être mal reçu quand on demande de l'aide.

800 Une grande perte d'autonomie et du droit à l'intégrité, donc dans ce cas de figure.

**MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

805 Je m'en veux de vous interrompre parce que ce que vous dites est tellement intéressant qu'on aurait le goût d'en entendre plus, mais nous avons, vous avez dépassé la phase, où vous exprimez et je suis sûre que mes collègues et moi, nous avons lu votre mémoire avec attention et qu'il y a beaucoup de questions qui se posent.

810 C'est sûr que quand on parle de discrimination, c'est surtout le droit à l'égalité qui est la pierre, je dirais, d'assise, mais vous avez fait une démonstration éloquentes aussi des fois où le droit ou les droits fondamentaux, tous aussi importants sont bafoués.

815 Et je pense que nous avons été très impressionnés par les risques à la sécurité, à la sûreté, en fait, à l'intégrité, à la vie, qui viennent non pas seulement, je dirais, du fait que vous n'avez pas le même traitement que les autres et que votre vie peut être mise en danger.

820 Et vous avez eu des illustrations, vous nous avez parlé des cas où, par exemple, l'ascenseur était bloqué en cas d'évacuation, je pense qu'il y a beaucoup de choses qui nous interpellent là-dedans.

825 Lorsque vous avez parlé de recommandations parce qu'on va y arriver, vous parlez, je pense, comme première recommandation, c'est important, de leadership municipal. Donc, d'une forme de volonté politique qui aille au-delà des discours, mais qui s'opérationnalise dans les infrastructures, qui s'opérationnalise aussi dans les accès, dans la formation et, moi, je voudrais savoir s'il y avait une priorité en termes de planification, qu'est-ce que vous mettriez en premier. C'est-à-dire bien sûr la volonté politique, mais est-ce qu'on insuffle d'abord dans l'accessibilité universelle ou la formation qui est importante aussi parce que votre droit à la dignité, votre droit à l'égalité se trouve bafoué.

830 J'aimerais vous entendre là-dessus parce que je crois que pour que nous soyons  
efficaces.

**M. YVON PROVENCHER :**

835 Je pense qu'il faut faire attention à tout mettre comme solution, en se disant, on va faire  
de l'accessibilité universelle et on aura tout réglé.

C'est certainement un véhicule important, mais, je pense, qu'il faut aussi considérer la  
question de la formation.

840

Une fois qu'on a dit qu'on va faire de l'accessibilité universelle, s'il n'y a pas de formation  
qui accompagne ça, ça se fait n'importe comment.

845

Ce sont des termes intéressants, ce sont des concepts intéressants, mais ils doivent être  
appuyés par de la formation. Je pense que même si la ville se donnait une vision plus intégrée de  
la question de l'inclusion des personnes qui ont des limitations fonctionnelles dans la vie  
municipale, il y aurait quand même, il faudrait que ce soit tout de suite attaché à de la formation,  
parce que, sinon, l'intention est bonne, mais on ne sait pas toujours comment s'y prendre.

850

**MME ANNE PELLETIER :**

855

Il faut également, que la ville ait une vision globale de l'accessibilité universelle. Quand on  
parle de vision globale, c'est s'assurer que toutes les actions de la ville soient planifiées dans cette  
perspective, de prendre en compte tous les besoins de A à Z. On finissait notre mémoire par la  
chaîne de participation sociale.

La chaîne de participation sociale c'est un obstacle dans un des processus qui mène de,  
je pars de chez moi et j'arrive à mon lieu de travail, il suffit d'un seul obstacle pour que tout ce  
processus s'écroule et que la personne ne puisse pas réaliser sa tâche qui est tout simplement,

860 comme tout le monde, de partir de la maison puis de se rendre sur son lieu de travail, par exemple.

Donc, la prise en compte de cette chaîne de toutes les étapes est essentielle et, pour ça, il faut vraiment que la ville ait une vision globale.

865

Yvon, tu peux peut-être parler d'un exemple des Saint-Hubert ou équivalent.

**M. YVON PROVENCHER :**

870

Bien, oui, je vais vous donner un exemple. J'ai quelqu'un hier qui m'a contacté dans mon travail pour me parler d'une situation avec l'accès au transport en commun où elle s'est fait expliquer par un chauffeur d'autobus que, bien, son chien, c'était pas un vrai chien guide, donc, elle pouvait pas prendre l'autobus.

875

Cette personne-là s'adonne à avoir beaucoup de caractère. Elle a pris l'autobus. Mais, quelqu'un qui aurait été plus, disons, comment dire.

**MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

880

Docile.

**M. YVON PROVENCHER :**

885

Plus fragile. On va le dire comme ça parce qu'il y a une fragilité aussi psychologique parfois qui est là, aurait pu faire demi-tour puis se dire : bon, bien O.K., peine perdue. Mais bon, c'est juste que le chauffeur est tombé sur la mauvaise personne pour faire ça, mais...

Alors c'est facile de faire dérailler le processus, c'est facile de faire dérailler la participation sociale.

890

**MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

Est-ce que vous avez d'autres questions. Jean-François Thuot en a. Je veux pas être trop gourmande!

895

**M. JEAN-FRANÇOIS THUOT, COMMISSAIRE :**

Un peu plus spécifique. On parle de la ville, mais la ville, c'est aussi des arrondissements.

900

**MME ANNE PELLETIER :**

Oui.

**M. JEAN-FRANÇOIS THUOT, COMMISSAIRE :**

905

Dans vos interactions avec les différents interlocuteurs municipaux dont les arrondissements, est-ce que vous sentez qu'il y a des décalages, est-ce que vous sentez que les arrondissements sont au même diapason que la ville ou qu'il y a des niveaux de compréhension différents?

910

**M. YVON PROVENCHER :**

Bien, je vais commencer, je vais te laisser le dix (10) minutes va venir vite là, mais...

915

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

Il reste trois (3) minutes.

**M. YVON PROVENCHER :**

920

925 Quand on parle de mise en œuvre de politiques, on a, à la ville une politique en accessibilité universelle qui a été adoptée en 2011, elle prévoit qu'il y aura des porteurs d'accessibilité universelle dans les arrondissements. Il y a eu, au début, un enthousiasme. Là, on constate que l'enthousiasme semble s'être essouffé et on cherche les porteurs politiques maintenant, dans les arrondissements. Alors, c'est un exemple.

**M. JEAN-FRANÇOIS THUOT, COMMISSAIRE:**

930 Mais on comprend que ça prend des porteurs au niveau des arrondissements.

**M. YVON PROVENCHER :**

935 Absolument. Ça prend une personne qui est capable de guider les gens dans l'arrondissement pour dire O.K. on est sur la bonne voie ou non, là, on est en train de faire fausse route. Ou si on ne le sait pas, on va aller consulter les intervenants, les organismes communautaires, notamment, pour voir est-ce que, ce qu'on veut faire là, ça l'a du sens ou si on est en train de se gourrer.

**MME ANNE PELLETIER :**

940 Mais on se comprend qu'il y a des niveaux d'avancement de compréhension et de volonté d'avancement de compréhension très différente quand même avec des arrondissements qui se dotent également eux-mêmes de différentes règles politiques ou de moyens et d'autres, bien, ils n'en sont pas là du tout. Donc, c'est vraiment très variable d'un arrondissement à l'autre ou d'un service à l'autre même dans la Ville-Centre.

**M. JEAN-FRANÇOIS THUOT, COMMISSAIRE :**

950 Merci.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

Rapidement, est-ce qu'il y a des villes inspirantes dans le monde pour vous? Je suis sûre que vous avez fait beaucoup de recherches à ce niveau-là?

955

**MME ANNE PELLETIER :**

Je pense qu'il est très difficile de parler de ville inspirante, dans le sens où c'est plus complexe, parce que là, on a beaucoup insisté sur l'accessibilité des lieux, on va dire, physiques, intérieur / extérieur mais il y a toute l'accessibilité des communications, ça c'est tout un autre aspect.

960

Tout ce qui est interrelationnel, interpersonnel, donc dans le mémoire, on parle des personnes sourdes par exemple qui ont du mal à communiquer avec les employés. On va parler après en termes d'emploi.

965

Donc, l'emploi c'est pareil, beaucoup de préjugés, à ce moment-là, peut-on parler d'une ville modèle, c'est très difficile parce que ce serait juste le voir par un petit bout.

970

Sur des choses qui fonctionnent peut-être. On parle souvent de l'aspect de Victoriaville, mais oui, il y a des choses qui sont peut-être très positives pour les personnes en fauteuil, mais on en a reparlé encore avec Yvon, ce matin, il y a des quartiers dans le centre-ville, il y a des endroits qui sont devenus inaccessibles pour les personnes avec une déficience visuelle.

975

**M. YVON PROVENCHER :**

Je pense qu'il faut faire attention aussi de plaquer des modèles de ce qui se fait ailleurs en se disant bien si ça se fait comme ça ailleurs, on va le faire comme ça chez nous, ça va marcher. Il faut tenir compte des contextes spécifiques aussi. Donc, je pense qu'il y a peut-être des villes qui font des choses intéressantes, mais de plaquer des modèles comme ça, sans se questionner sur l'à-propos, je suis pas sûr que c'est une approche qui est si porteuse que ça.

980

**MME ANNE PELLETIER :**

985 Ça dépend beaucoup de la taille de la ville, des conditions, Montréal, on a un hiver, et cetera, qui est particulier donc il y a tous ces facteurs-là qui rentrent en ligne de compte et l'attitude des gens, et cetera, la façon dont les services sont rendus donc de plus en plus vers des services en ligne.

990 Alors il y a toutes ces approches qui font que c'est, on ne pourrait pas comme ça, vous donner, en toute honnêteté un modèle.

**M. YVON PROVENCHER :**

995 Je terminerais en vous disant que, en Amérique du Nord, et, particulièrement, au Québec, depuis les quarante (40) dernières années, les personnes qui ont des limitations fonctionnelles, on fait des choses qui n'existent à peu près pas ailleurs comme évolution, on va dire sociologique. Cette volonté de prendre notre place, de vouloir avoir notre place, d'être considéré à part entière, c'est particulièrement puissant au Québec.

1000

**MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

1005 Et j'abonde dans votre sens. En vous remerciant. Une des choses qui nous a frappés aussi, au-delà de la démonstration éloquente comme je la qualifiais tout à l'heure, c'est cette volonté, non seulement, légitime, mais inspirante, comme citoyen, vous participiez en toute égalité à tous les aspects de la vie sociale et démocratique. Ce n'est pas une faveur, c'est à la ville de démontrer, de s'adapter à des conditions particulières.

1010 Merci beaucoup.

**MME ANNE PELLETIER ET M. YVON PROVENCHER :**

Merci. Merci.

1015 **MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

Et bonne fin d'après-midi.

1020 **MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

Alors je vais appeler à la suite les gens de l'organisme le Centre Bon Courage, donc madame Blandine Mitshiabu et Alessandra Devulsky.

Bonjour, un petit problème technique. Est-ce que vous serez seule finalement?

1025

**MME ALESSANDRA DEVULSKY,  
CENTRE BON COURAGE :**

Oui, malheureusement.

1030

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

Oui, alors vous êtes Alessandra ou Blandine?

1035 **MME ALESSANDRA DEVULSKY :**

Bonjour. Je m'appelle Alessandra Devulsky. Je suis la coordonnatrice de Centre communautaire Bon Courage.

1040 **MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

D'accord.

**MME ALESSANDRA DEVULSKY :**

1045

Je voulais seulement dire que mon directeur, monsieur - malheureusement mon directeur, monsieur Mame Moussa Sy, il avait un accident, pas avec nos jeunes dans un cyclodéfi. Il a cassé sa clavicule, donc il était supposé aujourd'hui d'être parmi nous, mais il n'est pas venu, mais il est de cœur avec moi.

1050

**MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

Et, on lui souhaite bonne convalescence.

1055

**MME ALESSANDRA DEVULSKY :**

Merci beaucoup.

1060

Donc, j'aimerais encore une fois remercier Madame Présidente, Coprésidente, Messieurs et Mesdames les Commissaires pour l'occasion de pouvoir en parler d'un sujet, qui pour nous, c'est extrêmement important, pour nous tous, au Québec.

1065

Je vais faire une petite introduction et après je vais parler un peu de la perception qu'on a de ce sujet. Je veux seulement démarrer mon temps.

Je viens alors du Centre communautaire Bon Courage. C'est un centre bien, évidemment, communautaire à Ville Saint-Laurent. Un centre vraiment dans le milieu de vie donc on reste vraiment localiser géographiquement au milieu de la communauté.

1070

Cette une communauté avec plus de quatre-vingt-dix pour cent (90%) de familles issues de la diversité, des nouveaux arrivants, de nouvelles arrivantes, des familles, généralement dans une situation de vulnérabilité, de pauvreté, mais aussi, des personnes avec un savoir-faire, avec une culture, avec beaucoup de choses à nous apprendre ici au Québec.

1075 Et, ce sont ces personnes-là qu'on a eu l'occasion d'entendre chez nous et c'est à cause de ça bien évidemment qu'on a essayé pour en discuter du sujet qui tient cher au cœur. Donc, les rapports entre le Québec et les personnes noires sont ancrés dans l'idéologie coloniale esclavagiste.

1080 Le parlement de Québec n'a pas approuvé en premier projet d'abolition en 1793, mais seulement quelques années après l'abolition de l'esclavage en France. Un parlement qui était composé de cinquante (50) députés donc deux (2) figuraient comme propriétaires d'esclaves. Et, là, l'abolition arrivera seulement en 1834, au Québec, presque quarante (40) ans, après la France.

1085 Pendant cent vingt-cinq (125) ans, la société québécoise a connu l'idéologie raciale en tant que norme, c'est-à-dire constituant l'élément fondateur qui validait la déshumanisation des personnes noires. En outre, ces personnes venues d'ailleurs ont été considérées comme des biens ou des marchandises à être possédés ou que nous possédons à qui nous avons nié les droits les plus fondamentaux.

1090 Si l'esclavage au Canada et au Québec a été en termes de chiffres bien moindres qu'aux États-Unis et au Brésil, d'où je viens, où le trafic de personnes d'origine africaine se monte à des millions de personnes, les traces culturelles de ces mépris demeurent importantes.

1095 Les effets pernicioeux du système d'esclavage se sont répandus partout dans le monde. L'approche étatique qui discriminait les personnes issues des pays africains considérées comme noires, alimente le racisme, et valide les comportements collectifs racistes ou considérés comme racistes.

1100 Ce sont ces mêmes groupes qui démontreront aussi leur appui aux politiques étatiques d'ordre discriminatoire en perpétuant leur cycle vicieux du racisme systémique.

Les résidents de Place Benoit, nous ont fait part qu'à cause de leur appartenance aux groupes nommés en tant que minorité visible ou racisée. Ils ont subi des situations vues comme

1105 discriminatoires ou méprisantes d'un membre de leur famille ou d'un membre de leur communauté.

Ces événements ressentis comme discriminatoires ont atteint leur moral, leur fierté, leur estime de soi, et dans certains cas, plus graves, ont donné cause à leur non-embauche ou à un  
1110 parcours professionnel ressenti comme plus ardu, comparativement aux personnes blanches.

Lors de notre consultation qui a eu lieu le 23 septembre 2019, nous avons pu recueillir des récits, des vécus et aussi une panoplie de commentaires critiques. Des critiques et des suggestions qui sont le fruit de la relation que nos membres résidents ont développée avec cette  
1115 société d'accueil qui est la nôtre.

En prime, ce sont les femmes musulmanes voilées qui ont exprimé leur désarroi, lors de l'utilisation d'autobus, dans le système de transport de Montréal. Elles ont qualifié leurs expériences comme douloureuses et traumatiques en nous racontant avoir reçu des insultes à  
1120 propos de leur religion pendant l'utilisation de transport public, notamment, dans l'autobus.

Ces insultes venues des utilisateurs sont fréquentes selon les récits collectés. En outre, les chauffeurs d'autobus ont été aussi au cœur de certains incidents des conflits, lorsqu'un lien méprisant envers ces femmes a été ressenti.

1125 Les femmes noires et les hommes noirs de Place Benoit nous ont confié des récits préoccupants en ce qui concerne leur employabilité. Ils se sentent jugés d'une manière méprisante en raison de leur couleur et de leur origine, étant convaincus que certaines occasions d'embauche ont été refusées en raison de leur race.

1130 À propos des services de la ville en cas d'incendie, une famille a ressenti de la discrimination en raison du fait de n'avoir pas été accordé immédiatement un abri. Cette famille a ressenti un traitement moins rapide et peu efficace de l'arrondissement de Ville Saint-Laurent. En raison d'un rapport qui a été produit par un agent de la caserne concerné qui n'a pas signalé  
1135 l'urgence dès le premier moment.

Nous espérons que ce récit puisse atteindre les espaces décisionnels de la ville afin de permettre aux résidents de Place Benoit un accueil plus efficace et équitable ainsi qu'un combat plus fort contre les traitements discriminatoires.

1140

Nous sommes convaincus au CCBC, au Centre communautaire Bon Courage, que nous sommes capables de faire mieux en tant qu'organisme communautaire et organisme étatique. La prise en charge citoyenne est nécessaire pour que les résidents de Place Benoit puissent s'approprier des espaces publics et des espaces décisionnels de notre société à qui ils appartiennent.

1145

Merci.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

1150

Merci beaucoup. Donc, vous avez pointé du doigt avec éloquence des gestes et des propos de chauffeurs de la STM. Est-ce qu'il y a eu des recours, est-ce que les femmes qui vous ont raconté ces incidents ont fait des suivis, ont dénoncé quelque chose?

1155

**MME ALESSANDRA DEVULSKY :**

C'est ça qui nous inquiète, c'est l'objet de notre inquiétude. C'est que la plupart des commentaires qui ont été posés à cet égard-là, ce sont des personnes qui n'ont pas fait des plaintes à l'égard de ça. Donc, c'est quelque chose qui n'est pas répertorié, mais qui, au niveau communautaire, est très répandu.

1160

C'est un récit assez fréquent et je me demande pourquoi ces personnes-là ne se sentent pas encore en sécurité, ils ne se sentent pas encore accueillis pour faire une dénonciation de quelque chose qui est extrêmement dérangeant pour eux.

1165

Donc, la plupart des récits... je pense, je vais mieux élaborer ça. Il n'y a aucun de ces récits à l'égard de ce ressenti de discrimination qui a été répertorié ou qui a été vraiment été objet d'une dénonciation. Et, ça, à notre avis, c'est très inquiétant.

1170 **MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

Et, qu'est-ce que vous recommanderiez par rapport à ça?

1175 **MME ALESSANDRA DEVULSKY :**

Je pense qu'il y a un volet, il est là pour parler de l'enjeu de l'axe communautaire. C'est un enjeu d'éducation populaire. Donc, là, pour parler de notre travail, pas pour parler pour l'arrondissement et pour la ville, il faut vraiment qu'on fasse un travail encore plus dur à l'égard de laisser les gens connaître les réseaux existants pour les aider. De connaître leurs droits et leurs obligations bien évidemment, mais aussi, de savoir reconnaître c'est quoi un traitement discriminatoire et quels sont les organismes où ils peuvent poser des commentaires où ils peuvent faire parvenir des critiques, des suggestions, mais des commentaires à cet égard-là.

1180  
1185 Au niveau de la ville et au niveau de l'arrondissement Saint-Laurent, je trouve qu'on a les moyens de faire plus d'ateliers, plus d'occasions de formation de personnels et, là, je veux parler spécifiquement sur ces cas d'incendie parce que c'était un cas que j'ai accompagné avec la famille qui a subi la situation, qui a vécu la situation.

1190 C'est que dans un premier moment, il y a eu comme des échanges de courriels et on a dû vraiment convaincre les personnes que c'était une situation grave et que les enfants pouvaient pas rester dans un appartement qui sentait extrêmement fort à cause de l'incendie de la cuisine.

1195 **MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

Vous parlez de courriels entre vous, au nom de cette famille et les pompiers?

**MME ALESSANDRA DEVULSKY,  
CENTRE BON COURAGE**

1200 Non. Avec l'arrondissement de Saint-Laurent. C'est seulement après l'échange de courriel, c'est que quelque chose a été faite. Donc, à ce niveau-là, on est satisfait parce que, dans les moments où on est rentré dans le dossier, il y a eu quand même une réponse assez rapide. On a envoyé des photos. Et on a fait parvenir, ce que la famille nous disait.

1205 Mais en même temps, c'était pas quelque chose qu'on était supposé d'entrer là-dedans parce que les agents avaient la circonstance, à mon avis, et c'est l'avis aussi du CCBC était assez évident et la famille a ressenti le commentaire que j'ai reçu c'est : je suis bien sûr que si ça serait une famille souche, ça aurait jamais arrivé, si mes enfants étaient blancs. Mais ça, ça fait mal encore d'entendre en 2019.

1210

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

Jean-François Thuot.

1215

**M. JEAN-FRANÇOIS THUOT, COMMISSAIRE :**

1220 Pour compéter ce sujet-là, vous dites que les personnes qui ont fait l'objet de mesures vexatoires et discriminatoires et tout, et tout, non pas porté plainte. Est-ce que votre centre par ailleurs dans ses échanges avec les responsables de l'arrondissement, est-ce que vous ouvrez ce sujet-là, est-ce que vous en parlez ouvertement et si, oui, quel est un peu la nature de la conversation avec les responsables?

**MME ALESSANDRA DEVULSKY :**

1225

J'ai jamais approché le sujet, en train de pointer du doigt, de dire ça c'est un cas de racisme. Ça, un parce que j'avais pas des éléments au moment des échanges de photos. C'est seulement après avoir parlé avec la famille, je suis allée vraiment dans leur logement comme je

1230

dis, c'est un centre communautaire de milieu de vie, donc, les enfants sont tout le temps dans mon bureau et quand il y a des choses bien je monte dans les appartements pour voir qu'est-ce qui se passe.

1235

Et quand j'ai vu, là j'étais vraiment étonnée, j'ai dit : « Mais comment ça se fait, le monsieur il a vu ça? Il dit oui, mais il a pas offert un abri pour vous, il dit, non. J'ai dit : mais c'est pas correct, il a aucune allure. » Et c'est là que j'ai descendu, j'ai envoyé le courriel. Et la réponse a été rapide. Mais, à ce moment, je n'ai pas touché le sujet parce que c'était seulement après le processus s'est déroulé et à force de parler avec la famille que là, c'était leur ressenti.

1240

On a senti que c'était une question raciale pour nous parce qu'on a vu d'autres problématiques ici pour des choses moins on juge moins grave, et les gens ont été servis d'une façon plus intéressante et je dois signaler et ce n'était pas, c'est ça que ça me touche aussi, c'est que cet événement-là, il était pas répertorié lors de notre consultation parce que monsieur il est venu me parler. Je suis au courant de la consultation, mais moi je travaille pendant la nuit et je peux pas pouvoir participer s'il te plaît, raconte mon cas, raconte mon histoire. J'ai dit...

1245

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

Quand vous parlez de votre consultation, vous parlez d'une ACC que vous avez tenue cet été une activité contributive, d'accord. Maryse et Habib?

1250

**MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

1255

Rapidement, vous nous avez donné plusieurs exemples de commission, d'actes racistes ou de comportements racistes, est-ce que vous êtes déjà interrogée sur le fait que l'omission, donc le contraire, l'omission de services fournis pourrait également constituer de la discrimination. Autrement dit, moi, la question à laquelle je veux arriver c'est : est-ce qu'il y aurait un manque de ressource pour intervenir auprès des communautés qui, disons, qui sont vos clients s'ils se sentent moins bien desservis.

1260 Lorsque la personne vous dit - je prends cet exemple-là, si c'était une famille blanche, ils seraient intervenus - est-ce que, peut-être, c'est une hypothèse, le groupe de gens desservis ont accès à moins de services, est-ce que ça vous a, vous vous êtes déjà interrogée là-dessus.

**MME ALESSANDRA DEVULSKY :**

1265 Je pense que c'est un point extrêmement important. Ce que vous venez de soulever parce que c'est un point important que vous venez de soulever parce que c'est aussi un récit, comment je peux dire, très fréquent à Place Benoit. C'est qu'étant donné que ce sont des familles, la plupart d'eux allophones comme moi, quand je suis arrivée au Québec, je parlais ni anglais, ni français.

1270 Ce sont des personnes qui ont de la difficulté avec la barrière linguistique d'abord. Donc, étant donné que le centre est comme les premières, c'est les premiers lieux de repère pour ces gens-là, on entend des récits à l'égard du fait que, ils arrivent ici, ils comprennent qu'il faut faire les démarches pour pouvoir accéder à plusieurs services, mais qu'une fois qu'ils ont toutes leurs cartes, une fois qu'ils ont finalement un logement parce que la question du logement Place Benoit, c'est une question aussi essentielle pour nous.

1275 Ces gens-là, ce qu'ils vont dire, ce que le fait d'être d'ailleurs, d'avoir pas de famille ici, de, par exemple, avoir besoin d'une halte-répit pour pouvoir laisser leurs enfants et faire la démarche pour un premier emploi, ils ressentent une difficulté plus grande qui, dans des quartiers et des régions à Saint-Laurent considérés comme plus nantis.

1280 Qu'est-ce que je veux dire par ça c'est que, au niveau des services, ces gens-là en raison de leur situation de vulnérabilité, s'il arrive, comme avec cette famille un cas d'incendie, ils ont aucune possibilité d'aller dans la maison d'une tante, de la maison d'un cousin.

1285

**MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

Ils sont isolés.

1290 **MME ALESSANDRA DEVULSKY :**

Parce qu'ils ont pas de famille ici, c'est vraiment le désespoir et le désarroi pur. Donc, on entend des récits à l'égard d'offres de services, mais je dirais que plutôt, il faut que l'offre de services soit faite par des personnes qui sont outillées pour dealer avec des gens avec un background culturel différent, avec une approche, même une approche communautaire différente.

1295  
Donc, on a des situations par exemple, on a accompagné une famille aussi à cet égard-là. C'est une situation où Bashar est intervenu à cause d'une situation entre la maman, le papa, l'école et l'enfant. On a accompagné du début jusqu'à la fin, la fin a été finalement la procédure a été finie au mois de juillet.

1300  
Mais la maman, elle disait tout le temps, tout le temps, elle disait : écoutez, pourquoi je n'arrive pas à leur faire comprendre que j'ai compris que je ne peux pas faire, que je ne peux pas éduquer mon enfant dans la même façon comme j'ai été éduquée ailleurs, comme c'est correct dans ma culture. Mais en même temps, pourquoi cet élément culturel-là ne fait pas partie de l'évaluation des gens? Je ne suis pas mauvaise maman, je suis seulement une maman qui n'était pas outillée à temps, avant que la démarche arrive.

1305  
Donc, on dirait que Bashar ou la DPJ avait embarqué dans un dossier seulement comme toutes les ressources communautaires, on est voués à l'échec. Et on se voit aussi comme, comme quelqu'un qui aurait dû intervenir avant que la procédure s'entame, on n'était pas au courant malheureusement. Mais en tout cas, je trouve que les services, on a besoin, mais surtout, d'un personnel qui ait une formation spécifique pour comprendre toutes les personnes issues de la diversité noire et des traits culturels spécifiques à des gens du sud.

1315

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

Il reste une minute, tu peux poser une question.

1320 **M. HABIB EL-HAGE, COMMISSAIRE :**

Vous avez parlé de l'éducation populaire, est-ce que vous en faites. Est-ce que vous êtes subventionnés pour le faire? Est-ce qu'il vous manque quelque chose? Est-ce que ça donne des résultats?

1325

**MME ALESSANDRA DEVULSKY :**

Je dirais qu'on est sous-financés, mais je pense que cette issue-là est assez connue ici. Mais bien sûr, on a du financement en ce moment spécifiquement pour un projet de leadership auprès de la communauté noire, des jeunes noirs. Donc, c'est un projet qu'on vient de commencer, on vient d'embaucher la personne qui va être la personne ressource de ce projet-là.

1330

Par contre, ce que je déplore c'est qu'on a eu plusieurs coupures pendant beaucoup des années.

1335

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

On a eu plusieurs?

1340

**MME ALESSANDRA DEVULSKY :**

À cause de la politique d'austérité, on a eu...

1345

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

Des coupes.

1350

**MME ALESSANDRA DEVULSKY :**

Des coupes. Exactement.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

Oui.

1355

**MME ALESSANDRA DEVULSKY :**

Merci. Des lignes de financement donc on a perdu certains financements, comme avec la halte-répit, on a perdu un jour d'halte-répit, donc on a dû chercher le financement dans une autre place pour pouvoir offrir au moins deux (2) jours d'halte-répit aux familles. Et, sûrement, cette place-là d'où on est allés chercher les ressources, mais c'est un service qui va être moins intéressant maintenant, parce qu'on n'a plus une personne pour le faire d'une façon idéale.

1360

Alors, je dirais que ça existe le financement, mais ce n'est pas un financement que, comment je peux dire, cible à l'importance de l'enjeu. Il ne cible pas la question qu'il faut absolument former les gens à l'égard de c'est quoi l'idée, c'est quoi l'aspect d'une discrimination dans une société comme le Québec. Pourquoi les gens, par exemple, ont la sensation quand ils arrivent ici de faire pas partie de la société, à un moment donné.

1365

Je pense que si on arrive dans une place avec du travail précaire et on voit qu'une portion de la société qui occupe ce poste-là et quand j'arrive dans une grande entreprise, j'arrive à la ville et je vois que les postes décisionnels sont occupés seulement avec un certain trait, un certain stéréotype culturel, un certain archétype culturel, mais je pense que c'est assez évident pour ces personnes-là que la société, elle donne une place pour certaines personnes et une autre place pour les gens d'ailleurs.

1370

1375

Je trouve que cette perception-là, elle va être changée seulement au moment où on va pouvoir combattre d'une façon plus efficace l'idée qu'il y a vraiment une hiérarchisation entre nous. Cette idée elle est encore là. Et pour la combattre, il faut parler de culture, il faut comprendre les enjeux sociopolitiques, géographiques, de la géopolitique mondiale et des enjeux coloniaux surtout, mais je dirais que pour parler de Centre communautaire Bon Courage, notre contribution pour cette question-là dans cet enjeu-là, c'est d'offrir des ateliers justement où on

1380

1385

parle c'est quoi le racisme, c'est quoi le racisme systémique et surtout, on essaie de plus de plus de faire accessible aux gens à l'information à l'égard du réseau qui est établi et on a un réseau important déjà établi.

Mais l'information c'est de pouvoir et malheureusement, elle n'est pas distribuée comme on voudrait.

1390

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

D'où l'importance, j'imagine, pour un organisme comme le vôtre ou pour d'autres organismes dans Saint-Laurent de faire de l'éducation aux droits.

1395

Je vous remercie beaucoup Madame Devulsky de votre témoignage cet après-midi.

**MME ALESSANDRA DEVULSKY :**

Merci beaucoup. Merci beaucoup.

1400

**MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

Merci à vous. J'appelle maintenant, au nom de l'Équipe RDP, monsieur Pierreson Vaval.

1405

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

On vient de me dire ceci RÉFA passera avant. Alors ici, Jacqueline Sokpoly.

Alors bienvenue. Assoyez-vous.

1410

**MME JACQUELINE SOKPOLY, RÉFA-CANADA :**

O.K. Bonjour, moi, c'est Jacqueline Sokpoly de Réseau entrepreneuriat des femmes africaines.

1415

Donc, nous, on est d'un réseau de femmes, mais majoritairement des femmes issues de l'immigration. Nous travaillons à encourager les femmes à entreprendre, à créer leur propre business, voilà.

1420

Moi, je suis la présidente et elle c'est la vice-présidente.

**MME KARINE SOMBA, RÉFA-CANADA :**

1425

Bonjour, je suis Karine Somba. Donc, je suis vice-présidente du RÉFA, mais également, je suis directrice générale de ULAN Prestige. Ulan Prestige, c'est une entreprise spécialisée dans l'organisation d'événements corporatifs et privés.

1430

Donc, je tenais déjà à vous dire merci de l'occasion que vous nous donnez de venir exprimer, voilà, nos points de vue, d'avoir droit au chapitre dans tout ce qui se passe.

Nous espérons qu'aux sorties de ces assises, les choses évolueront, changeront.

1435

En ce qui nous concerne, je vais plus parler de ce qui nous concerne, de ce qui concerne l'entrepreneuriat, en fait. Je suis arrivée au Canada, ça fait quatre (4) ans. Le Canada, c'est une terre d'accueil d'opportunité. Lorsque nous arrivons au Canada, nous sommes accueillis, on nous propose des cours d'intégration pour voir comment vivre au Canada, comment ça fonctionne, comment trouver un premier emploi.

1440

Mais côté entrepreneurial, cette question n'est jamais vraiment relevée. Ce qu'on nous propose c'est, voilà, si vous voulez démarrer une entreprise, il y a, anciennement, appelé, le SAGE qui vous propose des cours en lancement d'entreprise. Et ces cours de lancement en entreprise, c'est pourquoi, c'est surtout bâtir votre plan d'affaires.

1445 Le plan d'affaires c'est bien beau quand on l'a, mais c'est pas, c'est même pas un début de solution à la réalité d'entrepreneur.

1450 Maintenant, une fois qu'on a commencé à se lancer dans l'entrepreneuriat, on va s'inscrire au niveau du registrariat. On n'a pas d'information en ce qui concerne, bon, il y a peut-être des informations, mais elles ne sont pas disponibles ou on ne nous informe pas comment faire pour avoir accès à ces informations.

1455 C'est pareil pour même les contrats, je pense par exemple, la Ville de Montréal, j'imagine, offre des contrats aux entrepreneurs, mais les entrepreneurs parfois issus de la minorité, nous ne le savons même pas. Voilà, nous ne savons pas et l'accès aux informations, nous ne les avons pas. Et la vie d'entrepreneur n'est toujours pas, c'est pas évident.

1460 On va nous dire oui, vous devez choisir, vous devez chercher, mais imaginez-vous un entrepreneur qui déjà sa réalité c'est de voilà, j'ai un produit, comment le faire vendre? Comment trouver la cible. Je viens dans un pays où je ne connais personne, comment me bâtir?

1465 Voilà, on commence et là, vous comprenez qu'aller chercher parfois l'information c'est pas tout de suite l'idée. Même quand tu vas chercher où chercher, parce qu'on peut chercher des informations sur internet, sur Google, mais on n'a pas vraiment la bonne information qui va nous aider à trouver des solutions par rapport à notre problématique.

1470 Et le deuxième point que nous souhaitons relever aussi, c'est qu'il y a des organismes qui travaillent pour la diversité. Ces organismes qui travaillent pour la diversité pourquoi la question que je me pose, pourquoi n'ont-elles pas des informations concernant, par exemple, pourquoi nous donnent-elles pas des informations aux entrepreneurs sur leurs activités, leur secteur d'activité de comment aller trouver, par exemple, un contrat, par exemple, dire : voilà, la Ville de Montréal ouvre le contrat, pour avoir accès à ce contrat, voilà, les conditions qu'il faut remplir. Voilà pour être candidat, c'est pas sorcier, c'est accessible.

1475 Tout ça c'est comme un mythe. Moi, j'ai eu la chance à travers peut-être des réseaux que  
je faisais de rencontrer quelqu'un qui travaillait, par exemple, à la Ville de Montréal qui m'a dit  
tiens à travers ce que tu fais, tu peux, par exemple, t'inscrire comme fournisseur de la Ville de  
Montréal. Et, maintenant, étant même fournisseur, fournisseur, je vais parler de façon générale,  
fournisseur de la Ville, on ne me contacte pas, il faut que tout le temps j'aille sur le site chercher.  
1480 Est-ce que dans mon domaine d'activité, il y a des appels d'offres et c'est même très fastidieux  
parce que je peux vous assurer que quand vous entrez dans le site, il y a tellement d'informations  
qu'au bout d'une heure, si vous ne trouvez pas ce que vous voulez, voilà, les conditions à remplir,  
on ne connaît pas.

1485 Donc, ce sont des choses où des gens qui viennent déjà d'ailleurs, on peut voir ça comme  
un frein. On se pose des questions, est-ce que c'est parce que, bon, nous sommes de la diversité,  
que voilà ces informations ne nous sont pas accessibles.

1490 Il y a quand même un répertoire, un registrariat des entreprises, pourquoi ne pas créer  
des infolettres où quand un entrepreneur s'enregistre il aura des informations par exemple liées à  
son secteur d'activité. Les entreprises ou bien les organismes qui ouvrent, par exemple, des  
marchés, qui font des appels d'offres pour qu'on puisse soumissionner, maintenant voir si on a  
droit ou on n'a pas droit, mais déjà rendre cela accessible.

1495 Et je vais revenir sur deux points qui sont quand même assez, qui sont importants aussi. Il  
y a certes des organismes qui existent pour des entrepreneurs, est-ce qu'ils font un travail pour  
ces entrepreneurs de la minorité, je me pose la question.

1500 Moi, je suis compte tenu de ma réalité, je suis entrepreneure, je suis dans l'organisation  
des événements, j'ai un peu côtoyé beaucoup d'autres entreprises issues de la minorité comme  
moi qui ont du mal à avoir de la visibilité, avoir accès à des contrats et alors on a créé une plate-  
forme pour justement s'entraider où les entrepreneurs peuvent venir faire la promotion de leurs  
produits et services et si ça vient des entrepreneurs, ça moi, j'ai pas assez de moyen mais j'ai  
créé cette plate-forme.

1505 Mais, en créant cette plate-forme une fois de plus, je ne sais pas s'il y a des organismes qui accompagnent des entreprises qui aident aussi. C'est vrai que les organismes aident des organismes à but non lucratif, mais le travail que, moi, aussi, je fais, c'est un travail d'aide pour les autres entrepreneurs pour que, à travers cette activité-là, ils viennent, ils trouvent une plate-forme où ils peuvent parler de ce qu'ils font, de leur savoir-faire.

1510 C'est une plate-forme de connexion où des gens peuvent se retrouver et échanger, partager. Et, comment dirais-je, échanger, partager, mais cette plate-forme peut-être mourra parce qu'il y a pas assez de moyen parce que déjà je peine à pouvoir, à arriver avec mon entreprise, je serai pas toujours mécène pour mettre à disposition, parce que je le fais, ça va de ma poche. Il faut louer la salle.

1515 Si, par exemple, on savait qu'il y a pour les entrepreneurs, il y a des salles où on peut venir, ça aide, ça aide, parce que l'entrepreneuriat meurt pourquoi? Ça meurt, pas parce qu'il n'y a pas d'idée, pas parce qu'il y a pas de génie, ça meurt parce que, il y a pas assez de soutien pour nous.

1520 Et, de la diversité, il y a tellement d'entrepreneurs, chaque journée peut-être, un entrepreneur ici au Québec, les gens ont plein d'idées, mais ces idées parfois, par faute de moyen, par faute d'accompagnement, parfois les structures ne sont même pas adaptées à ces réalités-là. On ne sait pas comment fonctionne le Québec.

1530 Est-ce que quand on arrive peut-être par le marché serait dans un nouveau marché pour les entrepreneurs, est-ce qu'il ne faudrait pas déjà leur expliquer comment fonctionne, où aller chercher, comment et puis travailler même avec nos différents organismes. Il y a aujourd'hui comment on les appelle, les chambres de commerce.

Ces chambres de commerce là, est-ce qu'il y a un relais entre, je sais pas, le gouvernement ou bien les municipalités pour leur donner des bi -, leur dire voilà, il y a ceci, vous pouvez proposer à vos populations qui sont dans l'entrepreneuriat, il y a même tel emploi, il y a...

1535 j'ai fait un peu le tour et, parfois, je suis venue sur ma triste réalité, je me suis dit, bon, Karine, tu vas batailler et tu vas t'en sortir par les moyens que tu peux.

Je vais laisser également.

1540 **MME JACQUELINE SOKPOLY :**

Oui, c'est ça. Moi, j'ajouterais que c'est ça. Nous avons créé le réseau entrepreneurial des femmes africaines justement parce que quand ces femmes africaines qui sont déjà des entrepreneurs à l'origine, chez elle, des femmes battantes et tout, arrivent ici, tout de suite, au lieu  
1545 de pouvoir recréer les petites entreprises qu'elles avaient, elles sont obligées d'aller travailler dans des entrepôts ou bien prendre un travail qui ne leur convient pas.

Donc, nous on a créé ce réseau pour qu'elles aient un premier contact, un premier réseau où elles peuvent quand même recréer cette entreprise, mais nous manquons certainement de  
1550 moyens, comme elle a dit.

Je ne vais pas continuer longtemps sur le volet entrepreneurial. Moi, je parlerais plutôt de logement parce qu'on a abordé ce sujet aussi dans notre consultation publique avec le RÉFA.

1555 Ce qui est clair c'est que je parle des immigrants surtout. Quand on arrive, souvent on quitte nos pays, on arrive ici, on n'a pas de contact, on n'a personne. Donc, il y a vraiment pas d'information pour où se loger. Les informations ça manque réellement. Souvent, on se retrouve à dormir dans le salon de X, Y, personne jusqu'à pouvoir se retrouver.

1560 C'est vraiment difficile pour des familles qui sont souvent aussi de grandes tailles et les logements ne sont pas adaptés aux tailles des familles. Ça, c'était un constat qui est réel et puis vraiment, il y a aussi un mauvais entretien de ces zones-là où les populations des minorités visibles habitent.

1565           Moi, j'habite dans la zone de Meunier-Tolhurst où je suis sur le conseil d'administration  
des logements HLM. Et il y a un besoin très crucial d'entretien. Par exemple, il n'y a pas de  
séparation entre les ordures de nourriture et puis le recyclage, c'est vraiment pas existant, c'est  
déplorable. Ça, le déneigement alors n'en parlons pas, il y a beaucoup d'accidents à chaque  
1570           année, les enfants se brisent les pieds. C'est beaucoup de choses, c'est vraiment lent à ce  
niveau-là.

          L'état des habitations n'en parlons pas, c'est pour cela que je suis sur le conseil  
d'administration pour intervenir. Donc, c'est vraiment déplorable.

1575           Ce qu'on a remarqué aussi, c'est ça, j'ai parlé de la taille des logements qui n'est pas  
adaptée. Et puis le mauvais entretien. Il y a le déneigement. J'ai parlé de tout ça.

          Comme solution aussi pour ces familles-là qui arrivent, manque de moyens aussi parce  
que leurs budgets ne sont pas énormes. Il n'y a pas d'argent, c'est de créer plus de coopératives,  
1580           maisons coopératives ou augmenter le nombre de HLM parce qu'on nous dit quand vous arrivez,  
est-ce que vous avez reçu des listes pour avoir un HLM, pour avoir une maison coopérative, mais  
ça peut prendre des années, ça prend des années et puis c'est vraiment déplorable pour nos  
familles issues de l'immigration, issues des minorités visibles.

1585           Donc, c'est ce que moi, je peux ajouter côté logement, c'est des points vraiment qui nous  
touchent, qui touchent vraiment parce que c'est l'être humain qui n'est pas bien logé, qui ne dort  
pas bien, ne peut pas être utile à la société. Donc, ça c'était vraiment ce qui me tenait à cœur.  
Karine.

1590           **MME KARINE SOMBA :**

          Oui. Donc, je terminerais par parler des préjugés. Nous souffrons beaucoup de préjugés  
que ce soit dans nos compétences. Préjugés pourquoi parce que, peut-être je vais me passer,  
peut-être parce qu'on ne nous connaît pas vraiment.

1595

1600 Quand on arrive dans un pays, peut-être l'autre ne nous connaît pas assez et c'est peut-être de la peur et, nous, peut-être, je me le dis, je ne dis pas que c'est forcément ça, mais ces préjugés font que, face par exemple à des contrats que peut-être, on pourrait aller soumissionner, on se dit qu'on nous prendra pas parce que nous sommes, malheureusement, noirs.

1605 Je prends par exemple, il y a des grands contrats, il y a le 375<sup>e</sup> de la Ville de Montréal. Ce sont toujours des grosses entreprises qui ont ces contrats. Pourtant moi, je travaille dans le monde événementiel. Ce qu'ils font, c'est pas sorcier. Mais juste parce que bon, je serais peut-être, moi, seule une petite structure, on va se dire, mais quel est son bagage. Vous comprenez. Donc, on ne regarde parfois pas le côté compétence. Est-ce qu'elle est compétente? Est-ce qu'ils sont capables, est-ce qu'elle est capable de produire le travail qui est fait.

1610 Donc, c'est autant de choses, je pense, que si on s'arrêterait un peu là-dessus et pensait vraiment à créer vraiment des plates-formes pour ces entrepreneurs de la minorité où on pourra, comment dirais-je, montrer notre savoir-faire, apprendre aussi même de la communauté. Il faut des tables rondes, il faut des forums, même de formation.

1615 Nous, on est en train de travailler sur ça, créer des forums de formation pour nous, entrepreneurs, de la diversité pour comprendre comment fonctionne le pays d'accueil et aussi voir où est-ce qu'on peut aller chercher qu'est-ce qui nous manque.

**MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

1620 Je suis obligée de vous interrompre, parce que vous avez largement dépassé les dix (10) minutes. Mais je sentais que vous aviez plusieurs choses à dire.

**MME KARINE SOMBA :**

Merci beaucoup.

1625 **MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

1630 Alors, écoutez, vous avez apporté plusieurs points dont certains concernent l'intégration des nouveaux arrivants. Et la discrimination, je veux dire la discrimination systémique, est-ce qu'elle est au cœur de ça ou est-ce que c'est simplement au niveau de, il nous faudra juger, je dirais, et sérier, parce qu'il y avait d'autres points où vous vous posez des questions sur l'aspect discrimination parce que vous êtes noires ou parce que, mais une des choses aussi, c'est qu'il y a plusieurs points qui touchent des paliers gouvernementaux différents.

1635 Lorsque vous arrivez, vous disiez, au Canada, je précise plutôt au Québec, parce que bien sûr le pays d'accueil, c'est le Canada, mais vous avez sûrement été sélectionnées au niveau du Québec. J'imagine qu'il y a, vous avez évoqué le SAGE, mais le ministère d'Immigration avait, est-ce qu'il a encore, je ne le sais pas, mais vous devriez voir des mécanismes, avec les chambres de commerce qui sont des programmes de formation qui devraient faire le relais.

1640 Maintenant, il y a d'autres choses que vous avez soulignées qui touchent, que vous soyez immigrantes, ça n'a aucune importance parce qu'ils touchent, effectivement, c'est l'exclusion des gens, des noirs, parce qu'il y a des réseaux plus anciens, des, qu'on appelle des Old boys Network, et je crois que les femmes autant que les... peuvent toucher à ça.

1645 Moi, les questions que j'aimerais vous poser c'est sur la question du logement, parce que, et de l'insalubrité, plus particulièrement. Parce que la mairesse de la Ville de Montréal fait son bilan de mi-mandat et on parle justement de l'accessibilité au logement.

1650 Et vous avez dit que dans votre cas, c'était difficile au niveau de la salubrité et de l'accès, pourriez-vous élaborer de façon précise ce que vous souhaiteriez, quel changement vous souhaiteriez au niveau de l'accès au logement.

**MME JACQUELINE SOKPOLY :**

1655 Comme je disais, quand un nouvel arrivant arrive et puis il voit son frère qui est dans une maison coopérative, un HLM, tout de suite, il demande : « Mais comment tu as fait? » Et puis, on

lui montre souvent il y a des sites, il y a des liens où il faut aller s'inscrire. Et puis, ils s'inscrivent, mais on ne comprend pas pourquoi ça dure souvent deux ans et plus.

1660           Donc, peut-être c'est parce qu'il y en a pas beaucoup. Donc, il faut en créer d'autres, ça se sont nos doléances. Il faut en créer plus des HLM comme coopérative parce que la plupart des nouveaux arrivants n'ont pas vraiment les moyens qu'il faut pour prendre des appartements, vu la taille de leur famille. Souvent, on reconnaît qu'on a des familles nombreuses et tout. Donc, par rapport à leur bourse, nous souhaiterions qu'il y ait quand même plus de maisons coopératives où  
1665 les loyers sont plus ou moins abordables pour eux. Donc, ça c'est vraiment ça au niveau des logements, c'est ce qui revient quand je parle avec mes collègues ou mes amis immigrants et tout.

1670           C'est ça parce que, moi, j'ai la chance de l'avoir parce que je suis dans une situation donnée. Mais les autres aimeraient aussi l'avoir. Donc, c'est ça, pour nous c'est vraiment, soit qu'il y ait plus qu'on n'attende pas un, deux ans, trois ans. Il y en a qui ont dit qu'ils attendent cinq ans, sans être appelés, vous voyez. Et puis c'est ça la doléance au niveau de ça.

1675           Je veux parler aussi de la salubrité ou l'insalubrité. Moi, dans ma zone, par exemple, ça n'existe pas vraiment souvent. On va dans les zones où il y a des poubelles de couleurs différentes où on peut mettre la nourriture, on peut mettre les vêtements, mais dans la zone où je suis, c'est pas fait de même. Je me dis pourquoi?

**MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

1680           Oui.

**MME JACQUELINE SOKPOLY :**

1685           Je sais pas pourquoi.

**MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

1690 Est-ce que dans la zone où vous êtes comme vous l'appellez, il y a une majorité de personnes de couleur ou bien est-ce que c'est une population mixte? Je veux savoir le sentiment là-dedans, est-ce que ce sont des gens socio-économiquement défavorisés ou comment vous parleriez de votre environnement.

1695 **MME JACQUELINE SOKPOLY :**

Oui, c'est ça. Il y a quand même des gens qui sont quand même socio-économiquement défavorisés. Ça, je l'avoue. Autour de moi là, oui, il y a beaucoup de gens, soit qu'ils sont sur l'aide sociale ou bien qui sont en recherche d'emploi. C'est vraiment ça qui m'entoure là, la zone où je suis.

1700

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

On parle de quel arrondissement?

1705

**MME JACQUELINE SOKPOLY :**

Ahuntsic.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

1710

Ahuntsic?

**MME JACQUELINE SOKPOLY :**

1715

Oui. Ahuntsic, oui, donc, moi, surtout, l'aspect qui est vraiment touchant c'est la zone où je suis dans le HLM qui est Meunier-Tolhurst. Il y a beaucoup d'immigrants ou des gens qui n'ont pas vraiment d'emploi. Donc, je me dis c'est ça, peut-être, qui explique qu'il y a pas de recyclage, il y a pas de - c'est ce que je me pose comme question. Donc, c'est ça.

1720 **MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

Il y a Habib. Monsieur El-Hage.

1725 **M. HABIB EL-HAGE, COMMISSAIRE :**

Merci pour votre intervention. Moi, je veux revenir à l'aspect entrepreneuriat. Est-ce que c'est, je pense, le cœur du sujet aussi venant de vous, experte dans ce domaine-là.

1730 Si je comprends bien, l'entrepreneuriat, bien, il existe, mais la chaîne d'information pour avoir cette possession-là de maîtrise de l'entrepreneuriat, cette structure-là est rupturée est manquante. Et, pourtant, moi, ce que j'entends souvent, c'est qu'il y a beaucoup d'acteurs en entrepreneuriat de Montréal qui anciennement était le CÉDEQ, l'école des entrepreneurs et autres, est-ce qu'il y a quelqu'un qui peut faire quelque chose pour, pour prendre ce leadership de rattacher ce fil d'Ariane, comme on dit là, pour que ça devienne clair pour tout le monde. Qu'est-ce que vous en pensez?

1735

**MME KARINE SOMBA :**

Nous, on pensait par exemple à une infolettre.

1740

**M. HABIB EL-HAGE, COMMISSAIRE :**

Oui.

1745 **MME KARINE SOMBA, RÉFA-CANADA :**

Par exemple pour les entrepreneurs parce que normalement, au registrariat quand vous vous inscrivez, ils ont toutes vos informations. Donc, le registraire des entreprises, ils ont votre secteur d'activité, donc, à partir déjà de cette infolettre, s'il y a des informations liées au secteur

1750 d'activité, vous pourriez aller chercher ces informations-là où ça se trouve parce qu'ils ont nos courriels, ils ont tous nos mails.

1755 Quand il faut nous solliciter pour que ce soit vous inscrire pour les taxes et TPS, ils savent bien où nous joindre donc, pour des informations aussi importantes qui nous concernent, à travers une infolettre, ça peut aider, je pense, ça va vraiment beaucoup aider. Et, ça sera maintenant de la responsabilité des entrepreneurs de se dire, bien voilà j'ai quand même des informations. Si je veux trouver un contrat, si je veux soumissionner dans la ville, je sais qu'il y a la Ville de Montréal, il y a l'Office, par exemple, qui fait des appels d'offres pour certains services. Voilà.

1760 **M. HABIB EL-HAGE, COMMISSAIRE :**

Si, je comprends bien. Il y aurait un travail à faire qu'on puisse adresser à la Ville de Montréal, pour optimiser cette information-là sur l'entrepreneuriat.

1765 **MME KARINE SOMBA :**

Oui. C'est ça.

1770 **M. HABIB EL-HAGE, COMMISSAIRE :**

Comment vous le formulez, vous?

1775 **MME KARINE SOMBA :**

Comment?

1780 **M. HABIB EL-HAGE, COMMISSAIRE :**

Comment vous formuleriez une recommandation là-dessus?

**MME KARINE SOMBA :**

Mais c'est la création de l'infolettre.

1785 **M. HABIB EL-HAGE, COMMISSAIRE :**

De l'infolettre, juste de l'infolettre.

**MME KARINE SOMBA :**

1790

Une infolettre pour donner des informations relatives aux entrepreneurs selon leur secteur d'activité. Nous savons que c'est laborieux, mais si on y pense, comme on est assises à une commission, on y pense, ça peut se faire et les entrepreneurs auraient accès aux informations.

1795

Également aussi au niveau, beaucoup de coopération avec les organismes, justement, de ces entrepreneurs issus de la diversité comme, par exemple les chambres de commerce. Il y a une chambre de commerce congolaise, haïtienne, c'est vrai que je sais pas comment fonctionnent les autres chambres de commerce, mais ce sont des structures quand même qui sont légalisées au Québec. Donc, si elles sont légalisées, ça veut dire que si la ville veut faire passer par exemple, ses contrats, même les offres d'emploi, elle peut passer à travers ces chambres-là pour donner ces informations et ça va aussi aider. On aura l'impression que voilà, nous sommes au courant. C'est pas toujours par obtention ou bien, voilà.

1800

**MME JACQUELINE SOKPOLY :**

1805

C'est ça, moi, je leur dis très rapidement que c'est ça, établir vraiment le lien de partenariat entre ces organismes qui représentent les entrepreneurs et la Ville de Montréal pour faire passer le message. Ça va être très bénéfique pour nous autres.

1810 **MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

Merci infiniment de votre participation. Et je vous souhaite bonne fin de journée.

**MME JACQUELINE SOKPOLY :**

1815

Merci à vous.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

1820

Merci. Avant la pause, la dernière personne que nous allons entendre est monsieur Pierreson Vaval de l'Équipe RDP. Est-ce qu'il est avec nous? Ah! Il est là.

Bonjour Monsieur.

1825

**M. PIERRESON VAVAL, ÉQUIPE RDP :**

Bonjour. Les Commissaires, Président, Monsieur Homeless (sic). Merci de l'opportunité que vous nous donnez de pouvoir venir présenter quelques enjeux en lien avec le thème de la consultation.

1830

Je remercie aussi les gens de m'avoir encouragé de venir me présenter devant la commission. Alors j'aimerais quand même remercier le Groupe Montréal en Action pour toute la belle démarche qui nous amène vers tout cet exercice-là à Montréal.

1835

Alors c'est important, je crois, pour nous de réfléchir aux enjeux qui sont présentés parce qu'à Montréal, au Québec, et dans le monde entier, ces questions-là se posent. C'est pas un enjeu juste montréalais, c'est un enjeu mondial.

1840

Et moi, j'aimerais vous dire que la diversité souffre actuellement à Montréal, au Québec, mais aussi dans le monde entier. Et, on ne peut pas évacuer ces questions-là, il faut y faire face et, moi, ce que je peux faire, mon humble contribution serait peut-être parler de certaines

expériences qu'on a vécues à Rivière-des-Prairies pour amener des changements qui ont débouché sur une amélioration certaine du climat social et du vivre ensemble dans ce quartier.

1845 On peut donner quelques exemples de situations, mais je veux pas trop m'attarder, je pense que l'élément c'est beaucoup de parler de solutions, là.

1850 Des problématiques par exemple au niveau des jeunes dans notre secteur à Rivière-des-Prairies, qui se plaignent de traitements différenciés de la part des forces de l'ordre alors c'est une des situations qu'on a travaillées beaucoup, qu'on continue de travailler qui reste un enjeu.

1855 Je vais vous donner un exemple. Un HLM où est-ce que, à cause de problèmes de vermine, on a évacué les gens qui étaient dans des logements disons de grande taille, six et demi (6 1/2), sept et demi et plus (7 1/2) et qu'on les a relocalisés dans d'autres, une autre section du HLM où est-ce qu'on a des cinq et demi (5 1/2), quatre et demi (4 1/2), ce que ça génère, donc, une certaine promiscuité qui engendre le fait que les enfants ou les jeunes ne sont pas capables de rester dans le logement. Donc, se trouvent souvent être à l'extérieur, à vouloir socialiser à l'extérieur.

1860 Ce qui engendre des plaintes. La police arrive, fait des interventions, disperse. La tension monte et les raisons pourquoi qu'on a fait l'intervention, c'était à cause de plaintes de citoyens. Mais on n'adresse pas le problème qui est, que les logements ne sont pas adaptés aux besoins de ces jeunes et de ces familles.

1865 Et là, on m'a montré la semaine passée que - on m'a expliqué le service de police m'expliquait que ces logements ont été évacués à cause de la vermine ils doivent les démolir. Mais ce qu'on a vu la semaine passée, c'est qu'ils ont refait les toits neufs.

1870 Et, là, ce qu'on leur a proposé, ce serait bien dans les espaces qui ont été évacués de créer un espace pour les jeunes pour qu'ils puissent socialiser ou avoir un endroit pour se rencontrer, ainsi de suite, de façon sécuritaire, encadrés par des intervenants et ainsi de suite.

1875 Mais je vous dirais, ça reste un défi. Et, c'est là qu'on arrive à un problème dans le système. Et, je vous dirais c'est sûr que tout à l'heure j'entendais certains intervenants parler. Vous savez pour un immigrant, le système est impressionnant. On vit dans des sociétés structurées, des sociétés qui sont complexes et pour un immigrant, quand il arrive ici, c'est une chose qu'il voit, c'est un système, un monstre qui est impressionnant, mais qui a une identité. Et, souvent, cette identité-là se manifeste à travers et on le voit aujourd'hui, une rigidité à l'adaptation.

1880 Alors un moment donné quand on était en train de poser des questions sur, bon, maintenant, qu'est-ce qu'on fait avec les jeunes. Oui, il est minuit, il faut qu'ils retournent chez eux puis, ainsi de suite. C'est parce que le jeune, il doit exister. Alors c'est pas parce qu'il y a une loi qui existe qu'il faut vider le parc à 10 h, à 11 h qui fait que les gens arrêtent d'exister ou que les problèmes disparaissent à minuit comme par magie.

1885 Alors moi, je crois comme ville, Montréal, devrait vraiment réfléchir à travailler à innover dans ces domaines-là. Et, mais insuffler une flexibilité aux différents systèmes qui ont toujours existé, mais toujours pour répondre aux besoins ou aux attentes d'une population homogène, qui avait la même religion, qui parlait la même langue, qui avait la même culture, ainsi de suite.

1890 Et, là, on a un défi où est-ce qu'il va falloir mettre de l'oxygène dans tout ça. Et, malheureusement, on voit qu'il y a une grosse résistance. Quand on en parle, on voit les levées de boucliers. Quand on dit des choses, on se rend compte que finalement les gens sont peut-être pas prêts à ces changements-là, mais aussi les gens sont confortables dans leur immobilisme. Et, c'est là qu'on se pose la question, il va falloir travailler sur les systèmes.

1895 Si, on ne travaille pas sur les systèmes, bien, ce qui va arriver, c'est que ces gens-là qui vont avoir des doléances, qui vont avoir des demandes, vont être tranquillement pris pour des empêcheurs de tourner en rond. Puis ils vont être pris comme des minorités nuisibles.

1900 Et c'est là que des partis politiques, des groupes d'opinion vont les cibler soit par des lois, des commentaires ou des, je vous dirais, des décisions qui auront un impact négatif sur eux. Et, moi, je pense que Montréal devrait être comme une espèce de rempart par rapport à ça.

1905 Je pense que Montréal peut avoir une espèce de leadership dans cette flexibilité, dans ces changements-là, dans sa capacité de s'adapter parce que c'est un défi, pas seulement de Montréal, mais du monde entier. Alors comment devenir une espèce de modèle.

1910 Et, moi, je pense qu'on a beaucoup de choses à travailler encore. On le voit chaque jour, quand on regarde les différentes études qui ressortent les résultats qui en ressortent qu'on est une société qui doit avancer, qui doit bouger, qui doit innover.

1915 Mais une chose aussi, qui est très importante, il faut reconnaître nos bons coups. Il faut assumer le leadership qu'on a aussi. C'est un équilibre parce que, sinon, dans la société, on va percevoir que finalement, c'est impossible de répondre aux besoins de toutes ces communautés-là. Toutes ces communautés-là c'est du trouble, il faut fermer les portes parce que ça se peut pas.

1920 Je pense que Montréal n'a pas de leçon de recevoir de la France. Puis je le dis clairement parce que j'ai entendu, j'ai vu des choses, là; Montréal est un modèle pour l'Europe là quelque part jusqu'à un certain point. Puis il faut être fier de ça, puis il faut le célébrer.

1925 Je trouve qu'à Montréal, on a plusieurs petits événements en lien avec la diversité, mais il faudrait qu'on trouve parce que vous savez dans l'imaginaire de l'être humain, c'est beaucoup les symboles, alors quel est le symbole à Montréal que cette diversité-là est une force. Est-ce qu'on a un événement, je ne parle pas de petits événements, un événement majeur à Montréal où est-ce qu'on célèbre cette diversité-là puis qu'on invite toute la population à échanger, à partager autour de cette force-là.

1930 Est-ce qu'on a des lieux, des espaces, des œuvres d'art qui cristallisent pour les générations à venir ce positionnement de Montréal par rapport à la reconnaissance que sa diversité est une force.

Il y a aussi l'élément qui est excessivement important dans des difficultés comme celles-là, tout passe par le dialogue.

1935

Je vous dirais, nous, à Rivière-des-Prairies pour générer les changements, ça a passé par des dialogues en bonne et due forme, avec les gens qui sont responsables et les décideurs.

1940

S'asseoir avec le chef du poste de police, ensuite s'asseoir avec ses patrons pour discuter honnêtement des choses, dans un contexte où est-ce qu'on peut se parler, parce qu'il existe aussi, dans la société, et ça on va pas y échapper, un positionnement où est-ce que des leaders d'opinion essaient d'éloigner les gens entre eux. Et c'est la meilleure façon de garder la population dans une méfiance mutuelle.

1945

Alors comment qu'on peut développer des pratiques à Montréal favorisant le dialogue à la base, entre les citoyens. Comment qu'on peut développer des systèmes parce qu'on parle de système qui fait que, avant de... pour décider, pour orienter, il faut se parler. Des fois, quand je vois des décideurs qui prennent des lois en lien avec les immigrants, mais qui ne discutent pas avec des immigrants bien c'est des lois pas pour des immigrants c'est des lois pour la majorité contre les immigrants.

1950

Alors comment que nous on peut favoriser cette espèce de dialogue qui fait que les citoyens ne sont pas à la merci de leader d'opinion qu'on entend dans les médias puis qui vont dire à qui tu as le droit de parler puis que c'est bien de parler à tel type de personne ou c'est dangereux d'écouter un tel, un tel.

1955

Alors je vois que vous levez la main, alors...

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

1960

Parce que, on veut dialoguer avec vous. Mais, si vous avez une courte conclusion, ça va me faire plaisir de l'entendre maintenant.

**M. PIERRESON VAVAL :**

1965

Maintenant. Bien moi, je vous dirais que dans les solutions dont on parle, la question du dialogue, à la base, pas seulement entre les décideurs, mais comment qu'on peut inclure cette plate-forme-là chez les citoyens, des réflexes dans les arrondissements, des réflexes dans les communautés ou bien des systèmes.

1970

Et comment qu'on peut dans les systèmes aussi s'assurer d'une certaine flexibilité en impliquant, parce que le vivre-ensemble, c'est ça, c'est pas seulement d'habiter au même endroit, il faut se parler, faut décider ensemble, faut être heureux ensemble, faut souffrir ensemble, faut comprendre les choses ensemble.

1975

Et, moi, je crois que Montréal est très en avance parce qu'on n'a pas le choix, il faut qu'on fasse les choses ensemble, mais comment qu'on peut profiter de cette diversité-là et s'assurer que, dans les processus, dans les démarches, on tienne compte de s'assurer que cet échange-là est fait du début jusqu'à la fin pour prendre des décisions qui ne vont pas être perçues contre un groupe, contre la majorité ou contre la minorité.

1980

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

Je vous remercie beaucoup de cette intervention extrêmement convaincante. Moi, je retiens un certain nombre de choses et je vais passer la parole à mon amie, Judy après et ma collègue.

1985

Vous faites un plaidoyer pour systématiser la construction des liens sociaux, comme un rempart contre, on le sait bien des barbaries et bien des tempêtes sociales ou politiques. Je trouve ça très intéressant que vous nous ameniez là. On va devoir nous, évidemment, beaucoup réfléchir à ça, comment on rentre ça dans un système, comment un arrondissement peut se retrouver peut-être à faire école ou à exporter ses bonnes pratiques.

1990

Ça c'est la première chose que je retiens et qui va nous faire réfléchir. Le fait qu'on table aussi sur nos bons coups à Montréal, Dieu sait que s'il y a cette commission, c'est parce qu'on n'est pas parfaits, mais, alors, on va avoir besoin, vous avez parlé de quelques solutions, mais

1995

vous cherchez vous aussi. Bien sûr. Et je voulais vous remercier pour ça parce qu'il y a beaucoup de choses dans ce que vous avez dit qui structurent une dérive, ou qui structure un mouvement de solidité.

2000

Et j'apprécie beaucoup ça. Oui. Judy.

**MME JUDY GOLD, COMMISSAIRE :**

2005

Je vous remercie beaucoup.

**M. PIERRESON VAVAL :**

Bonjour.

2010

**MME JUDY GOLD, COMMISSAIRE :**

Je vous remercie beaucoup pour votre présentation.

2015

**M. PIERRESON VAVAL :**

Merci.

**MME JUDY GOLD, COMMISSAIRE :**

2020

Vous avez mentionné que vous rencontrez des résistances de la part de la ville pour adapter à la réalité démographique.

2025

De la ville. Vous constatez cette résistance de la part des fonctionnaires de l'arrondissement, de la part du SPVM, pouvez-vous élaborer là-dessus?

**M. PIERRESON VAVAL :**

2030 Vous savez les différents agents de la ville sont, premièrement, ce sont des citoyens, ils  
ont leurs propres préjugés et puis leur perception. Et, souvent, on se rend compte rapidement en  
discutant, avec eux, qu'ils ont une vision qui est disons incomplète ou ils ont une perception de la  
réalité dans leur tour de bureau, avec les statistiques qu'ils ont, puis avec les exigences de leur  
patron et puis alors quand ils ont la chance de pouvoir discuter avec des gens sur le terrain et  
puis, un vrai débat, un vrai échange, sans avoir l'influence, c'est là que vraiment, on voit que les  
2035 barrières tombent.

Je pourrais parler par exemple d'un sergent de police que j'ai eu à travailler avec lui. Et,  
puis on s'était rencontrés dans le cadre d'une journée de réflexion du SPVM, mais local. Et puis,  
on a fait des tables où est-ce qu'on mélangeait des citoyens, des acteurs du communautaire avec  
certains policiers. Et puis dans les échanges, un moment donné, avant de parler, je voyais qu'il  
2040 voulait voir si son patron était proche, parce qu'il voulait dire une vérité. Parce qu'il y a toute  
l'image corporative de tout ça.

Et, un moment donné, il m'a dit clairement nous ce que tu nous dis là, là, de créer le lien,  
2045 puis d'être - on aimerait bien le faire, mais on n'a pas le temps, on nous donne pas le temps de le  
faire, puis je pense que si on le ferait ça, il y aurait un changement.

Et je lui ai expliqué que, oui, il se peut que le système ne te permette pas de le faire, mais  
fais le pour toi-même, pour que tu sois heureux dans ton travail parce que tu travailles avec des  
2050 gens, c'est pas du bétail, les minorités dans une communauté, ce sont des gens qui ont les  
mêmes besoins et si tu prends le temps et tu vas découvrir une communauté où est-ce qu'on  
disait que c'était juste des bêtes.

Et puis, je vous dirais qu'après un an, il était venu me voir dans un événement et puis il  
2055 était venu me remercier pour ces commentaires-là, puis sa perception avait changé sur beaucoup  
de choses. Je lui avais présenté plusieurs leaders dans la communauté qu'il fallait connaître pour  
mieux comprendre son travail.

2060 Et ça l'a aidé beaucoup, parce qu'il y a beaucoup de discours, il y a beaucoup de choses qui se disent dans ces boîtes-là, mais ce qui est important, c'est de voir de quelle façon dans ces boîtes-là, on peut les outiller pour qu'ils soient pas seulement influencés par l'interne. Comment on peut être influencé par l'externe.

2065 **MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

Je ne sais pas si en moins de deux minutes, vous serez capable de répondre à deux questions. Il y a Maryse Alcindor et Jean-François Thuot qui veulent vous questionner.

2070 **M. PIERRESON VAVAL :**

On va essayer.

**MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

2075 Moi, je dois vous dire merci pour l'exposé. Je vais vous dire que l'une des choses qui m'a frappée, c'est qu'elle reprenait en d'autres termes, une intervention qu'on a eue hier à propos des compétences municipales.

2080 C'est une chercheuse qui nous a parlé de la flexibilité que la loi sur les compétences municipales accordait aux municipalités. Et, elle disait c'est un moteur de créativité et ce que j'entends de vous, c'est un appel à construire un Montréal qui n'est pas seulement en réaction à la discrimination ou au racisme, mais un Montréal épuré.

2085 **M. PIERRESON VAVAL:**

Exact.

**MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

2090 Et, il y a, on cherche des solutions novatrices, vous en avez évoqué quelques-unes, mais c'est un appel pour nous aussi à continuer à y penser et puis merci pour ça. Je ne poserai pas de question pour permettre à Jean-François d'en poser.

**M. JEAN-FRANÇOIS THUOT, COMMISSAIRE :**

2095

Merci, Madame la coprésidente. Je ne sais pas si vous avez eu l'occasion d'écouter les échanges d'hier, moi, je suis resté marqué par une histoire, une anecdote. C'est une dame de Côte-des-Neiges qui venait expliquer que jusqu'à récemment, il y avait un espace public qui était un jardin communautaire qui pendant des années servait de lieu de rencontre entre la population locale qui est marquée par la diversité. Et, là, il y a eu construction de condos.

2100

**M. PIERRESON VAVAL :**

Oui.

2105

**M. JEAN-FRANÇOIS THUOT, COMMISSAIRE :**

Et ce que je trouvais fort dans cet exemple-là, c'est que voilà un exemple de zonage, d'aménagement urbain donc, une question d'apparence technique, c'est le bâti, mais qui a un profond impact sur la dynamique d'un tissu social.

2110

**M. PIERRESON VAVAL, ÉQUIPE RDP :**

Oui.

2115

**M. JEAN-FRANÇOIS THUOT, COMMISSAIRE :**

Alors, je reprends votre exemple du début, vous avez évoqué la situation de familles dans des logements insalubres.

2120

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

Étroits.

2125 **M. JEAN-FRANÇOIS THUOT, COMMISSAIRE :**

2130 Étroits, les enfants veulent jouer en quelque part. Ils sortent, ils vont jouer à l'extérieur. Ce que je comprends c'est qu'il y a pas de lieu aménagé pour absorber cette activité-là. Plein de citoyens, intervention de la police. Alors il y a le logement insalubre en amont, en aval, intervention de la police. Deux gros dossiers.

2135 Bon, moi, je voudrais me concentrer sur le milieu. Les enfants jouent dehors, alors si on prend pour acquis qu'on peut être créatif sur le plan municipal, qu'est-ce que l'arrondissement ou la ville pourrait faire à ce niveau-là, pour aménager le territoire de manière à *dealer* avec cette situation-là?

**M. PIERRESON VAVAL :**

2140 Vous savez les systèmes normalement, les systèmes performants sont faits pour atténuer les effets négatifs de la diversité des besoins et des opinions. Alors c'est sûr que, moi, je vois là, à cause de ma dynamique d'entrepreneur social, je vois là une opportunité. Il y a un projet là. Il y a une opportunité de dialogue entre les gens là pour atterrir à la création d'un espace, d'un agora, d'un carrefour où est-ce que tout le monde va se rencontrer et s'approprier l'espace public ensemble pour faire des choses ensemble intéressantes.

2145 Alors je pense que dans nos systèmes si on peut arriver à voir ou développer des réflexes qui nous permettent d'aller vite et de voir dans ces problématiques-là des opportunités pour qu'on puisse travailler sur des enjeux parce que quand on va travailler sur cette problématique-là spécifique, ça va nous amener sur plein d'autres choses.

2150

2155 Et puis, j'ai l'impression que ça va nous permettre de faire une pierre deux coups ou trois coups, quatre coups, ou quand ce projet-là va être fait, on va en faire un autre parce que je donnais un exemple de la situation des jeunes puis là, quand j'ai parlé à la mairesse, j'ai dit bien il va falloir qu'on innove à Montréal, la fermeture des parcs à 11 h là, il va falloir qu'on change ça là parce que les besoins évoluent.

2160 C'est pas vrai que Bonhomme Sept Heures existe encore puis il faut rentrer à la maison à 10 h. Il va falloir qu'on trouve une autre solution. Est-ce qu'il peut dans les communautés exister un espace qui est disponible pour les jeunes, les ados, les post-ados où est-ce qu'ils peuvent se rencontrer dans un parc, dans un aménagement où est-ce que ça va être sécuritaire parce qu'il va avoir des intervenants, les policiers pourront passer, ainsi de suite.

2165 Alors là, on arrive à des choses intéressantes, mais là, il faut déroger de, ainsi de suite, alors toute cette flexibilité, toute cette pensée-là, moi, je pense que oui, il y a là quelque chose d'intéressant.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

2170 Et la gestion des parcs c'est sous les arrondissements?

**M. PIERRESON VAVAL, ÉQUIPE RDP :**

Exact. Exact.

2175 **MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

Écoutez, on vous a presque kidnappé. Habib El-Hage a envie de vous poser une dernière question.

2180 **M. PIERRESON VAVAL :**

Oui.

**M. HABIB EL-HAGE, COMMISSAIRE :**

2185

Votre témoignage, j'ai bien apprécié. Hier, plusieurs sont venus nous parler justement du dialogue, du discours, de cette nécessité-là de parler à l'autre. Ça rejoint très bien ce que vous êtes en train de nous dire, ce qui a attiré mon attention aussi, la phrase : « Il faut systématiser le dialogue. »

2190

On est dans une consultation qui porte sur le racisme et la discrimination systémiques et votre approche s'approche davantage des relations interculturelles. Alors on est dans deux arborescences qui sont différentes un petit peu là.

2195

Il y en a une qui parle du pouvoir de rapport de domination, l'autre qui parle de la relation.

Et vous semblez dire, peut-être je me trompe, qu'eux pour atténuer la première, c'est-à-dire, le rapport de domination, il faut utiliser un deuxième.

2200

**M. PIERRESON VAVAL, ÉQUIPE RDP :**

Oui.

**M. HABIB EL-HAGE, COMMISSAIRE :**

2205

Est-ce que je me trompe?

**M. PIERRESON VAVAL, ÉQUIPE RDP :**

2210

Oui. Je vais vous donner un exemple.

**M. HABIB EL-HAGE, COMMISSAIRE :**

Je me trompe ou je ne me trompe pas?

2215

**M. PIERRESON VAVAL, ÉQUIPE RDP :**

Non, non. C'est bien. C'est bien, mais c'est une des façons.

2220

**M. HABIB EL-HAGE, COMMISSAIRE :**

Ah! Oui, oui.

**M. PIERRESON VAVAL, ÉQUIPE RDP :**

2225

Il y en a plusieurs. C'est une des façons. C'est juste que c'est une façon qui est peut-être plus agréable et facile. Et puis, peut-être le dominé se rend pas compte parce qu'il s'humanise à travers le rapport parce qu'on développe un rapport, on développe un lien, on développe... les gens vivent une expérience de dialogue qui fait que les perceptions changent et puis les mentalités changent. Parce que quelque part là-dedans, on parle de mentalité ou des réflexes très enracinés chez la population.

2230

Je vais vous donner un exemple. J'ai eu une connaissance qui était venu me voir. Il travaillait pour je pense, un service canadien en recherche puis il était venu voir. Il m'a dit : ah, Pierreson, je vais poursuivre le gouvernement du Canada parce que je suis le plus qualifié pour un poste et on est venu me dire carrément qu'on n'est pas encore prêt à avoir un immigrant comme patron.

2235

On est venu lui dire ça. Là, moi, je me suis mis à réfléchir parce qu'il faut comprendre les codes, qu'est-ce que ça voulait dire. C'est qu'au Québec, on a peur que quand un immigrant occupe un poste de décision qu'il gère à la manière de son pays d'origine. C'est ça la peur.

2240

2245

C'est juste de se dire : arrêtons de dire des choses - disons les vraies affaires. Discutons ensemble. Et c'est là que le débat. Alors moi, je me suis dit si on a – en tout cas, si cette personne-là, cette connaissance-là aurait eu la chance de discuter avec les gens de sa boîte puis qu'il leur explique, parce que je veux dire, qu'est-ce que vous voulez dire, comme mon pays d'origine. Ah! Mais là ça l'air comme si vous vous êtes des dictateurs puis c'est comme ça que vous fonctionnez puis, ainsi de suite.

2250

Alors c'est tous des préjugés que les gens ont et il faut avoir cet espace de dialogue pour dire les vraies choses. Parce que sinon, les choses vont être dites tout croche dans les médias. Et c'est ça qui va rester dans la tête des gens.

2255

Alors très important de s'assurer dans nos systèmes de réfléchir à comment développer cet espace-là qui permet aux gens, à la population, de se dire les choses puis de se parler, puis de parler de nos peurs, parce que l'être humain, ce qui lui fait plus peur sur la planète c'est l'autre qui est à côté de lui. Alors comment qu'on peut s'assurer que dans les systèmes qu'on travaille sur cette anxiété-là, puis que cette anxiété-là ne devienne pas une barrière pour qu'on puisse être capable de vivre ensemble.

2260

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

2265

Et bien, ce sera sur ces paroles philosophiques que nous allons vous remercier vraiment. Et dire à ceux et celles qui restent dans la salle que nous allons prendre à peine dix (10) minutes pour continuer à entendre les prochaines personnes qui se sont inscrites.

Merci beaucoup, Monsieur Vaval, vraiment.

2270

**M. PIERRESON VAVAL :**

Merci de m'avoir entendu.

**PAUSE – 15 MINUTES**

2275

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

Marie-Livia Beaugé de Hoostock, elle n'est pas... oui, elle est là. Là, je me dis elle est pas arrivée. Dois-je dire Maître Beaugé.

2280

**MME MARIE-LIVIA BEAUGÉ :**

Ah! C'est correct.

2285

**MME MYRIAM ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

La parole est à vous. Il y a quelques personnes à l'extérieur qui voudraient peut-être... bon, bien ils viendront. Allez-y.

2290

**MME MARIE-LIVIA BEAUGÉ :**

Bien, merci de m'accueillir. Mais je vais commencer. En fait, je suis venue juste avec des solutions puis je peux expliquer d'où proviennent ces solutions-là, mais sinon je vais y aller directement à partir de là.

2295

Majoritairement, toutes les solutions qu'on amène sont par rapport au service de police de Montréal, du profilage racial et cet enjeu-là. Et puis, par la suite, c'est plus des enjeux de diversité et de sensibilisation.

2300

Donc, je vais commencer par, bien notre priorité, qui est le profilage racial. Donc, le Service de police de Montréal est, bien je veux dire si, bien est à Montréal. Puis la population de Montréal est soixante pour cent (60%) de personnes qui viennent de minorité ethnique visible et autre que blanc. Par contre, dans ces soixante pour cent-là (60%) en fait, trente-trois pour cent (33%) de la population de Montréal viennent vraiment de minorité visible.

2305 Et une des solutions qu'on propose c'est que le Service de police de Montréal puisse avoir des agents de police, pas seulement des agents de police, mais aussi d'autres types de poste, comme des directeurs et ceux qui sont des superviseurs qui sont plus diversifiés. Donc, idéalement, au moins, trente-quatre pour cent (34%), trente-trois pour cent (33%) de leur service de police qui proviennent de minorité visible, de minorité racisée, vraiment de cette minorité-là. Et je veux pas dire minorité, là, vraiment de cette population.

2310 Pourquoi? Parce que, en tant que personne noire, en tant que personne racisée, on remarque qu'il y a des policiers qui viennent d'autre part, ils ne viennent même pas de Montréal. Ils viennent des régions. Ils ne connaissent aucune réalité des personnes qui vivent à Montréal. Ils sont les premiers contacts sûrement qu'ils ont eus avec une personne noire c'est à la télé, tu sais, je veux dire Montréal-Nord, déjà il n'a pas une bonne publicité à la télé déjà à Montréal.

2320 Donc, si t'es un policier, tu viens de, je ne sais pas, Chicoutimi, les seules choses que t'entends c'est les médias qui disent : un jeune noir haïtien provenant de Montréal-Nord, tu sais, je veux dire si c'est juste ça qu'ils entendent, et puis ils sont des policiers et qui viennent, ils sont *dispatchés* à Montréal-Nord, bien ils auront déjà cette idée de Ah! Mais les noirs on sait que les seules fois qu'on les entend c'est pour des choses de mal. Donc c'est pour ça, on trouve que c'est important que le Service de police ait plus de diversités, non seulement, pour l'interaction qu'ils auront avec la population, mais aussi entre eux.

2325 C'est le fait de côtoyer des personnes dans leur vie de tous les jours qui sont autres que blancs qui va leur permettre de peut-être d'une certaine manière réaliser que tout ce qu'ils ont vu à la télé, ça ne représente pas tout le monde. Donc, ça, c'est pour la première des choses.

2330 On a vu aussi aux États-Unis, qu'ils ont commencé à faire dans certains « quartiers chauds », entre guillemets, que les policiers fassent des rondes à pied. Donc, ç'a vraiment été bénéfique par rapport à la relation entre la communauté et les policiers. Il y a beaucoup de personnes qui se sentent intimidées par des policiers qui font des rondes dans leur auto, avec leur gros, tu sais, leur grosse protection et tout quand on sait très bien que les policiers, les morts des

2335 policiers par des citoyens, par balles, c'est vraiment pas aussi élevé que le nombre de morts par des policiers, par balles au Québec.

2340 Donc, ça aiderait à construire une meilleure interaction, une meilleure relation entre les policiers et les citoyens si on les voyait plus à pied, au lieu d'être en auto, être en moto ou autrement. Je veux dire des fois, c'est - juste moi j'ai fait des voyages si on va à New York pourtant à New York, il y a pas moins de danger qu'ici puis les policiers ils ont pas de gilet pare-balles donc je veux dire, comme ils sont plus abordables, ils marchent. À Ottawa aussi, on en voit, tu sais, ils sont plus abordables, même si tu sais que c'est l'autorité. Ça, c'est une autre des solutions qu'on aimerait qui existe.

2345 Par la suite, bien, en étant policier, t'es - c'est un service à la clientèle. C'est sûr que c'est un service à la clientèle difficile, mais ce service à la clientèle, surtout à Montréal, nécessite que les agents soient bilingues. C'est vraiment important que les agents de police soient bilingues parce que justement, à Montréal, il y a des francophones, il y a des anglophones, il y a des personnes qui sont aucun des deux même, tu sais, on pourrait même dire d'avoir au moins des traducteurs disponibles par téléphone, parce qu'on sait jamais sur quel type de situation les personnes vont arriver.

2355 C'est sûr que là, je vais pas parler des noirs, mais pour les personnes sourdes-muettes, c'est tellement difficile d'avoir une intervention qui fait du sens par la police parce que ça prend trop de temps pour avoir quelqu'un pour venir faire la traduction.

2360 Donc tout ce temps-là que déjà qu'une victime a le courage d'appeler la police, c'est tout ce temps-là pour que quelque chose puisse se faire. C'est trop de temps donc que les agents soient au moins bilingues, anglais, français, que des traducteurs, pas soient disponibles 24 heures sur 24 là, mais, tu sais, que par téléphone au moins. Il y a plein de compagnies qui font des traductions 24 heures sur 24.

2365 Donc, si c'est possible, ce genre de service là, puis c'est quelque chose qui serait vraiment essentiel pour que les policiers puissent communiquer avec la population, avec les personnes avec lesquelles ils doivent intervenir.

2370 Je sais pas si vous avez entendu parler de l'histoire de la famille Gibbs qui a perdu un de ses membres. Lui, il était anglophone, mais, par contre, toute l'intervention policière a été faite en français. Comment, on veut avoir une interaction, comment on va avoir un dialogue, comment on veut intervenir dans des situations comme ça si la première base d'une communication n'est pas là. Donc, c'est vraiment important à Montréal, en tout cas, que les policiers soient bilingues.

2375 Par la suite, bien, la Ville de Montréal a fait des séances de sensibilisation par rapport au profilage racial, tu sais, il y a des professeurs en droit qui font ça, mais, des formations, c'est pas comme des séances de sensibilisation, c'est pas assez pour vraiment créer un changement dans l'intervention des policiers. Mais, il y a des formations par rapport aux désescalades, il y a des formations par rapport à la gérance des crises, mais quand on voit les dix (10) derniers cas où est-ce que les policiers ont tué des personnes, à Montréal, clairement, ils devraient avoir des formations qui sont plus obligatoires, plus récentes pour tous les policiers par rapport à la gérance des crises et à la désescalade.

2385 Les policiers, on a l'impression qu'ils se pensent dans un film d'action, tu sais, je veux dire c'est pas, ils sont pas là pour exciter, ils sont là pour rendre, mettre les choses au calme. Ils ne s'appellent pas des agents de force, ils s'appellent des agents de la paix et c'est pas pour rien, c'est parce qu'ils doivent amener la paix et pas autrement.

2390 Si on pense au nombre de policiers, je veux juste sortir, le chiffre exact, il y a environ quatre mille cinq cents (4 500) policiers et il y a seulement cent trente-deux (132) policiers à Montréal qui ont eu une formation pour répondre aux interventions de crise, cent trente-deux (132) policiers sur quatre mille (4 000). Je veux dire clairement, il y a quelque chose qui peut se faire par rapport à ça. Par la suite, bien, ça, c'est tout pour cette solution.

2395

La prochaine, ce serait de mettre fin aux interpellations policières comme vous avez sûrement vu à Halifax, la cour a déjà enlevé ce genre d'intervention là et ça serait vraiment bien de l'avoir aussi à Montréal parce que ces interventions-là sont la source ou, plutôt, on pourrait dire, je sais pas, mais c'est ça qui permet aux policiers de continuer à faire du profilage racial.

2400

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

Prétexte.

2405

**MME MARIE-LIVIA BEAUGÉ :**

Pardon?

2410

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

Prétexte.

2415

**MME MARIE-LIVIA BEAUGÉ :**

Exactement. Donc, ces interventions déjà, à la base, un policier n'est pas là pour intervenir parce qu'il a envie, c'est pas ça, c'est - il intervient parce qu'il a une raison précise.

2420

Et, puis, ouvrir cette porte aux interventions de routine dans les voies publiques, ça justement, ça fait qu'il y a beaucoup plus de personnes qui se font arrêter seulement parce qu'ils ressemblent à quelque chose.

Il y a des avocats noirs qui se font arrêter parce qu'ils ont des belles autos, mais tu sais. Puis, c'est ça qui continue les stéréotypes parce qu'ils continuent à le faire puis, pour eux, c'est normal puis, pour eux, c'est parce qu'ils veulent éviter quelque chose, mais pourtant on se pose, ils se posent pas deux fois la question quand ils vont voir un blanc dans une BMW, mais quand c'est un noir, il doit sûrement avoir quelque chose derrière.

2425           Donc, ça c'est pour ça, puis ça serait, tu sais, bien sûr, les interventions non seulement quand on marche à pied dans la rue, mais aussi quand on est en auto. Donc, ça, c'est pour ça.

2430           Par la suite, les plaintes. Donc, on sait qu'il y a le BEI, on sait qu'il y a la déontologie, mais c'est quoi le processus pour y aller, c'est qui qui font ça, bien clairement, dans notre système de justice en soi, et c'est vraiment important, l'indépendance et l'impartialité, l'image que notre système de justice projette à la société. Par contre, le BEI a pas cet image d'indépendance et d'impartialité, ce sont des policiers qui font des plaintes contre des policiers.

2435           Il y a beaucoup de citoyens qu'eux-mêmes, quand ils ont le courage de demander à qui ils font affaire, comme, par exemple, si ils ont une altercation avec la police dehors, puis que, ils veulent savoir à quel policier ils ont affaire, il y a souvent ce comportement policier qui font que d'autres policiers vont le protéger pour pas que le citoyen ait son nom.

2440           Donc, déjà, ça c'est quelque chose qui arrive quand on veut juste avoir le nom d'un policier, mais si, après, on va dire, un citoyen a réussi à avoir le nom d'un policier ou n'a pas eu de problème par rapport à ça, mais ils doivent quand même se rendre au Service de police pour aller faire la plainte contre le policier qui travaille dans ce service de police.

2445           C'est comme dire à n'importe quelle victime d'aller dans la maison de son agresseur pour aller porter plainte, ça fait aucun sens. Et par la suite, le BEI, on s'entend, bien en tout cas, plusieurs s'entendent que, comme son processus, c'est assez lent puis pas très transparent.

2450           Donc, c'est quelque chose qui avait déjà été proposé par le passé, tu sais, que, au lieu que ce soit le BEI, ça peut être quelqu'un de complètement indépendant comme la Commission des droits de la personne parce qu'ils sont complètement différents, ils sont complètement détachés. Ils sont pas en lien avec la police.

          Puis dernièrement, par rapport aux services de police, ça serait la création de ticket, je pense ça se fait déjà en France. C'est à chaque fois qu'un policier arrête quelqu'un, il lui donne un

2455 ticket pour dire voici, même s'il y a pas aucune conséquence à cette arrestation, la police lui dit à telle date, à telle heure, je t'ai arrêté.

Et, puis, avec ce ticket-là c'est comme une méthode de contrôle pour savoir quel policier arrête quel genre de personne, pour quelle raison, à quelle heure. Ça permet de vraiment savoir où est le problème s'il y a un problème, mais on sait qu'il y a un problème ici, mais c'est pour les gens à convaincre. Puis voilà pour le Service de police.

Ensuite, le deuxième thème, ça serait plus par rapport à la conception des solutions, c'est après la consultation, il faut concevoir des solutions.

2465 On trouve que c'est vraiment important que la majorité des personnes, qui vont travailler sur ça, soient des personnes venant de communauté racisée, soit des personnes qui ont subi des discriminations systémiques.

2470 **MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

Qui vont travailler sur quoi?

**MME MARIE-LIVIA BEAUGÉ :**

2475 Bien, je veux dire, ici on est en train de se consulter pour pouvoir mettre sur pied des solutions par la suite.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

2480 Oui. Les suivis vous voulez dire? Le suivi des solutions.

**MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

2485 Je veux juste comprendre que la prémisse de ce que vous venez de dire, il faudrait que ça soit des personnes issues des minorités qui soient, mais à quelle instance, à quel moment? J'ai pas compris.

**MME MARIE-LIVIA BEAUGÉ :**

2490 Au moment de décider quel type de solution qu'on va mettre sur pied, oui, c'est ça.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

2495 Soit impliqué dans la prise de décision?

**MME MARIE-LIVIA BEAUGÉ :**

Oui.

2500 **MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

O.K.

**MME MARIE-LIVIA BEAUGÉ, HOODSTOCK :**

2505 Pour les solutions qui vont être.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

2510 O.K. Donc, dans les consultations que le SPVM ou que la ville, non, le SPVM peut faire.

**MME MARYSE ELCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

Vous parlez de l'Office?

2515

**MME MARIE-LIVIA BEAUGÉ :**

Oui, c'est ça.

2520

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

De l'OCPM. Excusez-moi. O.K. O.K. D'accord.

2525

**MME MARIE-LIVIA BEAUGÉ :**

C'est bon.

2530

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

Je me demandais si c'était le SPVM.

**MME MARYSE ELCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

O.K.

2535

**MME MARIE-LIVIA BEAUGÉ :**

2540

Parfait. Et puis, bien, on trouve que c'est important parce qu'il y a cet aspect que des fois on doit toujours essayer de toujours convaincre, comme la commission, bien je veux dire, ce genre de discussion a déjà été faite à Montréal. Je veux dire, c'est pas quelque chose de nouveau. Qu'est-ce qui est – sur le racisme systémique. Ça déjà été fait à Montréal, même avant que j'ai eu connaissance. Vous semblez pas savoir de quoi je parle ou...?

2545

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

Qu'il y avait eu une consultation sur le racisme systémique à Montréal.

**MME MARIE-LIVIA BEAUGÉ :**

2550 Bien la commission, la Commission des droits de la personne avait déjà fait un rapport par rapport à ça. Puis c'était, suite à des consultations, avec la population même si c'était pas nécessairement de l'Office. Mais il y a déjà eu un rapport qui a été sorti par rapport à ça.

2555 Il y a des professeurs qui ont fait des études par rapport au profilage racial à Montréal-Nord, à Montréal et tout. Donc, c'est pas quelque chose de nouveau pourtant, tu sais, il y a beaucoup de personnes qui avaient l'air surprises le mois dernier quand le rapport des policiers est sorti, c'est rien de nouveau.

2560 Les chiffres ici, ils ont pas changé, ils ont augmenté. Et puis, c'est pour ça que si on a des personnes qui travaillent à choisir les solutions, qui connaissent déjà le sujet, on n'a pas besoin de repasser encore à travers toujours expliquer l'expérience de tous les citoyens.

2565 Cette fois-ci, cette année, pour faire les activités de consultation à part les jeunes qui n'ont pas connaissance de qu'est-ce qui a déjà fait. Il y a beaucoup de personnes qui étaient réticentes à refaire des activités parce que ça avait déjà été faites, parce que tout le monde prend son temps d'écrire des opinions, d'écrire des mémoires, mais ça sert à rien.

2570 Puis il y a quand même des gens qui sont là, qui disent oui, mais on sait pas ça existe. Mais je veux dire, c'est pour ça, je trouve que ça perdrait moins de temps, si c'est des personnes qui sont conscientes de qu'est-ce qui, tu sais, des types de problèmes et/ou qui en ont subi. Donc ça serait dans ces deux-là.

2575 Ensuite, bien sûr, ça, ça déjà été dit par mes collègues, je les entendus tout à l'heure puis vous semblez dire que ça avait été dit hier aussi. Mais c'est augmenter la communication entre les communautés et les organismes publics.

2580 Donc, c'est pas seulement, on va dire, après aujourd'hui, si vous venez avec des solutions, ah! Bien, si vous venez avec des solutions, tu sais, c'est pas seulement s'arrêter à, bien je veux dire, quand la Ville de Montréal, si elle va implémenter des solutions, le moment où est-ce qu'elle va décider de les implémenter, ça serait de voir, nous, on a lu votre rapport, on a vu vos solutions, maintenant, on aimerait faire tel type de solutions, est-ce que ça vous convient?

2585 Ça serait de rajouter un autre moment où est-ce que vraiment directement la Ville de Montréal communique avec la population pour s'assurer que les solutions qu'elle a choisies, par rapport à cette consultation-là, ait rapport avec vraiment l'avis des citoyens parce que, c'est, bien sûr, c'est une étape de plus, c'est un effort de plus, mais si au moins, moins de frustration, parce qu'on peut au moins essayer de s'assurer que, qu'est-ce qui a été choisi, bien, est en lien ou a rapport avec qu'est-ce que la population sent que ça du sens.

2590 Par la suite, une autre solution, ça serait, bien, je trouve, de faire des vidéos de sensibilisation par rapport au racisme systémique. Je ne mets pas racisme systémique et discrimination systémique ensemble, parce que c'est vraiment deux choses différentes.

2595 On fait souvent des vidéos par rapport, et ce qui est très bien par rapport à l'alcool au volant, par rapport aux drogues, par rapport pour contrer l'homophobie, mais ça démontre que le gouvernement tient vraiment à ce qu'il y ait une tolérance contre les - bien pour les personnes, bien, pas une tolérance, mais qu'il n'y a même pas avoir une tolérance, que c'est normal d'être homosexuel comme c'est normal d'être hétérosexuel.

2600 Et, bien, il faut faire aussi des... il faut que le gouvernement démontre par des vidéos de sensibilisation que le racisme systémique, c'est pas quelque chose de normal, que c'est pas quelque chose qui est acceptable dans la société québécoise.

2605 Et, puis, par ces vidéos de sensibilisation, nous, on pense que ça va vraiment faire donner un message clair à la population que, non, ce n'est pas normal, ce n'est pas une question de, non, parce qu'un noir est aussi québécois. Un noir, c'est pas seulement un immigrant, un noir c'est aussi un Québécois.

**MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

2610 Je dois vous dire que vous avez dépassé de beaucoup, le dix (10) minutes, mais c'est vrai qu'on vous a interrompu. Mais alors, je vous invite à terminer rapidement.

**MME MARIE-LIVIA BEAUGÉ :**

2615 C'est bon, il me reste juste un point.

**MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

2620 D'accord, allez-y.

**MME MARIE-LIVIA BEAUGÉ :**

2625 Donc, ça serait juste le dernier point par rapport aux mesures de contrôle parce que clairement, on peut pas savoir c'est quoi le progrès qu'on fait si on ne sait pas qu'est-ce qui se passe.

2630 Donc, par rapport à la diversité, par exemple, que ce soit dans les entreprises, que ce soit dans les universités, que ce soit, tu sais, quand on cherche un emploi ou par rapport aux arrestations, il faut commencer à avoir un système pour recueillir les données.

2635 Il faut savoir combien de personnes se font arrêter, c'était quoi leur provenance culturelle. Combien de personnes appliquent à l'université dans un programme contingenté, combien de ces personnes-là sont noires, autochtones et combien se font vraiment accepter parce que si on n'a pas ces chiffres-là, puis ça c'est quelque chose qu'on dit vraiment beaucoup puis même quand on essaie de faire des recherches par rapport à ça, c'est très difficile.

Comme il y en n'a pas de chiffres, il faut avoir des données par rapport, qui relie, bien, toutes nos activités sociales, toutes nos activités, juste, économiques, peu importe par rapport à

2640 nos communautés. Donc, ça, ça nous permettrait d'avoir une très bonne image, de voir où se situe le problème et comment gérer ce problème.

Donc voilà.

**MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

2645

Je vous remercie. Avant de céder la parole à mes collègues, je veux juste m'assurer d'avoir bien compris.

2650 C'est que quand vous parlez de la recherche de solutions et que vous aimeriez, si j'ai bien compris, que des gens de la communauté, des communautés racisées, puissent avoir un impact dans la solution, est-ce que ça veut dire que vous demandez que les procédures de l'OCPM parce que les procédures de l'OCPM, après la consultation, il y aura un rapport et ceux qui ont entendu soit les commissaires, vont faire des recommandations qui vont être acceptées ou pas acceptées par l'OCPM et le rapport sera soumis à la ville.

2655

Ça, c'est la responsabilité de l'OCPM en réponse au mandat qui lui a été confié. Est-ce que je comprends que vous souhaiteriez une intervention extérieure à ce stade-ci?

**MME MARIE-LIVIA BEAUGÉ :**

2660

Non, je pense, peut-être je me suis mal fait comprendre dans ce cas-là. Je sais que vous votre - c'est de faire le rapport et d'écrire les recommandations qui sont venues d'ici.

**MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

2665

O.K.

**MME MARIE-LIVIA BEAUGÉ :**

2670           Moi, je pense que c'est une solution, c'est une des recommandations qui devrait être faite pour la Ville de Montréal.

**MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

2675           D'accord.

**MME MARIE-LIVIA BEAUGÉ :**

2680           Parce que, par la suite, la Ville de Montréal, si elle est de bonne foi, en espérant, va prendre ce rapport et va essayer de faire des solutions.

**MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

2685           Oui.

**MME MARIE-LIVIA BEAUGÉ :**

2690           Donc, en faisant ces solutions-là, que ce ne soit pas un comité de personnes qui ne connaissent rien à la réalité, que ce soit un comité...

**MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

2695           C'est ça que j'ai compris.

**MME MARIE-LIVIA BEAUGÉ :**

              ... qui vienne...

**MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

2700

Donc, à ce moment-là, que la Ville de Montréal, suggérer à la Ville de Montréal, voici nos recommandations, mais faites-les approuver...

**MME MARIE-LIVIA BEAUGÉ :**

2705

C'est ça.

**MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

2710

... ajouter, modifier.

**MME MARIE-LIVIA BEAUGÉ :**

2715

Le comité en fait, ça, c'est une des, j'ai oublié de le dire, mais c'est la Ville de Montréal, peut faire un comité antiraciste. Un comité antiraciste qui, justement, dans tous les aspects de la vie, pas seulement avec la police, mais avec l'emploi, avec le logement, tu sais, se penche sur ces différents thèmes-là.

2720

Puis de ce comité antiraciste, bien ça serait formé de personnes qui viennent de communautés racisées, qui viennent de personnes qui ont des problèmes par rapport à la discrimination. Donc, c'est ça.

**MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

2725

Oui. Jean-Francois.

**M. JEAN-FRANÇOIS THUOT, COMMISSAIRE :**

2730

Oui. Je vous remercie de votre témoignage.

Il y a quelques semaines, il y a eu une discussion dans le débat public sur toute la question de, le port de caméra portative sur les policiers. Et je sais qu'un des organismes qui a présenté son témoignage hier, avait soulevé cet aspect-là, est-ce que, de votre côté, est-ce que vous y avez réfléchi, est-ce que vous avez une recommandation en cette matière?

2735

**MME MARIE-LIVIA BEAUGÉ :**

Mais, ça, c'est quelque chose qui doit être discuté parce qu'il y a plusieurs différents points de vue par rapport à cette caméra. Si on regarde aux États-Unis, dès qu'on a besoin de la caméra, soudainement, ou du film, ça disparaît.

2740

Il y a encore cette culture de protection dans la police qui fait que malgré qu'ils ont les caméras ça sert à rien. Donc, est-ce qu'on devrait mettre l'argent sur une caméra qui va peut-être nous servir à rien. Si on regarde les exemples qui ont été faits aux États-Unis ou est-ce qu'on met l'argent pour des meilleures formations pour les policiers?

2745

Donc, c'est sûr que ça pourrait être une solution, mais est-ce que c'est la meilleure solution et est-ce que les policiers se sentent bien de porter ça. Tu sais, je veux dire, il y a eu le commentaire, je pense, d'une des personnes qui travaillait pour la police qui disait que... je me rappelle plus exactement qu'est-ce qu'il avait dit, mais il avait vraiment une grosse réticence au port des caméras.

2750

Et, je ne pense pas qu'on veut commencer à avoir une guerre entre les policiers et la population. On veut travailler ensemble. On veut trouver des solutions que les policiers reconnaissent être quelque chose qui doit être fait puis on ne veut pas forcer ni la communauté ni les policiers à faire des choses qui vont trop les forcer la main. Puis je pense que, oui. C'est ça.

2755

**MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

2760 Est-ce qu'il y a d'autres questions parce que nous débordons encore dans le temps. Il me reste à vous remercier et puis à vous souhaiter une bonne fin d'après-midi. J'espère que vous resterez avec nous.

**MME MARIE-LIVIA BEAUGÉ :**

2765

Bonne journée.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

2770

Merci beaucoup Madame Beaugé. Je vais maintenant appeler Madame Lamis Hashim. J'espère que je prononce bien votre nom, du Centre d'encadrement des jeunes femmes immigrantes (CEJFI).

Bonjour Madame.

2775

**MME LAMIS HASHIM,**

2780

Bonjour tout le monde. Alors, je m'appelle Lamis Hashim. Je suis chargée de projet au Centre d'encadrement pour jeunes femmes immigrantes.

Je ne vais pas prendre beaucoup de temps. C'est juste j'aimerais bien citer quelques données pour souligner la situation.

2785

Donc, nous, le CEJFI, le Centre d'encadrement pour jeunes femmes immigrantes, c'est un centre qui existe depuis 1998. Et elles travaillent auprès des femmes et pour les femmes. Donc, on les accompagne dans leur parcours pour trouver un emploi. Et dans ce l'aspect psychosocial et ainsi que le dépannage alimentaire, le dépannage vestimentaire et, donc, on vient, on est près de ces femmes et leur famille.

2790

Donc, depuis le temps que je travaille là-bas et avec la consultation publique qui a été faite dans notre centre au mois de, il y a un mois, on a pu soulever quelques enjeux. Donc il y a des problèmes qui touchent cette population. Donc, on travaille auprès des femmes, toute culture et religion et origine confondues, ainsi que leur famille.

2795

Donc les problèmes qui ont été soulevés, ça concerne tout d'abord la discrimination aux termes de préjugés, discrimination sociale. Donc, le fait qu'ils soient des familles nombreuses avec beaucoup d'enfants, vous venez ici juste pour faire des enfants, vous vivez sur l'aide du bien-être social, donc vous voulez pas faire un effort, et cetera.

2800

Deuxième problème, c'est un problème lié au logement. Donc, les prix des logements c'est inaccessible, surtout dans la Ville Saint-Laurent. Il y a pas beaucoup de logement social ni coopérative donc la liste d'attente est vraiment très longue.

2805

Et les personnes qui sont en situation de réfugiés, elles trouvent pas de logement parce qu'elles ont pas de garant, elles ont pas d'historique de crédit et n'ont pas les moyens d'assurer leur paiement de loyer. Alors, on leur donne tout et n'importe quoi.

2810

Je suis intervenue personnellement pour traduire à une personne qui parle pas ni le français ni l'anglais auprès du Comité logement qui est dans notre édifice aussi. Et, là, ils souffrent avec ces colocataires de punaises dans l'appartement. Donc, il est infesté, invivable. Mais elle ne peut pas sortir.

2815

Elle ne peut pas sortir parce qu'elle a loué, elle est engagée par un bail et donc, elle doit attendre la période que ce soit terminé. Et, malheureusement, ses colocataires, il y a eu des cas très graves où ils ont été hospitalisés, aller vers le médecin. Mais on ne peut rien faire contre ces deux compagnies de logement qui sont Norgate et l'autre, je parle bien sur Saint-Laurent.

2820

Les appartements sont dans un état vraiment insalubre et les loyers sont vraiment exagérés, c'est-à-dire pour une autre personne qui venait de Pakistan, avec ses quatre enfants,

donc ils sont cinq dans un deux et demi (2 ½), avec huit cents dollars (800\$) de loyer, parce que personne pourrait se porter garant pour lui.

2825 Donc, on n'a pas assez de logement social ni coopératives ni de logements assez grands pour qu'on puisse loger tout le monde.

2830 Troisième problème, l'accès au travail. Donc, pas de travail. On n'arrive pas à - la plupart des gens que j'ai rencontrés, ce sont des gens avec des diplômes, des gens diplômés. On leur dit que vous n'avez pas encore l'expérience canadienne. Vous devez savoir comment ça fonctionne ici. Il faut commencer par trouver une formation, peut-être ça va vous... donc, c'est ça. On vient avec des grands rêves, mais après, on accepte tout et n'importe quoi, juste pour pouvoir subvenir aux besoins de leur famille.

2835 Donc, c'est les trois majeurs problèmes qu'on a.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

2840 Merci beaucoup Madame Hashim. Alors votre organisme est situé dans l'arrondissement Saint-Laurent?

**MME LAMIS HASHIM :**

Saint-Laurent.

2845 **MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

2850 Oui. O.K. Est-ce que vous... quel type de relation vous entretenez avec l'arrondissement, comme organisme communautaire, est-ce que le dialogue se fait bien? Est-ce que vous sentez que vous avez un appui de l'arrondissement?

**MME LAMIS HASHIM :**

Le dialogue se fait très bien. On essaie d'aider donc, c'est ça, notre intervention psychosociale, on intervient sur d'autres problèmes pas forcément liés à la discrimination.

2855

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

Hum, hum.

2860

**MME LAMIS HASHIM :**

C'est des problèmes conjugaux dans la plupart du temps et, là, c'est un constat qu'on vient de remarquer parce qu'étant donné qu'on est là on reçoit les gens pour d'autres raisons.

2865

Les gens viennent parler. Donc est-ce que vous connaissez, est-ce que vous savez, les problèmes sont pas vraiment soulevés parce que la plupart de ces gens, ils pensent si ça se passe dans leur pays d'origine, en quelque sorte, alors c'est peut-être normal. Alors c'est pas normal du tout.

2870

Donc, on n'a pas vraiment essayé de mener une étude, c'est seulement un constat qu'on a remarqué. Et j'avais l'occasion d'en parler et je me suis dit pourquoi pas.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

2875

Avec l'arrondissement, vous voulez dire?

**MME LAMIS HASHIM :**

Non.

2880

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

Non.

2885 **MME LAMIS HASHIM :**

Oui.

2890 **MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

D'accord. Si je reviens au lien avec l'arrondissement, ce que vous nous avez dit autour des questions du logement.

2895 **MME LAMIS HASHIM :**

Oui.

2900 **MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

Évidemment, nous l'avons entendu, lu, à plusieurs reprises.

2905 **MME LAMIS HASHIM :**

Oui.

2910 **MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

Quel est le mécanisme qu'on peut bonifier avec l'arrondissement pour que, à votre avis, pour que les logements insalubres et les propriétaires qui sont véritablement, qui manquent de...

**MME LAMIS HASHIM :**

Responsabilité.

2915

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

... de sens commun, puissent être imputables d'un certain nombre de gestes.

2920

**MME LAMIS HASHIM :**

Je pense qu'il va y avoir vraiment des sanctions et des vérifications plus sérieuses.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

2925

Vous trouvez que la vérification de l'arrondissement.

**MME LAMIS HASHIM :**

2930

Oui.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

... par rapport aux logements, elle est l'axe.

2935

**MME LAMIS HASHIM :**

Le problème que les propriétaires, c'est comme ils sont protégés, alors ils peuvent donner n'importe quel chiffre pour le loyer, donc c'est lui le propriétaire, c'est lui qui décide.

2940

Donc, les exigences, c'est-à-dire, il faut laisser un parc pour les gens qui viennent d'arriver de trouver aussi un logement sein. C'est pas parce que, ils ont été... bon, ils sont arrivés ici réfugiés, ou par d'autres circonstances, déjà ils fuient la misère, c'est pas pour trouver la misère ici.

2945           Donc, on arrive à une certaine période où l'hiver s'approche là et c'est froid. La plupart des gens, c'est pas bien isolé, c'est plein de moisissures. J'en ai vu des photos, c'est quelque chose qui est vraiment incroyable.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

2950

Donc, l'arrondissement a pas les moyens qu'il faut.

**MME LAMIS HASHIM :**

2955

Non, pour travailler, c'est-à-dire, c'est forcé si on veut dire ou pour pouvoir changer quelque chose au niveau de propriétaire, donc, il faut qu'il y ait plus de sérieux.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

2960

Judy.

**MME JUDY GOLD, COMMISSAIRE :**

Oui.

2965

**MME LAMIS HASHIM :**

Bonjour

2970

**MME JUDY GOLD, COMMISSAIRE :**

J'ai vu que... vous posez au sujet du logement...

**MME LAMIS HASHIM :**

2975

Oui.

**MME JUDY GOLD, COMMISSAIRE :**

2980

... des problèmes que vous avez mentionnés des requérants.

**MME LAMIS HASHIM :**

2985

Oui.

**MME JUDY GOLD, COMMISSAIRE :**

Des réfugiés.

2990

**MME LAMIS HASHIM :**

Oui.

2995

**MME JUDY GOLD, COMMISSAIRE :**

Qui n'ont pas des moyens financiers pour démontrer qu'ils peuvent payer un logement. Est-ce qu'il y a des solutions, on parle de plus de logements sociaux et communautaires.

3000

**MME LAMIS HASHIM :**

Oui. Il faut augmenter le nombre de logements sociaux, ça c'est clair parce qu'on n'en a pas assez.

3005

**MME JUDY GOLD, COMMISSAIRE :**

Oui.

**MME LAMIS HASHIM :**

3010

Les autres organismes, par exemple, qui reçoivent les réfugiés, donc c'est ce que m'a dit le monsieur quand il est allé parler de problème de punaises. Il m'a dit bon, on est arrivé à cet organisme, on a quelques jours, ils ont comme un parc d'appartements pour recevoir ces gens-là, mais il y a un minimum de temps, donc ils peuvent pas les garder longtemps.

3015

Donc, vous avez deux semaines, le temps de vous trouvez un autre logement.

Il y a pas...

3020

**MME JUDY GOLD, COMMISSAIRE :**

Cet immeuble appartient à qui?

**MME LAMIS HASHIM :**

3025

C'est un autre organisme sur Saint-Laurent qui est le CACI.

**MME JUDY GOLD, COMMISSAIRE :**

3030

C'est un organisme communautaire?

**MME LAMIS HASHIM :**

Oui. Alors.

3035

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

Ça c'est les gens qui ont été déplacés?

3040 **MME LAMIS HASHIM :**

Oui.

3045 **MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

De l'appartement rempli de punaises.

**MME LAMIS HASHIM :**

3050 Non, non.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

Ils ont deux semaines quelque part ailleurs?

3055

**MME LAMIS HASHIM :**

3060 Ce sont des gens qui viennent d'arriver en terre d'asile, au Canada. Donc, ils ont, ils leur disent voilà on vous reçoit pendant, on vous reçoit pendant quelques semaines, mais après il faut commencer à chercher ailleurs. Je comprends, la demande est très grande. On ne peut pas loger tout le monde. Mais, il faut peut-être trouver une solution auprès des... il faut avoir des organismes qui peuvent se porter garants.

3065 Pour ces gens-là, pour qu'ils puissent trouver des logements à prix raisonnable, c'est-à-dire, je veux pas mettre cinq (5) personnes, six (6) personnes dans trois et demi (3 ½) et payer huit cents dollars (800 \$), pour un appartement qui est vraiment insalubre.

Donc, il y a pas de supervision sur ce niveau-là. C'est ça.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

3070

Hum, hum. Habib?

**M. HABIB EL-HAGE, COMMISSAIRE :**

3075

Merci pour votre présentation. Moi, je veux aller sur la question de l'accompagnement, de l'aide que vous offrez aux personnes, aux jeunes femmes.

Est-ce qu'il y a des programmes ou des projets de formation, d'accompagnement, d'éducation populaire que vous offrez aux jeunes.

3080

**MME LAMIS HASHIM :**

Oui.

3085

**M. HABIB EL-HAGE, COMMISSAIRE :**

Et est-ce qu'il y a une réception?

**MME LAMIS HASHIM :**

3090

Oui, on offre beaucoup de programmes d'accompagnement et de formation. On offre des programmes de lancement entreprises tout seul. Programmes de lancement en entreprise avec formation en coiffure, en services de garde, et vote et conseils, mais d'autres formations en informatique, numérique, linguistique, ces genres de formation qui peuvent être un appui pour ces femmes pour qu'elles puissent se débrouiller, trouver un travail.

3095

Là, on lance un nouveau programme, c'est ensemble pour l'entrepreneuriat féminin avec deux autres organismes, microcrédit et chantier d'Afrique. Et c'est pour l'accompagnement justement des femmes qui sont déjà entrepreneures dans leur problème qu'elles rencontrent tous

3100 les jours et pour former les autres qui veulent être entrepreneurs comment se lancer en entrepreneuriat.

Et on a aussi mené beaucoup de projets en termes d'égalité, égalité entre les sexes, au sein de la famille, égalité entre les sexes dans les positions politiques, l'accès au travail, apprendre le numérique donc avoir accès aux emplois non traditionnels. Ça, on le fait depuis une dizaine d'années maintenant. Oui.

Par contre, le côté logement, c'est juste un constat que notre organisme a fait et parce que nous, dans notre organisme, on n'a pas les... c'est pas dans notre programme l'aide au logement et tout ça, mais on parle entre organisme parce que là le comité logement, il est juste à côté donc nos heures de pause et tout ça, je vois les gens qui viennent, qui sortent et on peut constater la souffrance de ces gens-là.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

3115 Et j'ai compris que vous aviez participé à une activité de contribution citoyenne.

**MME LAMIS HASHIM :**

3120 C'est ça.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

3125 Cet été.

**MME LAMIS HASHIM :**

C'est ça, oui.

3130 **MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

Et c'est de ça que découle votre intervention.

**MME LAMIS HASHIM :**

3135

Oui, exactement ça.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

3140

Jean-François, non. Maryse?

**MME MARYSE ALCINDOR, COMMISSAIRE :**

3145

Ça va.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

Merci beaucoup. Merci à vous Madame Hashim.

3150

**MME LAMIS HASHIM :**

C'est gentil. Merci beaucoup.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

3155

Je vous en prie.

**MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

3160

J'appelle maintenant la Maison des jeunes de Bordeaux – Cartierville, madame Kersmire Joseph et monsieur François Poulin s'il vous plaît.

Bienvenue.

3165 **MME KERSMIRNE JOSEPH, M. FRANÇOIS POULIN,  
MAISON DES JEUNES DE BORDEAUX-CARTIERVILLE :**

Merci, on est presque à l'heure de se dire bonsoir.

3170 **MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

Oui, c'est vrai.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

3175 On perd de la lumière.

**M. FRANÇOIS POULIN :**

3180 Merci, de nous accueillir et de nous recevoir. Alors j'ai comme peut-être une petite série d'avertissements ou de mises en contexte. Nous, aujourd'hui, ce qu'on fait, c'est vraiment un partage avec vous, un peu de l'activité participative citoyenne qu'on a fait avec des jeunes, cet été.

3185 Donc, nous, ce qu'on ramène c'est quelques brides une synthèse des discussions de ce que nos jeunes ont rapporté. Puis, je trouvais ça important de le dire quand même.

3190 Puis, dans les autres petits avertissements ou bémols, c'est sûr que juste le terme et la notion de racisme et discrimination systémiques, pour des ados de douze (12) à dix-sept (17) ans, c'est pas simple à assimiler comme ça l'est pas pour plusieurs personnes en ce moment. Donc, il y a un petit défi à ce niveau-là.

3195

Ce qu'il faut savoir aussi c'est que les différents paliers de gouvernements, municipal, provincial, fédéral, ça nous a demandé aussi un bon travail d'accompagnement et d'explication pour essayer de démystifier un peu qu'est-ce qui relevait de qui, mais en même temps c'est notre boulot. Donc, on essaie de le faire bien et de le faire au meilleur de nos compétences et de nos capacités.

3200

Donc, l'exercice qui a été fait cet été, on l'a fait en collaboration avec le Carrefour jeunesse emploi d'Ahuntsic-Cartierville et la Table de concertation qui nous ont donné un petit coup de main, là, dans l'organisation de l'événement. Puis, on a réussi à rejoindre une quinzaine de jeunes, ce qui est quand même, pour nous, là, une belle réussite, je crois.

3205

Qu'est-ce que je voulais dire d'autre de pertinent, parce que je peux être facilement impertinent aussi. Je m'excuse!

**MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

On vous laissera pas faire.

3210

**M. FRANÇOIS POULIN :**

3215

Vous me laisserez pas, non, ça va aller! J'essaie d'organiser mes idées un petit peu. Bien j'ai envie de laisser la parole à Kersmirne qui a planifié l'activité, animé l'activité et qui a pondu un peut les minutes et les comptes rendus, puis je m'en mêlerai là s'il faut que je m'en mêle en cours de route. Merci.

**MME KERSMIRNE JOSEPH,  
MAISON DES JEUNES DE BORDEAUX-CARTIERVILLE :**

3220

Donc, bonjour. Est-ce que je parle assez fort.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

Oui, ça va aller.

3225

**MME KERSMIRNE JOSEPH :**

C'est bon. O.K. Parfait.

3230

Donc, juste comme mon collègue disait tantôt, c'est que ce sont des jeunes de douze (12) à dix-sept (17) ans qui se sont rassemblés le jeudi, 8 août pour contribuer eux aussi de leur façon à cette activité.

3235

Donc, au début de l'activité, les participants ont eu la possibilité de relever des problématiques qui génèrent de l'exclusion et de la discrimination. Par la suite, le groupe a unanimement, choisi le thème de la sous-représentation de la diversité culturelle dans les médias. Alors ces jeunes se sentent incapables de s'identifier à des influences positives dans le secteur médiatique et cela donne un impact négatif sur leur vision par rapport à leur place dans la communauté.

3240

Donc, les causes qu'ils relèvent par rapport à ce problème sont tout d'abord l'incapacité, bien en fait, les fausses informations qui sont véhiculées et les images caricaturales dans les médias sur les groupes de diversité culturelle qui va renforcer justement ces messages négatifs, ces perceptions négatives du reste de la population, vis-à-vis leur communauté.

3245

Par la suite, selon eux, la norme sociale aussi qui est de voir les Occidentaux dans les médias est aussi une cause assez problématique. Donc, ça va entraîner, par conséquent, les médias à garder cette image afin d'avoir le regard, afin d'avoir l'appui de la majorité.

3250

Donc, malgré cela, ces adolescents, ils ont réussi à trouver trois (3) pistes de solution pour pallier à ce problème. Tout d'abord, il est primordial, selon eux, de partager les expériences vécues pour apporter un réveil au sein de la population. C'est-à-dire que ces partages ont pour

objectif d'apporter une prise de conscience, une empathie envers les groupes minoritaires et ceci est selon eux la responsabilité de chacun des citoyens.

3255

Par la suite, le gouvernement supérieur a aussi un rôle important à jouer en prenant en considération les groupes minoritaires et leurs revendications.

3260

D'autre part, il faut aussi créer beaucoup plus d'emplois dans le milieu médiatique. Donc, les minorités visibles doivent avoir une chance égale d'être présentes dans le milieu. Il est important que les entreprises respectent aussi ou demandent un quota des différents groupes minoritaires. Il faut, d'ailleurs d'autant plus, cesser de juger dans le processus de recrutement pour un emploi les noms des candidats par rapport à leur ethnie.

3265

Cette responsabilité revient principalement à la ville ou à l'arrondissement ainsi qu'aux entreprises que ce soit les entreprises privées ou les entreprises publiques.

3270

Il faut aussi changer la norme sociale et accepter la diversité culturelle présente dans la population.

3275

Les changements, eux, ils trouvent que, selon eux, au fait, le changement sincère sera fait lorsque la peur et la mauvaise perception de l'autre seront neutralisées. Donc, les messages, les images, ainsi que les propos qui sont véhiculés ont un impact important sur les croyances du reste de la population.

3280

Pour la troisième solution, au fait, il faut mettre en valeur la culture des citoyens issus des groupes minoritaires, c'est-à-dire que, précédemment, il a été relevé que le manque de connaissance sur les diverses communautés ethniques pourrait entraîner une perception négative au sein de la population à leur égard.

Donc, à cet effet, il faut valoriser les diverses cultures en créant des événements rassembleurs qui vont permettre de mieux apprendre et connaître l'importance de la diversité qui nous entoure.

3285            Cela aura pour objectif d'inclure toutes les communautés qui cohabitent sur le territoire,  
pas seulement les communautés de minorité culturelle, mais vraiment toutes les communautés  
pour qu'on puisse apprendre à se connaître, nous, et comme ils l'ont mentionné tantôt à  
dialoguer, à savoir qui est à côté de moi, d'où tu viens, qu'est-ce que tu m'apporteras de plus et  
pour pouvoir faciliter cette intégration-là, pour tout le monde, que ce soit pour la majorité qui voit  
3290 apparaître d'autres personnes de différentes cultures et que pour cette minorité visible.

               Ensuite, avec la participation des différents groupes ethniques et la collaboration des  
gouvernements, ce sont des actions pour ces jeunes qui sont possibles et réalisables qui peuvent  
graduellement permettre à une diversification non seulement dans les médias, mais aussi dans  
3295 les fonctions publiques de la ville.

               Et je vais laisser la conclusion à mon collègue.

**M. FRANCOIS POULIN :**

3300            En fait, ce qu'on a découvert en faisant l'exercice, c'est qu'on a des jeunes qui ont  
beaucoup de choses à dire et qu'on souhaite les consulter, mais qu'il y a un défi au niveau des  
moyens qu'on utilise pour les consulter. Sous le gouvernement municipal en place là, il y a  
énormément de consultations publiques, c'est incroyable là sur plein, plein de sujets. Mais, il faut  
3305 aller vers les groupes communautaires et il faut avoir les bonnes personnes pour arriver à faire  
parler ces jeunes-là et, nous, ils nous ont vraiment impressionnés.

               Mais, ce qui est particulier, c'est que, pour eux, le racisme et la discrimination, ça fait  
partie de leur quotidien. C'est que c'est quelque chose sur lequel ils ont comme pas baissé les  
3310 bras, mais presque. C'est-à-dire que, ils sont devenus un peu comme un canard sur qui l'eau  
coule, c'est-à-dire que pour eux ça fait partie de leur quotidien.

               On réagit, ça nous fait de la peine, ça nous fait mal, mais pourquoi mettre de l'énergie là-  
dessus et, après, bien c'est des ados qui sont dans le ici maintenant et dans le quotidien. Il faut

3315 savoir aussi, bien je pense pas que ça va surprendre personne là, mais je veux dire Bordeaux-Cartierville, c'est une plaque tournante au niveau de l'immigration. Nous, les jeunes qu'on rejoint cent pour cent (100%) sont issus de l'immigration, plusieurs générations, et cetera, et nos écoles, les écoles publiques de notre territoire, c'est la même chose.

3320 Parce que les jeunes blancs de bonne famille vont aller vers les écoles privées et, même, les familles d'immigration, un petit peu moins récente, vont rapidement aussi envoyer leurs enfants à l'extérieur du quartier.

3325 Donc, il y a énormément d'enjeux au niveau de la réussite scolaire, au niveau de l'intégration en emploi et ces jeunes-là vont, puis là je veux pas leur mettre des mots dans la bouche, mais en plus des enjeux psychosociaux, des enjeux sociaux, d'un quartier qui est quand même pas facile et défavorisé, c'est que c'est pas vrai que les jeunes avec lesquels on travaille en ce moment, partent avec les mêmes chances qu'un jeune blanc d'une famille bien nantie ou qu'il y a des conditions socio-économiques plus favorables.

3330 Ils partent avec des prises et ce que je trouve intéressant aussi dans ce qu'ils nous disent, c'est que malgré tout ça, parce qu'ils en sont conscients, ils sont lucides, et ils ont vu leurs parents travailler et ramer extrêmement fort, ils ne se mettent pas en position de victimes.

3335 Ils acceptent un certain nombre de commentaires, de propos déplacés ou de tension, mais pour eux, ils restent maîtres de leur avenir, de leur choix et ils sont pas désespérés, ils se positionnent pas comme victimes et sont pas non plus en réaction face - en disant ah! bien comme j'ai moins de chance dans la vie, je vais me lancer vers le crime ou des choses comme ça. Certains vont prendre une tendance ou une tangente un petit peu plus délinquante, mais les  
3340 jeunes qu'on a rencontrés, qui ont pris la parole, c'est pas ça qu'ils nous disent.

Et, ça, pour moi comme vieux routier du communautaire, je trouve ça quand même intéressant et, en tout cas, il y a une piste là à explorer. Oui. Ça, ça roule en.

3345 **MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

Oui.

**M. FRANÇOIS POULIN :**

3350

Oui. O.K. J'ai retrouvé un peu la parole tranquillement. Je m'excuse!

**MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

3355

Et vous êtes tombé pile ou presque pile à l'heure qui était prévue au moins qui était prévu. Je vais rester, moi, sur votre dernière observation, c'est-à-dire qu'on parle souvent des faits du racisme comme l'impact du racisme sur les jeunes ou ne sentent pas leur place dans la société, ils se sentent victimes et ainsi de suite, méfiants sous ça, mais il y a aussi des gens qui disent, nous, on préfère être des pionniers que des victimes.

3360

Alors vous avez l'impression que sans être des pionniers, mais ce sont les jeunes qui poursuivent leur rêve et se serait dû à quoi. Je veux dire pourquoi cette résilience particulière?

**M. FRANÇOIS POULIN :**

3365

Bien, je pense que, consciemment ou non, beaucoup de ces jeunes-là ont vu leurs parents, qui ont souvent des parcours d'immigration récente, travailler extrêmement fort et faire d'énormes sacrifices pour que, eux aient une meilleure qualité de vie. Et, ça, ça, bien ça peut créer de la pression, mais ça peut aussi avoir un impact positif.

3370

Ensuite, sans vouloir mettre de l'avant le travail qu'on fait puis penser qu'on sauve des vies, je pense que notre travail, nous, c'est de créer du lien et d'offrir à ces jeunes-là des alternatives et d'offrir des mécanismes de protection.

3375

On a des jeunes qui présentent énormément de facteurs de vulnérabilité dans tous les sens du terme et en plein de sphères de leur vie, mais un lieu, un environnement sain, une

communauté, des organismes partenaires qui travaillent ensemble, qui sont capables de tisser un filet de sécurité, mais, je pense, que ça peut amener ces jeunes-là à voir des opportunités, des possibilités.

3380

Je vous donne un exemple très concret. On a une petite coop de travail à l'été. Bien, on a des jeunes qui vont vivre une première expérience de travail, qui vont apprendre à travailler ensemble, à prendre des décisions et ces jeunes-là ensuite vont devenir des agents multiplicateurs dans leurs écoles, dans leurs classes, dans leurs familles, dans d'autres organismes et on les met en lien. Alors c'est des jeunes qui sont habitués de se prendre en charge et, sans parler de ceux qui ont déjà des charges ou des responsabilités familiales et tout, et tout là, je veux dire, je ne vous apprend rien ici ce matin, cet après-midi, soir.

3385

Excusez, on sort de deux semaines d'événement d'Halloween, on est un peu cassé en deux là.

3390

**MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

Ça vous va très bien.

3395

**M. FRANÇOIS POULIN :**

C'est ce qui explique notre niveau de présentation et de préparation!

3400

**MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

Je vais laisser la place à ma collègue, Madame Gold et ensuite Monsieur Thuot.

**MME JUDY GOLD, COMMISSAIRE :**

3405

Merci beaucoup d'être venu, d'avoir présenté.

**MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

3410 Et Monsieur El-Hage.

**MME JUDY GOLD, COMMISSAIRE :**

3415 Vous avez dit d'une part que vous avez senti que les jeunes sont résignés à leur vécu. Et d'autre part, vous avez dit qu'ils ne se sentent pas victimes.

**M. FRANÇOIS POULIN :**

3420 Oui.

**MME JUDY GOLD, COMMISSAIRE :**

Qu'ils sont maîtres de leur avenir. C'est quoi une conciliation entre ces deux antonymes.

3425 **MME KERSMIRNE JOSEPH :**

3430 En fait, je pense ce qu'il voulait dire par là, c'est que, ils se rendent compte qu'il y a du racisme. Ce n'est pas quelque chose de nouveau, mais par exemple, ils vont pas non plus crier tout haut et tout fort : « Je suis en train de vivre du racisme. Je me suis fait arrêter par la police, mais c'est pas grave, c'est normal, c'est dans mon quotidien, je vais passer à autre chose. Donc, je vais me concentrer sur quelque chose que je suis capable de contrôler. »

3435 Mais pour autant, ce n'est pas normal ce qu'ils vivent. Et ce n'est pas supposé être acquis. Je pense que c'est ça qu'il voulait dire. C'est un peu incohérent au fait, mais c'est la réalité des choses, je crois.

**MME JUDY GOLD, COMMISSAIRE :**

Ils sont aussi très jeunes.

3440

**MME KERSMIRNE JOSEPH :**

Exactement. Ils sont aussi

3445

**MME JUDY GOLD, COMMISSAIRE :**

... ce genre d'activité pour les sensibiliser...

3450

**MME KERSMIRNE JOSEPH :**

Exactement, exactement, exactement. Et ce qui nous a beaucoup étonnés durant l'activité, c'est leur prise de parole, c'est leur conscientisation face aux problèmes.

3455

Oui, en effet, on les a aidés à mieux comprendre certains thèmes de l'activité pour qu'ils puissent avoir une meilleure connaissance, mais, sans qu'on ait à leur dire quoi faire, ils savent comment relever, ils savent partager leur expérience et, eux-mêmes, ils ont trouvé les pistes de solution pour qu'on puisse pallier à ce problème parce qu'ils veulent que ça change. Ils veulent pouvoir s'intégrer à la communauté, mais il faut leur donner le moyen justement pour qu'ils puissent le faire. Je pense que c'est ça que tu voulais dire.

3460

**M. FRANÇOIS POULIN :**

La moitié gauche de mon cerveau.

3465

**MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

Monsieur Thuot.

**M. JEAN-FRANÇOIS THUOT, COMMISSAIRE :**

3470

Je m'intéresse à la moitié droite de votre cerveau, la plus réveillée! Non, écoutez, blague à part, vous avez évoqué le fait que l'administration municipale consultait beaucoup.

3475

Mais vous avez eu cette remarque : ça pose un défi des moyens de consulter. J'aimerais en savoir un peu plus. La façon dont je l'ai compris puis peut-être j'ai tort, la ville veut consulter, mais elle ne trouve pas la bonne façon d'aller voir les personnes à qui elle souhaite obtenir un feedback.

3480

**M. FRANÇOIS POULIN :**

Mais c'est qu'on souhaite entendre les jeunes. On veut avoir le point de vue des jeunes. Là, je parle on est avec des jeunes mineurs dans ce cas-là.

3485

**M. JEAN-FRANÇOIS THUOT, COMMISSAIRE :**

Oui.

3490

**M. FRANÇOIS POULIN :**

Mais, par exemple, Ahuntsic-Cartierville, on a un exercice de budget participatif. Bon, c'est génial.

3495

**M. JEAN-FRANÇOIS THUOT, COMMISSAIRE :**

Oui.

3500

**M. FRANÇOIS POULIN :**

C'est génial.

**M. JEAN-FRANÇOIS THUOT, COMMISSAIRE :**

À prime abord là, oui.

3505 **M. FRANÇOIS POULIN :**

3510 Mais, ensuite, pour mobiliser des adolescents dans un processus comme ça, bien, ça prend énormément de travail. Ça prend des adultes qui leur expliquent ce que c'est, qui les accompagnent, qui les mobilisent et, un moment donné, à travers ça, à travers une consultation sur le transport actif, les transports en commun, sur une maison de quartier, sur une campagne sur la propreté dans les parcs, on devient hyper sollicités, mais le travail de mobilisation de ces jeunes-là repose sur quelques acteurs et quelques joueurs.

3515 Alors on doit faire des choix et on ne peut pas être partout toujours. Et, c'est sûr que bien que ce soit adapté, les soirs, les fins de semaine, tout ça, il faut mobiliser des partenaires et des acteurs jeunesse pour entendre les jeunes.

3520 Ce qu'on fait aujourd'hui à quelque part avec vous où est-ce qu'on a fait et, ça, malgré les bonnes volontés, ça reste, je sais que je réponds à moitié à votre question, là, mais c'est qu'il peut pas, on peut pas mobiliser des jeunes sans les accompagner et les soutenir.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

3525 Voilà.

**M. FRANÇOIS POULIN :**

3530 Mais en même temps, on souhaite qu'ils soient libres de prendre la parole et on veut pas teinter non plus leur discours parce que sinon, ça devient pas le discours des jeunes, ça devient le nôtre.

Et, là, ça, et pour ça, un moment donné, il faut avoir une éthique professionnelle puis faire une coupure. Je sais que je suis plus ou moins dessus là, mais.

3535 **MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

Non.

3540 **M. FRANÇOIS POULIN :**

Oui.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

3545 Vous parlez de la sursollicitation. Aussi.

**M. FRANÇOIS POULIN :**

Aussi. Oui.

3550

**MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

Monsieur El-Hage.

3555 **M. HABIB EL-HAGE, COMMISSAIRE :**

C'est, un peu dans une même ligne d'idée aussi. Vous avez entendu les jeunes proposer des solutions aussi, est-ce que ces solutions-là, est-ce que vous avez porté ça auprès des décideurs politiques ou autres? Est-ce que ç'a été entendu? Qu'est-ce que vous en dites?

3560

**M. FRANÇOIS POULIN :**

3565 Bien, pour le moment, vous êtes les premiers. Vous êtes les privilégiés. Bien, on pensait pas que ça allait faire boule de neige non plus là, mais c'est sûr que je pense que l'exercice qu'on va faire nous, c'est d'abord le ramener dans notre collectivité, dans nos tables de quartier.

**M. HABIB EL-HAGE, COMMISSAIRE :**

3570 Oui.

**M. FRANÇOIS POULIN :**

3575 Et oui, je pense qu'il y a des choses qu'on va pouvoir adresser parce qu'on a d'excellents liens avec nos partenaires de l'arrondissement là, que ce soit aux sports loisirs, au développement social là, je veux dire, nous on est logés nourris, blanchis dans un chalet de parc de la ville, alors c'est difficile de mordre la main qui nous nourrit, là, mais ce que je veux dire c'est que, on travaille très bien en partenariat avec les gens de l'arrondissement quatre-vingt-quinze pour cent (95%) du temps disons.

3580 Mais, oui, vous ouvrez la porte d'adresser ce...

**M. HABIB EL-HAGE, COMMISSAIRE :**

3585 Si je comprends bien, c'est la première fois que ça se fait c'est-à-dire...

**M. FRANÇOIS POULIN :**

3590 Bien nous, on a profité de l'opportunité qu'on avait pour faire un exercice de prise de parole. On s'est servis un petit peu de vous, on s'excuse.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

C'était le but.

**M. FRANÇOIS POULIN :**

3595

Non, mais on a pris le prétexte pour faire une activité de discussion avec ce groupe de jeunes là.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

3600

Oui.

**M. FRANÇOIS POULIN :**

3605

Ça s'est déjà fait dans le passé, mais pas nécessairement à la même échelle ou plus en informel. Là, on en a fait quelque chose de plus consistant et plus structuré et structurant.

**MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

3610

Madame Émond.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

3615

Oui, rapidement parce que je sais que je vais dépasser. Si je résume ce que la quinzaine d'ados vous ont dit, ils vous ont dit qu'ils veulent travailler à changer la norme sociale, véhiculée dans les médias et la sous-représentation culturelle de gens issus de la minorité, autour de préjugés qui plombent leur vie, parce qu'ils appartiennent à. Donc, toute la dimension culturelle est importante pour eux, il faut dire que ce sont des ados et c'est normal qu'ils aient pensé à ça.

3620

Est-ce qu'ils parlaient de représentation au Québec ou si le réseau c'est américain ou c'était ici qu'ils trouvaient que ça manquait un peu de gens qui leur ressemblent quelque part?

**MME KERSMIRNE JOSEPH :**

3625 C'est une excellente question parce que malgré tout ce qui passe aux États-Unis, on voit très bien que dans les médias, il y a beaucoup plus de diversité culturelle.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

3630 Oui.

**MME KERSMIRNE JOSEPH :**

3635 Mais là, on est au Québec, et c'est justement là où il y a un manque dans la diversité. Et, ce que ces jeunes demandent, c'est qu'ils puissent être plus représentés donc qu'on puisse voir tous les types de diversité que quand je regarde la télé, quand je regarde mes émissions préférées que je puisse me dire : O.K., je suis capable, moi aussi, de faire ça.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

3640 De faire ça.

**MME KERSMIRNE JOSEPH :**

3645 Parce qu'il y a quelqu'un qui le fait, il y a quelqu'un qui s'est rendu là, oui, c'est du travail, oui, je dois être compétent, mais ma culture, ma couleur de peau ne va pas m'empêcher de me rendre devant les caméras, au fait.

3650 Parce que ce qui arrive c'est que c'est beaucoup une majorité blanche. Oui, certes que c'est très récemment qu'il y a eu beaucoup, il y a une vague une migratoire qui s'est rendue au Québec, donc il faut aussi laisser le temps qu'on puisse intégrer, qu'on puisse laisser les gens prendre leur place dans les médias.

3655 Mais ça doit se faire aussi et on doit avoir l'envie de le faire aussi et c'est ça qu'ils demandent. Ils demandent qu'ils puissent être là, qu'ils puissent être représentés et qu'ils puissent s'identifier à des influences positives aussi.

Donc, c'est vraiment ça leur message.

3660 **MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

Merci.

3665 **MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

Alors écoutez, merci infiniment et bonne fin de journée, comme ça je ne dors pas du matin jusqu'au soir.

3670 **M. FRANÇOIS POULIN :**

Merci énormément.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

3675 Merci à vous. Alors, nous allons maintenant inviter monsieur Jérôme Pruneau de Diversité artistique Montréal qui est accompagné.

**M. JÉRÔME PRUNEAU,  
DIVERSITÉ ARTISTIQUE MONTRÉAL (DAM) :**

3680 De Évanne Souchette. Bonjour.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

3685 Bonjour.

**M. JÉRÔME PRUNEAU :**

3690 Vous entendez bien.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

Oui.

3695 **M. JÉRÔME PRUNEAU :**

Merci de votre accueil, de votre écoute. On tient à saluer d'abord cette consultation importante, selon nous. On l'attendait depuis longtemps donc, elle existe. C'est bien.

3700 Moi, je vais mettre en contexte notre mémoire qui, finalement, on est deux.

Donc, vous avez eu comme documentation une annexe d'abord, qui est un rapport d'une consultation qu'on a menée pendant un an dans les arts, la culturelle et les médias sur ces questions-là spécifiquement, qui a mené à trente et une (31) recommandations.

3705

Et, donc, dans le cadre de cette consultation, nous avons repris les éléments de notre rapport, ajuster ces éléments au regard d'une séance participative que nous avons faite le 9 septembre, dans le cadre de l'OCPM, pour finalement voir, comment cette deuxième consultation arrimait éventuellement à la fois des problématiques, mais à la fois aussi des solutions, sachant que les trente et une (31) recommandations de notre rapport sont des solutions qui ont été travaillées justement avec des personnes racisées, donc, spécifiquement, liées à ces discriminations.

3710

3715 Donc, Évanne va vous présenter les sept (7) problématiques qui sont ressorties de cette consultation spécifique de septembre et, en fonction de ça, nous avons retravaillé une série de

3720 recommandations pour la ville, spécifiquement, en lien avec les prérogatives de la ville et, notamment, donc le réseau Accès culture, les maisons de la culture, l'art public, les quartiers culturels, les bibliothèques, le Conseil des arts de Montréal aussi qui dépend de la ville, les équipements culturels, les entreprises culturelles et créatives, toute la question de la médiation culturelle, les festivals et événements aussi, les musées et le quartier des spectacles, entre autres.

3725 Donc, en espérant que cela apporte, encore une fois, non seulement, des solutions, mais surtout que ces solutions soient entendues et puis, un moment donné, non tablettées, mais bien prises en considération.

Alors je laisse la parole à ma collègue.

3730 **MME ÉVANNE SOUCHETTE,  
DIVERSITÉ ARTISTIQUE MONTRÉAL (DAM) :**

3735 Merci beaucoup. Alors ce qui est intéressant déjà, c'est de noter par rapport à la consultation qu'on avait faite, comment les publics en quelque sorte, les participants étaient différents. En fait, ce que les participants qu'on a eus pendant notre consultation étaient principalement des artistes, des travailleurs culturels et, puis, parfois certains étaient déjà membres de DAM, de notre organisation.

3740 Et ceux qu'on a eus pour notre activité contributive ne nous connaissaient pas du tout pour la plupart. Ils ne connaissaient pas non plus du tout ce dont on allait parler. En fait, ils arrivaient en quelque sorte de façon un peu curieuse pour voir, pour écouter un peu les autres participants.

3745 Donc, ça devait être des moments un peu malaisants ou tout le monde se regardait avant qu'on mette justement la table et puis qu'on explique un petit peu les notions justement de racisme systémique, de discrimination et puis comment ça pouvait s'exprimer et, puis là, on a eu justement des langues qui se délient sur effectivement des choses qui pouvaient arriver, sur des

choses qui étaient connues, mais qui n'avaient pas été verbalisées, en fait. Parce qu'on a eu aussi une activité contributive qui était réservée aux personnes racisées. Et les participants identifiaient plusieurs thématiques.

3750

Donc la première, c'était l'accueil et la sensibilisation. C'est-à-dire que la plupart ont essayé d'aller dans des lieux culturels, dans des festivals, ce genre de chose, et ne se sont pas toujours sentis les bienvenus, en fait, que ce soit au niveau de la sécurité, parfois dans les profilages dans les bibliothèques et que ce soit au niveau aussi de comment on les traitait effectivement par rapport aux autres personnes qui fréquentaient les lieux.

3755

Donc, ça donne justement le sentiment dont on parle, c'est vraiment l'idée de non-appartenance. Donc, la plupart des personnes ne vont pas revenir dans ces festivals sans même parfois réussir à mettre le doigt dessus, en fait, c'est juste un sentiment de ne pas se sentir le bienvenu, sans se souvenir d'une expérience particulière.

3760

Et puis, ils vont pointer ça aussi sur plusieurs lieux, dans les bibliothèques notamment alors que ce sont des lieux qui sont très fréquentés justement des personnes racisées et immigrantes. Mais parfois dans la manière de communiquer, ce sera assez compliqué.

3765

Donc, la solution qui a été évoquée par les participants, c'était la sensibilisation systématique de tout le personnel. Ça, aussi, on va le voir par rapport ça je peux en parler par rapport à mon travail, qui est d'accompagner les organisations. Souvent, on va nous contacter, ce sont les gestionnaires qui vont nous contacter, mais personne ne pense à sensibiliser aussi les personnes qui sont à l'accueil, qui sont en contact direct, en fait, avec le public et avec les populations racisées.

3770

Donc, à côté de ça, on a rajouté aussi quelques recommandations qui sont de DAM. Donc, comme on le disait que la ville offre aux membres de son personnel, quel que soit leur statut, des formations antiracistes incluant l'approche intersectionnelle, les microagressions ainsi que les biais implicites qui seront accompagnées de dialogues pour favoriser une réflexion collective.

3775

3780

Donc, la dimension intersectionnelle, elle était quand même assez importante aussi par rapport à les personnes qui pouvaient se sentir parfois malvenues dans certains lieux, mais pas seulement à cause de leur identité en quelque sorte ethnique, ethnoculturelle, mais par rapport aussi à leur identité plurielle tout simplement.

3785

Donc, c'était très important aussi que ce soit une approche qui essaie d'inclure le plus de personnes possible.

3790

Il y avait aussi la programmation. Donc, la plupart des personnes qui étaient présentes, nous ont pointé le fait qu'elles se sentaient parfois malvenues dans les lieux, mais on pointait aussi le fait que dans certains lieux, particulièrement artistiques, elles avaient le sentiment, donc là je parle d'un sentiment que même les artistes et les personnes qui étaient présentées dans ces lieux, étaient traitées différemment en fonction de leur identité. En fait, étaient exposées, étaient présentées différemment, soit dans des catégories à part, que ce soit la fameuse catégorie du monde qu'on va retrouver dans certains lieux et événements culturels, que dans la façon aussi dans la sécurité, ils pouvaient ne pas être présents dans la salle de certains artistes qui n'étaient pas blancs. Donc ça aussi les participants l'ont noté.

3795

Donc, ça va donner aussi des expériences de lieux culturels qui sont, bien qui sont compliqués, où les personnes n'ont pas envie de revenir en fait.

3800

Donc, là, aussi, il y a une recommandation qui est que la Ville de Montréal collabore avec des artistes racisés pour intervenir dans la programmation des bibliothèques, notamment. On a mis bibliothèques, mais ça touche effectivement tous les types d'événements et lieux culturels de toute façon. Parce que, bon, on l'a bien vu, je pense, avec les scandales des années précédentes que ça se voit de toute façon en bout de ligne quand il y a pas des personnes racisées qui étaient incluses dès le début dans le processus de décision.

3805

Le deuxième point qui a été évoqué donc, un peu, sans surprise, par rapport au groupe précédent qui en a parlé, c'est la représentation. Du moins, la sous-représentation.

3810           Donc, ce que les participants ont noté, c'est effectivement le fait qu'ils ne se voient pas, que ce soit dans les programmations à part dans cette fameuse petite catégorie du monde, que ce soit dans les médias aussi ou s'ils se voient, c'est de façon stéréotypée.

3815           Donc, on a la représentation, la sous-représentation et, là, vraiment la mauvaise représentation aussi. Donc, il y aura aussi ce sentiment qu'on va prendre une personne qui sera un peu instrumentalisée, en fait, et puis qui va donner ce sentiment de bonne représentativité en fait dans les médias.

3820           Donc, qui revient à la systématiquement la même avec une excuse aussi que certains participants qui étaient aussi des artistes ont entendu souvent, c'est parce qu'il n'y en a pas assez donc on est obligé de reprendre les mêmes.

              Alors que un, ils sont présents et puis ils viennent à la consultation et ne comprennent pas, en fait, justement que ce soit toujours les mêmes personnes qui soient représentées.

3825           Donc, c'est là que la question des quotas a été évoquée par les participants. Donc, ça fait débat même pendant notre activité parce que certains participants justement ne voulaient pas se sentir instrumentalisés pour pouvoir juste cocher une case.

3830           Donc, il y avait cette idée de quota, mais qui était plus, avoir comme un outil que comme un objectif, que le quota, c'est vraiment l'outil pour le processus de changement puis que ça devrait être accompagné surtout de recours pour des personnes racisées qui seraient, par exemple, qui seraient embauchées ou programmées dans des lieux artistiques ou culturels. Et puis qui pourraient après subir aussi des microagressions parce que justement le personnel n'aura pas été sensibilisé ou parce qu'il n'y aurait pas de recours présent à l'interne pour  
3835 accompagner cette inclusion.

              Donc, à ça, on a rajouté quelques recommandations qui est que, donc, les maisons de la culture, par exemple, mettent en place des comités de citoyens pour contribuer à l'élaboration de la programmation et à la réflexion entourant le renouvellement des publics.

3840           Donc, puisqu'on a des maisons de la culture qui sont placées dans des quartiers qui sont très, très, diversifiés puis on remarque, en fait, ce sont pas du tout les habitants du quartier qui fréquentent ces maisons de la culture parce que ça ne se voit pas non plus dans la programmation parce que nous ne sommes même pas au courant parfois que ça leur est accessible.

3845           Donc, ça pourrait être aussi une façon d'impliquer en fait les personnes qui habitent aux alentours de ces lieux dans la programmation directement puis dans le lieu tout simplement.

3850           Une des choses qui est ressortie aussi, par rapport notamment à cette question des publics, c'est que les maisons de la culture procèdent à une analyse de la composition ethnoculturelle des publics et que les résultats soient publics, en fait. Parce qu'il y avait ce manque de transparence qui était pointé sur le fait que la plupart, justement, des maisons de la culture ont des publics parfois qui ne sont pas représentatifs du lieu où elles sont placées, mais qu'il y a aucun moyen de mesurer ça.

3855           Donc, s'il y a pas de chiffres, non plus, bien on peut pas l'utiliser comme preuve et puis ça devient une excuse, on tourne un petit peu en rond.

3860           Donc, le troisième point qui a été abordé, c'est la communication. Donc, la plupart des participants trouvaient que tous les sites n'étaient pas forcément traduits en anglais et en français. Donc, ça, déjà c'était une des recommandations qui était la plus parlante, que plus de sites de communication dans les deux langues officielles.

3865           Et cette recommandation est ajoutée aussi des personnes ressources en fait allophones qui pourraient être présentes pour pouvoir traduire, parce qu'on comprend bien qu'on peut pas traduire non plus un site dans toutes les langues, selon les pourcentages de Montréal. Mais au moins qu'il y ait une personne qui pourrait, s'il y a des personnes allophones ou autochtones parce qu'on sait aussi justement que parfois, on parle ni français ni anglais, qui pourrait être la personne ressource à l'intérieur d'un organisme avec une petite phrase qui mentionne qu'on peut  
3870           l'appeler si jamais on veut parler dans telle langue.

En leur demandant, évidemment, parce que ça aussi, ça s'est vu justement dans l'instrumentalisation des personnes racisées qui arrivent dans un organisme et puis qui sont tout de suite identifiées comme : tu seras la personne inclusion. Donc, toujours avec leur accord évidemment.

3875

Et, suite à ça, donc DAM rajoute cette recommandation que la Ville de Montréal valorise les compétences linguistiques des employés allophones et autochtones, en leur donnant un statut de personne ressource, comme je viens de le dire.

3880

Donc, ça pourrait déjà se voir même à travers le recrutement qui est le point qu'on aborde juste après, donc, le réseau et le recrutement.

3885

La plupart des participants ont noté que, il leur manquait justement à chaque fois qu'ils arrivaient en tout cas, pour les participants qui étaient des nouveaux arrivants qui étaient immigrants, il leur manquait à chaque fois ce fameux réseau. La fameuse expérience québécoise qu'ils n'ont pas. Mais qui, en fait, est difficile d'accès puisque beaucoup d'offres d'emploi ne sont pas publiés et puis que ça va se faire un peu par le bouche-à-oreille par la cooptation.

3890

Donc, ce qui revenait le plus souvent, c'était d'imposer une plus grande transparence aussi dans le processus de sélection. Parce que parfois, justement, vu qu'il n'y a pas d'offres d'emploi qui ont été publiques affichées aussi, les personnes arrivent à des postes et puis on ne sait pas non plus comment elles ont été recrutées. Donc, ça c'était la solution qui était évoquée par les participants avec aussi tout ce qui est les équivalences en fait parce que les participants qui arrivent, parfois, des artistes ou des travailleurs culturels qui arrivent avec un bagage professionnel ont toujours le sentiment de recommencer à zéro.

3895

En fait, on les renvoie vers des études, on les renvoie justement à cette expérience québécoise qu'ils n'ont pas. Et puis quand ils reviennent avec des diplômes, on leur dit bien là vous êtes surqualifiés.

3900

3905 Donc, il y a une sorte de cercle vicieux qui est un petit peu enclenché qui a été pointé du doigt. Donc, à ça, DAM ajoute ce que la Ville de Montréal constitue en collaboration avec les organismes un service, une banque de candidature d'artistes en vue de combler les besoins ponctuels du requérant. Ça c'était lié aussi aux appels artistiques qui, là, aussi comme les offres d'emploi parfois ne sont pas affichées, en fait, ou alors elles sont affichées un petit peu tardivement puis les artistes n'ont pas forcément le temps de créer leur dossier. Et que tout employeur attaché à la Ville de Montréal affiche systématiquement les opportunités d'emploi et de contrat.

3910 Donc, toujours en lien aussi avec les quotas, il faudrait qu'il y ait un processus de recherche plus actif qui soit mené pour pouvoir avoir des candidatures de communautés racisées.

3915 Donc, le cinquième point qui a été abordé, c'est le financement. Parce que certains artistes nous ont amené le fait qu'il n'arrivait pas à avoir des demandes de subventions et que c'était assez systématique en parlant à d'autres artistes donc au début ils ont le sentiment que c'est peut-être de leur faute, ils ne sont pas encore rôdés par rapport à tous ces mécanismes de demande. Et puis, en parlant un peu autour d'eux, ils se sont rendu compte que, en fait, personne n'a jamais eu cette bourse-là. Et puis, que ça devient un petit peu difficile.

3920 Donc, à ça, DAM recommande, puisqu'il n'y avait pas forcément de recommandation à cette observation-là, mais on trouve important de la noter, néanmoins, que la Ville de Montréal demande aux organismes qui reçoivent de subventions de fournir une analyse d'impact concernant leur initiative d'inclusion.

3925 Justement liée à cette petite case, maintenant, qu'on demande une demande de subvention que faites-vous pour les personnes pour la diversité, en fait, qui pourraient amener des organismes à embaucher des personnes issues de la diversité, mais sans forcément suivre d'ailleurs tous les recours qu'on évoquait tout à l'heure.

3930 **MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

Alors je vais vous demander de conclure peut-être.

**MME ÉVANNE SOUCHETTE :**

3935

Oui, oui. Bien, on conclut. C'est la fin.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

3940

Qu'on ait le temps de vous questionner.

**MME ÉVANNE SOUCHETTE :**

3945

C'est d'accord. Bien, à cette heure, on aimerait conclure avec quatre thèmes qu'on aime bien aborder donc le premier, c'est la reconnaissance. On l'a vu un petit peu par rapport à toutes ces thématiques, on a l'impression qu'on en parle beaucoup, c'est vrai, sauf qu'on remarque aussi qu'à ces activités-là, ce sont souvent les mêmes personnes qui sont présentes et puis que le message ne passe pas forcément.

3950

Donc, effectivement, ce serait de faire une campagne de sensibilisation qui serait peut-être beaucoup plus imposante à l'aide de vidéo comme on a déjà pu l'entendre aussi et puis bien par les médias, tout simplement.

3955

La deuxième après ça, ce serait de s'engager effectivement à avoir des actions concrètes qui vont se river à ça, c'est déjà le premier pas déjà suite à cette consultation.

3960

La transparence, c'est quelque chose qui a été beaucoup, beaucoup, pointée du doigt. Donc, ça pourrait être le cas aussi ici, on aimerait bien être au courant des avancées de la suite, comment se passera justement la suite du processus.

Et puis, là, l'imputabilité c'est notre dernier mot pour conclure. Parce qu'on a cette tendance à ne pas se responsabiliser justement en tant qu'individu à faire des changements concrets.

3965 Donc, ça on aimerait aussi que les organismes puissent enfin reconnaître que le travail d'inclusion bien c'est un travail justement, c'est pas juste un mot, c'est un verbe d'action. Et puis, qu'il n'y a pas de ligne d'arrivée. On va le commencer, mais c'est un processus qui de toute façon va durer pour que tout le monde se sentent appartenir pleinement à la société québécoise dans les arts et dans la culture, en tout cas.

3970 Voilà ça sera tout pour conclure.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

3975 Merci beaucoup. C'est touffu et c'est rien, parce que ça, ça l'était encore plus, mais c'est intéressant au fond d'être mise au courant du travail qui a été fait dans cette activité contributive du 9 septembre.

3980 Moi, je vais pointer une seule chose. Vous parlez à quelques reprises de transparence et vous appelez à plus de transparence, notamment, dans les processus de sélection. Je voudrais savoir qu'est-ce qui cloche, selon vous, actuellement et comment on peut faire mieux?

**MME ÉVANNE SOUCHETTE :**

3985 C'est, par exemple, juste d'expliquer, vous l'avez sur certains sites, c'est par exemple le processus de recrutement pour... il est vraiment détaillé sur certains de vos sites. En tout cas, sur le site de la Ville, il est détaillé comment se passe une entrevue de A à Z.

3990 C'est vraiment très, très, détaillé, ça pourrait être la même chose pour les appels puisque, même concernant la façon de faire des dossiers pour des artistes qui viennent d'arriver, qui seraient immigrants.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

Pour des appels de candidatures.

3995

**MME ÉVANNE SOUCHETTE :**

Oui.

4000

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

Pour des programmations dans la maison de la culture. Hum, hum.

4005

**MME ÉVANNE SOUCHETTE :**

Ça n'existe pas donc ça pourrait être totalement détaillé sur les sites parce que, en fait, il y a une seule personne quasiment en charge de la programmation.

4010

**M. JÉRÔME PRUNEAU :**

Dans les maisons de la culture, pardon, dans les maisons de la culture, aujourd'hui, il y a les artistes doivent déposer un dossier sur le site Accès culture, pour savoir si ce dossier, enfin, si ce spectacle est admissible à une maison de la culture, mais, ensuite, à partir de là, il reçoit un courriel qui dit bien oui c'est admissible, mais à partir de là, c'est à lui de se débrouiller à faire en sorte que son spectacle arrive dans une maison de la culture.

4015

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

O.K.

4020

**M. JÉRÔME PRUNEAU :**

4025 Donc il y a un agent culturel par maison de la culture qui décide seul de sa programmation tous les ans. Il y a 24 maisons de la culture à Montréal et, donc, ce sont des programmations qui sont liées à une et une seule personne qui décide et qui n'a pas obligation d'aller chercher dans le bassin de ce qui est reçu à Accès culture.

**MME ÉVANNE SOUCHETTE :**

4030 Ou des citoyens.

**M. JÉRÔME PRUNEAU :**

4035 Ou des citoyens. Donc, la question c'était comment on forme des comités beaucoup plus consultatifs, comment on fait des appels à programmation et c'est, en ce sens-là, où là, ça manque de transparence.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

4040 O.K. Je comprends.

**MME ÉVANNE SOUCHETTE :**

4045 Puis comment même on partage le pouvoir justement pour qu'il n'y est pas une personne qui décide de la programmation sachant que même dans la façon de voir, de voir les arts, on a une notion artistique qui, au final, est ethnocentrique aussi, on va avoir une seule vision qui va décider qu'est-ce qui est art et qu'est-ce qui ne l'est pas.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

4050 Oui. Maryse.

**MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

4055 Écoutez, lorsque j'ai lu votre rapport, j'avais des questions. Je pense qu'il y a des choses auxquelles vous avez répondu, mais ça parle, en particulier, de la représentation et du risque d'instrumentalisation.

4060 On connaît le problème de sous-représentation et vous ajoutez à cela : « S'ajoute les risques d'instrumentalisation des personnes racisées de la présence peut devenir un moyen de répondre de façon superficielle aux cibles de représentativité sans qu'un changement profond ne s'opère » et en écho vous avez aussi au niveau de la recommandation « que la Ville de Montréal adopte une charte éthique et déontologique pour contrer la sous-représentation et les fausses représentations des personnes des communautés racisées. »

4065 Je vais m'attarder à la recommandation. Et j'ai deux questions sur cette recommandation. J'ai été surprise parce que c'est inhabituel qu'on parle de charte éthique et déontologique et, non pas, de programmes avec des quotas ou des cibles et des indicateurs de suivi, des indicateurs d'impact, donc, je pense, que ce n'est pas pour rien que vous avez parlé de charte éthique et  
4070 déontologique. Et j'ai eu l'impression que mon passé d'ancienne enquêtrice revenait, en disant, mais qu'est-ce que ça cache.

Et, ensuite, quand vous avez parlé des fausses représentations des personnes, je crois que vous l'avez expliqué tout à l'heure, mais je voudrais quand même que vous clarifiez ça.  
4075 Pourquoi une charte éthique et déontologique plutôt qu'un instrument strictement opérationnel et, ensuite, à quoi vous faites allusion quand vous parlez de fausse représentation actuelle, j'imagine.

**MME ÉVANNE SOUCHETTE :**

4080 Actuellement, c'est vraiment l'idée, à supposer qu'on aurait des quotas, voilà de deux personnes, je ne sais pas, je dis n'importe quoi.

De deux personnes par organisme et puis une fois qu'on a ces deux personnes, on les traite tout aussi mal, ça ne se passe pas forcément bien.

4085 **MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

O.K.

4090 **MME ÉVANNE SOUCHETTE :**

Et puis, elles n'ont aucun moyen justement de se défendre et, à ce moment, les quotas peuvent se plaindre puisqu'elles ont un travail en plus, donc voit pas pourquoi elles se plaignent et en fait, l'idée de charte éthique, le mot est important pour nous, parce que c'est vraiment dans l'idée de formaliser des processus qui pourraient rester.

4095

Pour nous, les quotas, c'est vraiment plus l'instrument que l'objectif final, donc c'est comme l'idée de politique d'inclusion, c'est d'avoir un document qui, à la fois, va énoncer, va montrer un peu les valeurs de l'organisme, mais en même temps, justement, pouvoir servir de recours aussi à des personnes qui sont à l'intérieur en disant : O.K., ça, c'est marqué et vous le faites pas, c'est pas comme ça que vous allez agir avec moi.

4100

**MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

En, fait, c'est pour répondre à une préoccupation d'une inclusion Brielle.

4105

**MME ÉVANNE SOUCHETTE :**

C'est ça.

4110 **MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

Et non pas superficielle, au-delà des chiffres, l'accompagnement éventuel à l'intérieur de l'organisation, c'est-à-dire les milieux culturels.

4115 **MME ÉVANNE SOUCHETTE :**

C'est ça.

**MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

4120

C'est bien ça.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

4125

Et la fausse représentation.

**MME ÉVANNE SOUCHETTE :**

4130

La fausse représentation pour nous ça doit s'accompagner aussi d'une – ça va avec les campagnes de sensibilisation, en fait, c'est parce que ça va aussi avec la recherche. Je veux dire, il y a des personnes aussi qui ont des écrits qui ne sont pas diversifiés et puis qui font des choses qui sont très, très bien faites.

4135

Si je prends le cas de, je ne sais pas si vous avez eu l'occasion d'aller au Musée des Beaux-Arts, l'exposition sur les momies, en ce moment, et Ubisoft qui a créé un jeu vidéo justement sur ça. Il est très, très, bien documenté. Je ne sais pas si l'équipe était diversifiée, mais, en tout cas, il est très, très, bien documenté. Et, ça, ça pourrait être un travail qui pourrait être beaucoup plus pointu.

4140

**M. JÉRÔME PRUNEAU :**

Mais encore la fausse représentation.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

4145

Représentation.

**MME ÉVANNE SOUCHETTE**

4150 Bien en fait, ça va avec les stéréotypes selon moi, la fausse représentation c'est la représentation stéréotypée, la représentation clichée qu'on va retrouver dans les médias, qu'on va retrouver parfois.

**M. JÉRÔME PRUNEAU :**

4155 O.K.

**MME ÉVANNE SOUCHETTE :**

4160 Ça, ce sont les caricatures qui reviennent systématiquement.

**M. JÉRÔME PRUNEAU :**

4165 Et souvent négative, rarement positive.

4170 Si on regarde certaines études aux États-Unis, montraient que depuis l'après-guerre, la représentation dans le processus hollywoodien des personnages arabes, de type arabe ou musulman et surtout depuis 2001, sont systématiquement négatives. Il y a pas une représentation positive à Hollywood depuis 2001, d'un personnage arabe.

**MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

4175 Ce qui serait l'évolution, je sais. Mais je veux dire comme il y a quelques années, au milieu du siècle dernier, le parler petit nègre, lorsqu'on avait un noir même s'il pouvait s'exprimer de façon, d'accord.

Habib.

**M. HABIB EL-HAGE, COMMISSAIRE :**

4180

Merci. J'ai bien aimé votre présentation. J'ai quelques questions, peut-être des clarifications plutôt.

4185

On parlait de quota, au Québec, on utilise d'autres terminologies, par exemple, on parle d'accès à l'égalité, compétence comparable, mesures de redressement, correction, on parle de taux de disponibilité, justement en lien avec le taux de disponibilité, lorsque vous parlez d'une banque, c'est pour dire qu'il y a quand même des artistes qui sont disponibles ici. Est-ce que je me trompe?

4190

Et ce que vous dites par quota, c'est justement ces questions-là, c'est-à-dire, la question du programme d'accès à l'égalité, c'est dans ce sens-là?

**MME ÉVANNE SOUCHETTE :**

4195

C'est exactement ça et puis ça rejoint aussi le fait que, bien, pas juste par rapport à notre organisation, on a quatre cent quatre-vingt-huit (488) membres, on sait que cette excuse qui revient systématiquement, qu'il n'y a pas d'artiste, est fausse.

4200

Donc, peut-être que justement s'il y avait une sorte de banque.

**M. HABIB EL-HAGE, COMMISSAIRE :**

Ah! O.K.

4205

**MME ÉVANNE SOUCHETTE :**

Quelque chose d'accessible, ça pourrait régler ce problème, mais ça répond...

**M. HABIB EL-HAGE, COMMISSAIRE :**

4210

Ce qui m'amène à ma deuxième question. Lorsque vous parlez de reconnaissance, au Québec aussi, il y a tout un monstre, la reconnaissance des compétences, mais c'est pas de ça que vous parlez. C'est pas ça, c'est de reconnaître l'artiste en tant qu'artiste.

**MME ÉVANNE SOUCHETTE :**

4215

C'est ça, reconnaître déjà l'artiste en tant qu'artiste, reconnaître son art comme étant art aussi, parce que bien la plupart repartent à zéro ou ont totalement changé de métier en fait.

**M. JÉRÔME PRUNEAU :**

4220

Mais reconnaissance aussi des problématiques profondes des enjeux qui sont ici c'est que nommer la question du racisme systémique dans les arts et la culture, par exemple, ça part d'une reconnaissance tant qu'on ne nomme pas, on peut pas avancer d'un pas, on est dans le déni, donc, on peut pas mettre en place des actions.

4225

Donc nous, on souhaiterait par exemple que dans certaines institutions, il y ait une reconnaissance affichée de ces questions-là pour avancer sur ces questions-là. Donc, c'est aussi dans ce sens-là la reconnaissance.

4230

**M. HABIB EL-SAGE, COMMISSAIRE :**

Oui, je reviens encore sur la question de la reconnaissance des acquis de compétence, par exemple, dans beaucoup de domaines, les ingénieurs, ou des infirmières, on fait cette espèce de reconnaître les compétences donc une équivalence, si vous voulez, ça peut être ça, mais c'est vraiment moduler avec un diplôme autre, est-ce que ça existe dans le monde des arts?

4235

**MME ÉVANNE SOUCHETTE :**

4240 Pas vraiment, bien ça va se voir avec peut-être l'expérience, mais il y a aussi cette, je pense, que ça se peut aussi par rapport à cette fausse croyance en fait que le milieu des arts et de la culture est beaucoup plus ouvert.

4245 Mais donc il y a pas de processus, en fait, justement, d'équivalence qui serait très, très, clair, en tout cas, concernant certaines définitions, ça se joue à l'expérience sauf que, là, encore, on a des différences expériences qui sont pas prises en compte.

4250 Si, dans je ne sais pas, moi, s'il y a quelqu'un qui expose, je sais pas moi, il vient d'Iran et puis il expose dans les ambassades pour lui, ça sera le summum de la reconnaissance. Il va arriver ici puis, je ne le sais pas, il montre ces expériences-là, ça vaut rien.

**M. JÉRÔME PRUNEAU :**

4255 Ce sont des CV, il y a aucune mécanique donc aucun Conseil des arts aujourd'hui qui fait ce travail de reconnaissance de l'expérience et des diplômes.

**M. HABIB EL-HAGE, COMMISSAIRE :**

4260 O.K.

**M. JÉRÔME PRUNEAU :**

4265 Certains pays, je prends l'exemple du Brésil, n'a pas d'École Nationale de théâtre. Mais pour être comédien, il faut quand même faire cinq ans d'université à temps plein. Donc, il y a quand même un niveau, mais on ne va pas reconnaître éventuellement un Brésilien parce que, Ah! Oui, mais ici c'est une école de théâtre, donc t'as pas fait d'école de théâtre, alors c'est pas le même diplôme, alors t'es moins bon.

4270 Donc, ce processus-là est donc c'est au niveau à la fois des diplômes et ensuite des expériences comme le dit Évanne, dépendamment des lieux, la reconnaissance va pas être du

tout de la même façon. C'est vrai que dans les sphères du Moyen-Orient, par exemple, la reconnaissance d'un artiste visuel qui va exposer dans une ambassade ou, en fait, dans le milieu politique, va avoir une très haute notoriété; ici, s'il arrive avec un CV qu'il a dix-huit (18) expositions dans les ambassades, ce qui va être le summum chez lui, ici, ça vaut rien, zéro.

4275

Donc, à partir de là, son CV il est, pour avoir participé à des commissions, ou avoir été dans des jurys, j'ai vu des CV qui disparaissent comme ça au fil et à mesure de la discussion parce que, bien oui, mais on connaît pas ce qui se passe là-bas. Finalement, cette galerie, on sait pas ce que ça vaut, alors on va regarder tout de suite qu'est-ce qu'il a fait ici. Comme il vient d'arriver, qu'il a aucun réseau, il a rien fait ici, moralité, c'est un zéro, un CV qui vaut rien.

4280

**M. HABIB EL-HAGE, COMMISSAIRE :**

Ma question, j'arrive est-ce que ça mériterait d'avoir une reconnaissance des compétences là-dessus qui reconnaît bien du gouvernement, par les instances.

4285

**M. JÉRÔME PRUNEAU :**

Il y a déjà quatre (4) ans, dans un essai j'avais proposé que, à l'époque j'avais parlé de Conseil des arts et lettres du Québec, mais ça pourrait être transféré au Conseil des Arts de Montréal qu'il y ait, effectivement, une instance qui avec des gens qui travaillent à temps plein là. Aujourd'hui avec internet, on peut très bien savoir si la galerie est X ou Y en Iran vaut quelque chose. On peut très bien savoir quelles sont les formations, et cetera.

4290

Donc, qu'il y ait des gens qui se penchent systématiquement sur cette question-là et qui attribuent à l'artiste un peu un guichet unique qui attribuerait à l'artiste, tout de suite, un statut professionnel, qu'ensuite avec ça, il pourrait aller dans son association professionnelle par discipline dire, j'ai été reconnu au niveau du CAM ou du CALQ et donc je viens chercher ma reconnaissance en tant qu'artiste professionnel.

4295

4300

Aujourd'hui, les artistes doivent aller se présenter dans les associations professionnelles et sont, pour la plupart du temps, comme on vient de le dire, bien se retrouvent stagiaires et doivent passer des années à essayer d'être membre actif parce qu'ils n'ont pas ce qu'il faut ici pour être membre actif.

4305

Donc, ça leur prend un temps fou avant l'Union des artistes, il fallait trente (30) crédits pour être membre actif. Ça pouvait prendre sept (7), huit (8), neuf (9) ans pour un artiste immigrant alors que ça prend un an et demi pour un jeune qui sort d'une école ici. La même chose en art visuel, même chose dans plein de disciplines.

4310

Donc, il y a aucune instance qui fait ce travail de reconnaissance.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

4315

Ça va bien?

**MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

4320

Ah! C'était moi.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

4325

Ma coprésidente se paie ma tête parfois, avec beaucoup de gentillesse pour me dire, c'est toi qui animes et tu les remercies. Merci beaucoup à vous deux.

**MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

4330

Ce qui ne m'empêche pas de vous remercier non plus. Alors bonne fin d'après-midi.

**M. JÉRÔME PRUNEAU :**

Merci.

**MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

4335

Et j'invite immédiatement madame Xixi Li à se présenter pour nous parler au nom du Service à la famille Chinoise.

Bienvenue, Madame Li.

4340

**MME XIXI LI,  
SERVICE À LA FAMILLE CHINOISE :**

Bonjour.

4345

**MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

Bonjour.

4350

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

Est-ce que vous avez, vous avez un PowerPoint?

**MME XIXI LI :**

4355

Oui. Et j'ai déjà donné à l'entrée, mais ça dérange pas, je peux utiliser mes papiers.

4360

Bonjour, mon nom est Xixi Li, je suis la directrice de Service à la famille chinoise du Grand Montréal. C'est un grand honneur pour le Service à la famille chinoise d'accepter de participer à la consultation, donc afin de faire une présentation sur les enjeux de la communauté chinoise à Montréal.

4365 Je vais commencer de faire une petite présentation de Service à la famille chinoise. On est établis depuis 1976, au cœur, dans le quartier chinois, pour faciliter l'intégration pour nouveaux arrivants, pour moi, le bien-être de la communauté chinoise au Québec.

On ne travaille pas seulement à Montréal, on travaille au régional.

4370 Donc, je vais faire un petit portrait de la communauté chinoise de Montréal. Ça fait cent cinq ans (105) la communauté chinoise qui arrive au Québec. Mais à cause de la loi de discrimination, donc les Chinois sont, il y en a pas beaucoup de Chinois qui sont venus à part depuis les derniers vingt (20) ans.

4375 Donc, ce que je vais dire que la communauté chinoise, on est vieux et on est jeune. Puis la majorité des membres de la communauté chinoise sont de première génération, je crois que c'est quatre-vingt-six pour cent (86%).

4380 Donc, le défi d'intégration pour les membres de la communauté chinoise, c'est beaucoup plus lent et plus difficile que les autres communautés, par exemple, comme des juifs ou communauté italienne, ils sont ici depuis plusieurs générations. Le réseau social est très bien établi.

4385 Donc, la communauté chinoise souvent les gens me disent : « Oh je vois pas les Chinois, ils sont où. Ils sont très tranquilles. Comment ça va l'intégration? » Les Chinois depuis les derniers dix (10) ans, les immigrants chinois sont toujours, prennent une - notre groupe le plus nombreux qui arrive au Québec chaque année, il y en a à peu près cinq cents (500) - cinq mille cinq cents (5 500) nouveaux arrivants chinois arrivent au Québec. La majorité des gens restent à Montréal, soit à Ville Saint-Laurent, à l'Ouest et Ville LaSalle et une portion à Brossard où j'habite.

4390 Donc, maintenant la communauté chinoise, on est rendu à presque cent mille (100 000) au Québec. On est devenus la cinquième plus grande communauté culturelle au Québec. Donc, la croissance entre 2006 et 2016, c'est vingt-quatre pour cent (24%). Donc, faute d'accommodation donc soixante-quatre pour cent (64%) des immigrants chinois sont sur la

4395 catégorie de économique, donc ça veut dire qu'ils sont travailleurs qualifiés qui ont passé par la grille de sélection de Immigration Québec ou Immigration Canada.

4400 Et, cinquante-quatre pour cent (54%), ce sont des femmes et trente-cinq pour cent (35%), ce sont des jeunes moins de vingt-quatre (24) ans. C'est une communauté plus jeune que la population.

4405 Maintenant, je vais passer par l'indicateur d'intégration de la communauté chinoise de Montréal. Donc, quarante-cinq pour cent (45%) des membres, ça, c'est notre faiblesse, qui parlent pas français. Donc, mes connaissances de la langue officielle chez les personnes âgées parce que, pour la communauté chinoise la valeur familiale, ça prend une grande importance.

4410 Beaucoup des jeunes quand ils ont immigré ici, il va parrainer et les parents de venir. Les parents sont souvent âgés après soixante-cinq (65) ans, puis ils ne parlent pas français ni anglais. Donc, l'intégration pour eux c'est beaucoup plus difficile. Et soixante-six pour cent (66%) des membres de la communauté chinoise ont un diplôme d'études postsecondaire.

4415 Les temps de chômage chez les membres de la communauté chinoise sont de neuf point six (9.6), de six point trois (6.3) chez les femmes et quinze pour cent (15%) chez les immigrants, nouveaux arrivants, ça veut dire que moins de dix (10) ans.

4420 Donc, près de trente-trois pour cent (33%) de Chinois sont dans le domaine de la vente, de services, donc c'est pas un travail qui est stable, ça toujours dépend de l'effort pour avoir la commission. Donc, revenu moyen est moins que la population, en général. Donc, le revenu est plus faible que les populations, en général. Ce sont toutes les données du recensement de Statistiques Canada de 2016.

4425 Maintenant, je vais parler l'enjeu de la communauté chinoise. Donc, même les gens sont plus scolarisés que la population, en général, mais le taux de chômage, c'est plus élevé. Et puis, il y en a beaucoup d'étudiants internationaux de la communauté chinoise vient d'ici. Par exemple, l'Université Concordia, chaque année, a deux mille cinq cents (2 500) étudiants qui étudient ici. La

4425 majorité d'étudiants, ils voulaient rester ici après leurs études, s'ils peuvent trouver de l'emploi. Ce sont des gens qualifiés puis comprennent la langue.

4430 Donc, aussi, je vais parler l'enjeu pour les femmes pour intégration de l'emploi de la communauté chinoise. Les femmes de la communauté chinoise souvent sont scolarisées et puis elles ont un emploi professionnel en Chine. Quand elles arrivent ici, elles devraient s'occuper des enfants ou les aînés. Elles n'ont pas de moyens d'intégrer dans le marché du travail. Puis, finalement, elles ont perdu la confiance, elles voulaient même pas essayer parce qu'elles pensent qu'elles peuvent jamais trouver l'emploi.

4435 Donc, aussi, beaucoup de Chinoises ont travaillé dans le domaine de petits commerces, par exemple, à Montréal. Je crois que soixante pour cent (60%) de propriétaires de dépanneur, ce sont des Chinois parce qu'ils ont pas de moyens de trouver l'emploi pour intégrer puis ils ont trouvé très difficile de travailler comme douze (12) heures, quinze (15) heures par jour. Ce sont souvent, c'est le commerce familial. Donc, voilà.

4440 Donc, voilà ça c'est l'enjeu puis la conclusion que, après discuté avec nos bénévoles et nos membres, on croit que la ville peut jouer un grand rôle pour intégration, le membre de la communauté chinoise, par exemple, le programme de prime maintenant chez la ville, il y en a chaque année, il y en a soixante (60) personnes pourquoi pas élargir parce que ce programme existe depuis très longtemps. Pourquoi pas élargir comme avoir plus de programmes de mentorat pour les nouveaux arrivants.

4450 Et on parlait aussi la rétention des immigrants chinois, donc une fois qu'ils sont ici, ils ne peuvent pas trouver, ils peuvent pas gagner la vie ici beaucoup de Chinois, ils vont ailleurs à Toronto ou à les autres provinces ils sont bien établis.

4455 Donc, peut-être, on se dit que la ville peut prendre bon exemple des autres villes qui ont pris des immigrants ici, comment ils le font les immigrants mieux intégrés dans la société et comment ils peuvent intégrer dans le marché du travail.

4460 Et aussi, on a parlé de la reconnaissance des compétences. Même les immigrants chinois ils sont diplômés puis ils ont encore de la difficulté de trouver l'emploi ici et on croit que, on devrait comme reconnaître la compétence culturelle des immigrants, ils ne sont pas seulement Chinois, ils peuvent parler autre langue, ça peut être une compétence on peut considérer dans certains postes.

4465 Puis aussi que, même, il y en a des Chinois qui ont trouvé de l'emploi dans le milieu du travail, mais ils sont souvent très isolés à cause de la différente culture ou méconnaissance de la société, peut-être l'entrepreneur, ils ont le droit à faire mieux pour mieux intégrer les gens dans le milieu du travail.

4470 O.K. Le dernier, ce qu'on a apporté, c'est accès aux services publics. Donc on voit très rarement les Chinois qui sont dans le service public ou même, je ne sais pas, comme quand c'est municipal, on a depuis cent cinq (105) ans, on a une seule personne qui est élue l'année 2017. Donc, peut-être comment la ville, c'est la question, un candidat, ça va être plus transparent ou faire les gens connaître pour mieux intégrer les membres de la communauté chinoise.

4475 Le dernier sujet qu'on a abordé, c'est les médias puis on a dit que souvent les immigrants incluent les Chinois quand on est très rares dans les médias. Quand on parait dans les médias, on est dans un... c'est une image très négative. On n'a pas valorisé les immigrants incluant les Chinois.

Donc, voilà. Merci.

4480 **MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE,**

4485 Merci infiniment. Nous aurons certainement des questions à vous poser. Moi, très spontanément, il y a une phrase qui, selon moi, dit tout dans ce que vous avez dit : on ne voit pas beaucoup les Chinois, pourtant, on est près de cent mille (100 000).

**MME XIXI LI :**

Oui.

4490 **MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE,**

Alors, il peut y avoir plusieurs explications. Il y en a une qui me venait aux lèvres, mais vous l'avez devancée, quand vous avez parlé de l'accessibilité aux services.

4495 Mais vous en avez parlé en termes d'emploi. Mais est-ce qu'il n'y a pas aussi, du côté de la communauté chinoise, est-ce que la communauté chinoise est desservie par les services municipaux ou est-ce qu'elle s'arrange?

4500 Est-ce que, je veux dire, c'est un, c'est simplement pour avoir le portrait. L'accès devrait être rendu possible à tous les citoyens. Est-ce que c'est un - est-ce juste la communauté chinoise qui ne va pas aux services municipaux ou est-ce qu'il y a une appréhension de ne pas être servi? Est-ce que vous avez déjà pensé à ça et dites-moi ce que vous en pensez?

**MME XIXI LI :**

4505

C'est surtout, je crois c'est le service de la ville n'est pas accessible pour les membres de la communauté chinoise. Il y en a plusieurs qui ne parlent pas, par exemple, la langue puis aussi mal compris le système parce que, en Chine, la ville n'est pas, n'offre pas autant de services comme ici, la majorité des services loisirs, ce sont des privés, qui paient, bien ici, on paie les taxes, on est supposé d'avoir du service, mais les gens savaient pas.

4510

4515 Donc, souvent, par exemple, nous avons reçu souvent la fiche ou de la ville, mais on va afficher sur notre mur ou envoyer à nos membres, mais ils comprennent pas. Ça prend une, j'avais dit, mentor au programme de mentorat pour vraiment amener les gens. Mais ce sont comme les nouveau-nés, ils sont nés ici, ils comprennent rien. Mais, par contre, d'une autre façon se sont pas des nouveau-nés parce qu'une fois qu'ils savent le cheminement, ils vont prendre

très vite parce que ce sont des gens très bien éduqués, puis intelligents, et donc ils peuvent amener les autres personnes.

4520 Ce que je dis c'est que s'il y en a des gens qui travaillaient dans plus d'immigrants, plus de Chinois travaillent dans le service public dont ça peut amener beaucoup des immigrants. Mais ce que j'ai dit que je constate, ça fait vingt (20) ans que je travaille dans le milieu communautaire, c'est pas seulement pour les Chinois, je crois les autres communautés elles ont la même barrière. Si j'offre, sauf que chez les Chinois sont plus graves.

4525

**MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE,**

Judy.

4530

**MME JUDY GOLD, COMMISSAIRE :**

Oui. Bonjour.

4535

**MME XIXI LI :**

Bonjour Judy.

4540

**MME JUDY GOLD, COMMISSAIRE :**

Vous avez mentionné qu'il y a des personnes de la communauté chinoise et je pense que vous avez mentionné surtout les femmes qui n'ont pas de moyens de trouver un emploi ou ont jamais essayé de trouver de l'emploi. Pouvez-vous élaborer là-dessus, ça c'est ma première question.

4545

**MME XIXI LI :**

4550 Mais souvent, elles deviennent femmes au foyer ou bien elles font des petits commerces avec la Chine. Il y en a des gens qui font, je sais, beaucoup de femmes chinoises travaillent à la maison puis ont acheté des choses ici puis le ramener en Chine pour vendre pour gagner la vie aussi, oui.

**MME JUDY GOLD, COMMISSAIRE :**

4555 Ce sont des personnes qui étaient des professionnels en Chine?

**MME XIXI LI :**

En Chine, oui.

4560 **MME JUDY GOLD, COMMISSAIRE :**

Et ici, ils n'ont pas les moyens d'accéder au marché du travail?

**MME XIXI LI :**

4565 Oui. Oui, oui, puis...

**MME JUDY GOLD, COMMISSAIRE :**

4570 Pourquoi, pourquoi exactement?

**MME XIXI LI :**

4575 Le premier, c'est la compétence et le diplôme, c'est pas reconnu par ici. La deuxième c'est la langue française, mais c'est pas les Chinois parce que souvent j'ai entendu des gens dire : « Ah les Chinois, vous voulez pas apprendre le français. » Mais pas du tout, je vois des gens qui ont travaillé très fort, mais ça c'est une autre, c'est le ministère de l'Immigration.

4580 La façon d'enseigner le français n'est pas adaptée au Chinois parce que c'est une façon  
d'enseigner le français pour les gens viennent de pays occidentaux ou espagnol, c'est beaucoup  
plus facile, mais pour les Chinois. Je vois les gens quand ils peuvent écrire très bien, mais  
oralement ils ont toujours la difficulté de s'exprimer.

4585 Puis aussi, la deuxième chose, c'est les Chinois, je ne veux pas dire que c'est timide, c'est  
quand c'est notre culture, on n'a pas encouragé les gens de s'exprimer. Donc, les gens souvent  
gardés tranquilles, ça c'est une autre chose, mais souvent quand les gens ils arrivent ici, de plus  
en plus une partie de confiance en soi quand toujours avoir la barrière d'entrée, toutes sortes de  
services, à cause de notre influence de la culture chinoise.

4590 Donc les gens s'expriment de moins en moins comme si je vous invite en Chine,  
apprendre en Chinois, pour une année puis on vous demande d'exprimer devant le public, c'est  
quelque chose, ça, c'est ce qu'on voit.

**MME JUDY GOLD, COMMISSAIRE :**

4595

Je vous pose une dernière question. Est-ce que le service à la famille chinoise travaille  
aussi avec une deuxième génération ou juste avec des nouveaux arrivants?

**MME XIXI LI :**

4600

Moi, d'où, une deuxième génération oui, oui, mais les deuxièmes générations  
normalement ils font du bénévolat chez nous pour aider les premières générations.

**MME JUDY GOLD, COMMISSAIRE :**

4605

Mais ma question c'est : à part des statistiques, il y a disons une sous-représentation. Ils  
ont dans les emplois de la ville.

4610 Est-ce que vous entendez des témoignages de discrimination systémique à l'égard de personnes de la communauté chinoise?

**MME XIXI LI :**

4615 Oui. On entend comme toutes les communautés, c'est jusque les gens, c'est comme l'ancienne présentation, les gens s'habituent, même voulaient pas s'exprimer pour contester la maltraitance ou quoi que ce soit. Donc, on a entendu pas mal souvent.

**MME JUDY GOLD, COMMISSAIRE :**

4620 Merci.

**MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

4625 Moi, j'ai une dernière question, je ne sais pas s'il y en a d'autres. On parle beaucoup dans la communauté racisée de rapports avec la police, d'interpellation policière et de profilage racial. Est-ce que les rapports avec la police, vous, c'est le profilage ou si c'est le manque de services.

**MME XIXI LI :**

4630 Je crois c'est le manque de services, profilage, pas beaucoup, au niveau de services, mais souvent on a entendu les gens dire Ah! J'ai quelques problèmes, j'ai conflit avec quelqu'un, j'ai appelé police puis il n'est jamais venu ou il est venu, il voulait pas me défendre, il défend l'autre Québécois, des choses comme ça.

4635 **MME MARISE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

Ou encore, on laisse la communauté se débrouiller entre elles.

**MME XIXI LI :**

4640

Tout à fait. On est oubliés.

**MME MARISE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

4645

D'accord. Merci infiniment.

**MME XIXI LI :**

O.K. Merci.

4650

**MME MARISE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

Puis, c'était un témoignage précieux. Ça nous éclaire sur plusieurs choses.

4655

**MME XIXI LI :**

Merci.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

4660

Merci beaucoup. Alors notre dernier invité avant la pause parce que nous allons continuer ce soir, c'est monsieur Thierry Lindor.

**M. THIERRY LINDOR, CITOYEN :**

4665

I'm bilingual but is it okay if I do it in English?

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

4670

No problem.

**M. THIERRY LINDOR:**

No problem. Okay. Thank you.

4675

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

Mais vous comprenez le français.

4680

**M. THIERRY LINDOR, CITOYEN :**

Absolument.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

4685

D'accord, mais vous préférez parler anglais?

**M. THIERRY LINDOR, CITOYEN :**

4690

Yes, my father is Africain Americain, he's from Haiti, born in Haiti. My mom is Parisian puis quand je parle français, on pense que je suis Magrébin en fait. Donc.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

4695

Mais nous on sait que vous êtes haïtien.

**M. THIERRY LINDOR, CITOYEN :**

4700

Voilà. Je viens de Port... Yes, so, I'm going to be speaking to you today as an entrepreneur. I've been an entrepreneur for nineteen (19) years. Born and raised in Montreal. I

happened to grow up in sports and culture because that's what I was exposed to as a young black man, growing up in Saint-Michel.

4705 So, first and foremost, I wanted to thank you all for this evening today. I wish to congratulate the efforts made by this public consultation to find solution to this serious problem.

I believe diversity is reality. We see it in Montreal and inclusion is a choice. This is a clear choice of our instances at trying to find solutions that are concrete.

4710 I'm going to speak to you like I said as an entrepreneur, I grew up see in entrepreneurship in all the wrong faces of Montreal. So, entrepreneurship in the neighbourhoods that I grew up in was a lot of illicit activities. It might not seem like it is entrepreneurship but if you look at capitalism at its core when you are exposed to certain realities and you feel like you have no other solutions, people in my neighbourhoods sold paraphernalia, sold weapons, sold even human beings believe  
4715 it or not.

I decided at a very young age to sell real estate. I got in the real estate industry literally seventeen (17) years ago. I became about five (5) years ago the only black owner in the history of Quebec to own a RE/MAX franchise. I started a franchise called RE/MAX Griffintown. We were  
4720 very successful, we grew very rapidly. I ended up selling the majority of the business about two years ago to start a company called Influence Orb which is a modern media company which focuses on creating platforms and events for people of diversity.

4725 And it might seem like I'm talking about this little story for no reason but I'll get right into it. When I was the owner of RE/MAX Griffintown, I had the privilege to be right next to one of the biggest entrepreneurial creative entrepreneurial festival in Montreal, called C2 Montreal. C2 Montreal is a massively successful internationally successful event and because I was the owner of RE/MAX Griffintown, I would get invited every single year to go for free.

4730 Now if you don't know, these tickets, if you don't go for free at this event, go up to two to three thousand dollars (2 000 - 3 000 \$) for three (3) days. And there was one comment denominator, every single time, I would go every single year. There was no diversity.

4735 And I am not pointing fingers at the organisation why, because I tremendously believe in my core and in my DNA that when affordability is not at the table, diversity is going to be on the menu and that's what ended up happening.

4740 Diversity was present but it was working there. Diversity was present put it was in the back stage. So, diversity we're not in the VIP lodges talking to of the private sector about how they could skilled their company, raise funds, millions of dollars, how they could attend specific conferences that would help them grow their businesses or networks in order to scale.

4745 And this shows, in my opinion, a lack of concrete judgement by the City of Montreal in a sense that if the City of Montreal is going to subsidize these kinds of events with massive, massive grants and programs and rebates literally, you know, providing security whether it's a police force or so on so forth, those are tax paying dollars.

4750 In my opinion, if the City of Montreal is thirty-four percent (34%) visible minorities, I should see at least twenty-five to thirty percent (25 to 30%) of the attendees there, the participants there, that look like the City of Montreal.

4755 And once again to go back to my point, I would get free tickets. I could afford to pay but every single year, I would attend this conference for free and the importance of the information that was provided at such conferences was humongous. I was able to get out of this conference inspired, that's why I don't want to blame necessarily the organizers. The conference itself is super qualitative but I just did not feel like Montreal was represented.

And then, it hit me, I would go to other conferences such as Start-up Montreal, Start-up Fest and I would never see diversity. And once again, I do not wish to point blame at these

4760 organisers because they are doing a tremendous effort and I do not believe that in their mind, they're being systemic about excluding diversity, entrepreneurs from the diversity ecosystem.

I just believe that if the City of Montreal once again, it's going to provide millions of dollars, hundreds of thousands of dollars to such events, they should ensure that the speakers look like Montreal. That the attendees look like Montreal. And that the solutions provided to all young entrepreneurs look like Montreal.

And to give you a perspective of the importance of this, in order to scale businesses, you need four (4) things, as an entrepreneur: You need access to capital, access to networks, access to process and access literally to mentorship. And those are things that we actively lack in the black and brown communities, in visible minorities as entrepreneurs.

Those four components will take a nobody to become a somebody as an entrepreneur but more important you will take a small self-employed human being towards becoming a small business owner, a PME. And then, will scale that PME on to become a massive successful company which will create and employ Montrealers.

I truly believe that there is a lack of understanding about what composes entrepreneurship and I'll give you the simple example. When I started Influence Orbis, we created a conference where we had our first year, we had twelve hundred (1 200) people attend, we had one of the most massively successful entrepreneur in North America come to Montreal. None of the people of the City of Montreal knew who that entrepreneur was, his name is Gary Vaynerchuck, he's massively successful.

Our second edition, we went to Toronto. We decided to explore the Toronto market. And had a very big surprise. The Toronto City was extremely supportive. I got more support in the City of Toronto by Mayor Tory and his administration, that I got in my own city to provide the goal of influence is very simple. Literally, to create the next generation of young entrepreneurs from the diversity ecosystem, that's the mission.

4790

4795 And when I went to the City officials and the City employees, and I pitched them the idea of having the importance of having Gary Vaynerchuk, we had Malala Yousaffai come and talk about social entrepreneurship. They said yes, but it doesn't, your version of activities do not "cadre" is the term they use, it doesn't fit what were trying to do. And I said, well isn't diversity a priority if people are able to create jobs, you're focusing on creating jobs for diversity and minorities, but what if you focus on empowering job creators, cause that's what entrepreneurs are.

4800 And when we look at the entrepreneurial ecosystem, I see a lot of white Caucasian male in Quebec that are very, very highly successful and like we all have heard before you can't be what you can't see.

4805 And if I go in Montreal North, and Saint-Michel and all these neighbourhoods that I come from, if what you're surrounded by is a different kind of entrepreneurial approach, you're going to start to adopt that. And I grew up around sports. Why, because in my neighbourhood there was basketball courts everywhere, there was boxing gyms, there were soccer fields so what did I do. At the age of five (5) years old, I picked up a basketball. I played for a high school called Lucien Pagé High School. A high school that produced literally four (4) NBA players and five (5) NFL players in a span of less than five (5) years. And I'm talking about the 1990s.

4810 I ended up playing professional basketball. I may not look like it but I played professional basketball in France for two (2) years. And when I talked to City's employees and I asked them what if we planted the seed of entrepreneurship at a younger age than we are currently doing so. And they asked me, well how young is young? I said, what about six (6), seven (7) years old. They laughed at me. They said that's ridiculous. I said, why? I said I picked up a basketball at six (6)  
4815 years old, seven (7) years old.

4820 And if we believe entrepreneurship is a culture like music is a culture, right, sport is a culture then how are you able to become a professional entrepreneur if you pick it up at eighteen (18) twenty-five (25), thirty (30) thirty-five (35) years old. In our communities, we become entrepreneurs very, very, late.

4825 So, I challenged them on that idea to start entrepreneurship instead of putting all these basketball courts and sports, not that sport is not important, once again I played professional sports but I truly believe that my brain is going to function till the age of eighty (80). I could be an entrepreneur till I'm eighty-nine (89) years old. I can't play sports past the age of thirty (30) thirty-five (35) at a professional level.

4830 So I do not understand how certain people employed at the City that are allowed to give us grants and funding don't understand the basics of entrepreneurship regardless of the fact that obviously they are not from visible minority that a different subject all together but they do not seem to understand what it takes to create breed and skill entrepreneurship.

4835 And I generally believe that encouraging entrepreneurship in certain neighbourhoods in Montreal would reduce delinquency, would solve a lot of the gang violence, would help fight gentrification and I could talk about that as well because if you empower black and brown communities and minorities to create jobs for themselves, when you go back to the, you cannot be what you can't see.

4840 If I'm surrounded by people that are entrepreneurs and I live in Westmount, who live in Outremont than chances are I'm going to go into entrepreneurship or entrepreneurship which is working at those big firms such as Deloitte, the Royal Bank and so on so forth.

4845 I believe kids are becoming what they see and that's at the City of Montreal should definitely focus on not just a problem but solutions and some of the solutions that I would propose would definitely be to create a minority entrepreneurship institute that would focus on start-up funding for minorities, start-up fundings for black women, as an example, a zero point zero two percent (0.02%) of funding goes to black women entrepreneur that is completely ridiculous.

4850 Just today, a friend of mine just raised ten million dollars (10M\$). He's going to go from being a small business owner to creating massive jobs and then it's, we know, it's adventure capitalism and small businesses, it's literally a question of how much money can you raise, then

raise so you go from series A to series B, to series C and then somebody buys you for hundred millions of dollars (100M\$).

4855 So, I believe that a start-up institute for minorities and I'm weighting my words, only minorities, visible minorities should be implemented by the City of Montreal, a start-up venture capitalism fund and, then, accelerating venture capitalism funds because entrepreneurship end of itself is pointless. What's interesting is literally processes and levies put in by elected officials to scale small businesses. Cause everybody is an entrepreneur, everybody wants to start-up a  
4860 business.

What's interesting is how do you take a small business to become a Bombardier so that you're not at the mercy of companies such as Bombardier. If we took those billions of dollars we gave to these big companies, and it starts at the municipal level, it might seem like it's only federal,  
4865 provincial but it doesn't.

It starts at the municipal. If you take a thousand million dollars, one time million dollars, a thousand times, and you fund black and brown owned businesses you will create hundreds of thousands of jobs, reduce criminality and more, importantly, raise the level of the City of Montreal as being a trendsetting city in terms of embracing diversity entrepreneurs, start-up funds for diversity entrepreneurs, an institute that embraces entrepreneurship for diversity and I think a commissioner, somebody that would keep people or somebody that would supervise this entire ecosystem and that is from, not the political level, but that is from the entrepreneurial ecosystem.  
4870

4875 And that would be my recommendations and lastly, on the housing subject, because I've been seventeen (17) years into housing, I've been stopped by police officers six (6) times in my life. And I've notice one trend. When I was a beginning struggling young realtor, I drove a Chrysler 300, I barely got stopped. Then, I upgraded to a German car, then I would get stopped all the time because I was not supposed to drive that car.

4880 Then, I had a construction company and I had a higher and 4 X 4. I got stopped literally all the time but physically stopped and interpaled where I was told by police officers, you are not

supposed to drive this car, it belongs to a company. And, then I asked them to go see de REQ and check who owns that company and then they could stop me again.

4885

I truly believe that if cops were in sensitized by the City of Montreal to live in the neighbourhoods that they policed through the subsidies of no taxe de Bienvenue. If you are a cop, you're going to move to Montreal North, you don't have a taxe de Bienvenue, you have a congé de taxes municipales for the next five (5) years. Let me tell you something, you would see a whole lot of cops policing their neighbourhood a whole lot differently.

4890

So, in sencitizing police officers to live in the areas they police so that they understand black and brown communities that they are policing and by brown, I mean Arabic, Latinos, and even my fellow sister who is Asian.

4895

Thank you very much.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE:**

4900

Merci beaucoup. C'est un cri du cœur d'un entrepreneur qui a envie que la ville s'en mêle.

**M. THIERRY LINDOR:**

Oui.

4905

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

Et qui voit l'entrepreneurship comme une manière de réduire un certain nombre d'enjeux ou de problèmes entre guillemets, dits « sociaux ».

4910

Est-ce que mes collègues ont des questions, Madame Alcindor, Monsieur Thuot.

**MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

4915 En fait, je voudrais juste préciser, c'est une idée séduisante que celle d'avoir un institut qui...

**M. THIERRY LINDOR:**

4920 L'entrepreneuriat de la diversité.

**MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

4925 L'entrepreneuriat de la diversité. Il y a quelques années, il y a eu plusieurs essais de fonds pour la diversité. En quoi est-ce que votre proposition diffère de ce qui a déjà été essayé ou, si cela ne diffère pas, quels ont été les écueils?

**M. THIERRY LINDOR:**

4930 Excellente question, Madame Alcindor. Au fait, la différence en ce que je propose et ce qui a été fait dans le passé, en première instance, c'est que ce qui a été fait selon moi dans le passé est aussi contrôlé ou supervisé par des gens qui ne comprennent pas la diversité, selon moi, ça, c'est la première des choses.

4935 L'institut que je propose encadrerait et *championnerait*, si je peux me permettre le terme, la première des choses, la collection de datas. Lorsqu'on va à la Ville de Montréal et on pose la question et, je l'ai posée, combien d'entités de la diversité, est-ce que vous supportez? On n'a pas de data. On nous répond soit on l'a pas ou soit, on ne veut pas la partager.

4940 Combien d'entreprises, est-ce que vous financez, j'habite au Vieux-Montréal, et la Ville de Montréal est en train de vivre un changement. L'hôtel de ville est en train d'être changé et encore une fois, il n'y a pas de diversité nécessairement sur les chantiers et, encore moins de diversité, dans les gens à qui on a octroyé ces contrats-là.

4945 Je crois que si on avait un institut et qu'on voulait vraiment, vraiment, conséquemment, aider l'entrepreneuriat de la diversité, on se concentrerait d'abord à faire un peu comme on voit à Washington, plusieurs villes américaines, maintenant dans ces villes-là, cinquante et un pour cent (51%) des contrats publics doivent être octroyés à des entrepreneurs femmes, aussi simple que ça. Quarante pour cent (40%) doit aller à des entrepreneurs de la diversité.

4950 Donc, on ne peut pas prendre des dollars de citoyens et ne pas les réinvestir dans ce que la ville représente. Et pour le fond, collecter des datas, et aussi simplifier le processus d'octroyer ces fameux programmes, ces *grants* et, en ce moment, on demande des plans d'affaires de quarante (40) pages. La personne travaille neuf à cinq (9 – 5), elle a deux (2) trois (3) enfants, souvent, dans certains quartiers, on est monoparental et là, on va me demander de faire un plan  
4955 d'affaires que je n'ai jamais fait, d'aller chercher des ressources auxquelles je n'ai aucune idée, je les connais même pas. et, par la suite, lorsque j'applique, on m'envoie un beau courriel disant : « Les demandes ont été nombreuses, malheureusement, va candidature n'a pas été retenue. » Ça, malgré tous les efforts qui ont été faits par la ville, par le passé, ce n'est pas l'exception qui prouve la norme, c'est la norme, c'est la norme en ce moment.

4960 Ça, on le sait, on le voit, et, encore une fois, moi, je crois que la différence c'est que notre institut prioriserait, parce qu'elle comprendrait les enjeux de la diversité et on le voit encore une fois à Toronto. À Toronto en ce moment, certains programmes de la ville dont j'ai participé, c'est une vidéo de cinq minutes sur le pourquoi, parce qu'on cherche la passion en premier.

4965 On cherche pas à savoir si on peut faire des business plan, on cherche pas à savoir qui on connaît à la ville, qui va pouvoir nous octroyer ça. Est-ce que l'entrepreneur est passionné, ça c'est le premier critère. Est-ce que l'entrepreneur sait qu'est-ce qu'un risque calculé et, par la suite, une page. Une page pour l'application, une vidéo, voici comment on octroie le oui ou le non  
4970 et je l'ai vécu au G-20.

J'ai représenté le Canada au G-20. J'étais le seul entrepreneur noir, sur trente-cinq (35) entrepreneurs canadiens, le seul.

4975 **MME MARYSE ALCINDOR, COPRÉSIDENTE :**

Je vous remercie, je vais laisser la place à monsieur Thuot.

4980 **M. JEAN-FRANÇOIS THUOT, COMMISSAIRE :**

Bonjour. Vous avez évoqué en début de séance l'événement C2 qui se tient à Montréal.

**M. THIERRY LINDOR:**

4985 Superbe événement.

**M. JEAN-FRANÇOIS THUOT, COMMISSAIRE :**

4990 Superbe événement. J'essaie de comprendre de quelle manière la ville soutient C2 j'imagine, des subventions en quelque part là.

**M. THIERRY LINDOR:**

4995 Des millions de dollars de subvention.

**M. JEAN-FRANÇOIS THUOT, COMMISSAIRE :**

5000 Parce que, je suis juste allé voir sur la composition du CA, pour voir, est-ce qu'il y a un représentant de la ville?

**M. THIERRY LINDOR:**

Oui.

5005 **M. JEAN-FRANÇOIS THUOT, COMMISSAIRE :**

Je n'en ai pas trouvé comme tel.

**M. THIERRY LINDOR:**

5010

Non, c'est ça.

**M. JEAN-FRANÇOIS THUOT, COMMISSAIRE :**

5015

Donc, je présume que c'est un événement privé, mais qui est subventionné et supporté par?

**M. THIERRY LINDOR:**

5020

Massivement. Oui.

**M. JEAN-FRANÇOIS THUOT, COMMISSAIRE :**

5025

Bon.

**M. THIERRY LINDOR:**

Oui.

5030

**M. JEAN-FRANÇOIS THUOT, COMMISSAIRE :**

Alors. Comment, quel serait, par exemple, une recommandation à l'égard d'un organisme comme C2 ou un organisme similaire?

5035

**M. THIERRY LINDOR:**

5040

Très bonne question, Monsieur Thuot. Au fait, C2 Montréal a commencé en étant, comme étant, comme n'importe quel événement, un petit festival, mais au fil des années, par l'entremise de connaître, selon moi, les bonnes personnes et d'amener oui de la valeur à la Ville de Montréal, a pu grandir de façon exponentielle.

5045

Nous avons challengé la ville en disant à la ville : « Quel événement comme C2 encourage la diversité à se lancer dans l'entrepreneuriat ou dans la créativité », et ainsi de suite. On nous a dit le Salon des entrepreneurs des immigrants. Et on nous a dit qu'on les subventionnait à raison de trente mille dollars (30 000 \$). Bien pour moi, dans mon livre et soit dit en passant, la fondatrice de ce salon, elle a pris sa vie, elle n'est plus parmi nous aujourd'hui.

5050

Moi, je peux vous dire, en tant qu'entrepreneur, on vit des situations de santé mentale parfois qui sont difficiles parce qu'on a des comptes à rendre et c'est encore plus difficile lorsqu'on n'est pas soutenus par nos élus. C'est encore plus difficile lorsqu'on rencontre des gens qui travaillent en tant que fonctionnaires qui nous parlent d'entrepreneuriat, mais ils ont jamais été entrepreneurs, ils ont jamais eu de société.

5055

Donc, je pense qu'une des premières recommandations que je ferais pour C2 Montréal, c'est que si C2 Montréal et la Ville de Montréal vont s'impliquer à faire croître, parce qu'aujourd'hui C2 est rendu *too big to fell*, c'est ce qu'on dit dans les coulisses. C'est trop gros, on n peut pas se permettre de le perdre, mais on peut pas se permettre non plus de perdre un futur Ilan Musk qui aurait la peau basanée.

5060

On ne peut pas se permettre de perdre une femme entrepreneure noire de Rivière-des-Prairies qui doit voyager trois (3) heures de temps pour venir au centre-ville de Montréal. C'est ça le discours qu'on devrait tenir au lieu de dire on ne peut pas se permettre de perdre des investisseurs japonais, brésiliens, qui viennent une fois par année dans notre ville, qui prennent et qui quittent.

5065

Moi, je crois qu'on devrait aller avec des mouvements organiques qui sont à la visibilité, à la représentativité de notre belle ville. Et je crois qu'encore une fois des exemples comme C2

5070 auraient tout à gagner à avoir des plus petits partenariats avec d'autres événements qui eux embrassent réellement la diversité notamment comme Groupe 3737 qui ont des belles idées d'activation de créer des beaux événements aussi, mais qui n'ont pas le support nécessairement financier et le réseau pour pouvoir avoir de l'impact comme C2 Montréal.

**M. JEAN-FRANÇOIS THUOT, COMMISSAIRE :**

5075 Je reviens à C2, est-ce que dans votre esprit, ça pourrait vouloir dire que dans un organisme de cette nature-là, la ville devrait avoir une exigence de représentativité dans la gouvernance de l'organisme, dans l'organisation.

**M. THIERRY LINDOR:**

5080 La participation.

**M. JEAN-FRANÇOIS THUOT, COMMISSAIRE :**

5085 Qu'il y ait une...

**M. THIERRY LINDOR:**

5090 Absolument.

**M. JEAN-FRANÇOIS THUOT, COMMISSAIRE :**

O.K.

5095 **M. THIERRY LINDOR:**

Si on octroie des sommes faramineuses et Expo entrepreneur, la même chose, on nous dit : « Oui, mais Thierry leur événement est gratuit Expo entrepreneur, mais je dis, moi, je le ferais

5100 gratuitement mon événement aussi. » Mais si j'ai Malala Yousafzai qui vient à Montréal et on a  
trois mille deux cents (3 200) personnes dont mille (1 000) jeunes, mille (1 000) jeunes, j'ai donné  
moi personnellement cent quatre-vingt-dix-huit mille dollars (198 000 \$) de ma poche pour  
financer ces écoles de Montréal-Nord, Parc-Extension, Saint-Michel. Et on me dit : « Mais Thierry  
tu devrais être content d'avoir reçu la subvention de vingt-cinq mille dollars (25 000 \$) que tu as  
reçue. »

5105 Et je sais les sommes qui sont octroyées aux autres festivals. Par contre, je challenge la  
Ville de Montréal à nommer d'autres festivals qui embrassent l'entrepreneuriat de la diversité.

**MME ARIANE ÉMOND, COMMISSAIRE :**

5110 Tous les deux, vous voulez parler d'accord, alors rapido. Rapido, on a quand même une  
heure de retard.

**M. HABIB EL-HAGE, COMMISSAIRE :**

5115 L'idée est très séduisante, intéressante. Merci pour votre présentation. L'entrepreneuriat  
égale réduction de criminalité.

**M. THIERRY LINDOR:**

5120 Total.

**M. HABIB EL-HAGE, COMMISSAIRE :**

5125 On est dans une consultation sur le racisme et discrimination, vous étiez interpellé à  
plusieurs reprises par la police, arrêté même, non interpellé.

**M. THIERRY LINDOR:**

5130 Arrêté.

**M. HABIB EL-HAGE, COMMISSAIRE :**

5135 Arrêté. Oui. O.K. En quoi l'entrepreneuriat pourrait réduire ou éradiquer le racisme et la discrimination?

**M. THIERRY LINDOR:**

5140 Excellente question, Monsieur El-Hage. Et je crois qu'un policier déjà qui ne grandit pas dans le secteur où moi, j'ai grandi, et qui ne comprend pas mes réalités parce qu'il n'y vit pas personnellement, par l'entremise des incitatifs que j'ai prescrit, lorsqu'il voit un jeune entrepreneur dans une auto, qui lui ne juge pas étant appropriée à l'individu, il ne peut pas comprendre ou concevoir en tant que policier officier de l'ordre que ce jeune homme-là puisse créer de la valeur, puisse créer de la richesse. C'est ça un entrepreneur.

5145 L'entrepreneur québécois montréalais canadien, c'est quelqu'un qui crée de la richesse dans son écosystème direct et qui a littéralement des répercussions sur son quartier, la gentrification de son quartier, les individus et les jeunes, la jeunesse.

5150 Donc je crois qu'un policier déjà qui comprend que, oui, il y a des entrepreneurs noirs, que si on a une belle auto, on n'est pas nécessairement en train de vendre des hommes, des femmes, de la drogue et ainsi de suite, bien, déjà, déjà ça aide cette personne-là à retourner à son poste de police et dire aujourd'hui j'ai rencontré un gars-là, on a eu une belle conversation puis il m'a parlé à quel point, il investit dans sa communauté et il crée des jobs. Au lieu de retourner puis dire : « Aie, tu croiras pas ce que moi j'ai vu aujourd'hui, j'ai vu un gars, 22, 23 ans dans une auto allemande, puis je l'ai pas arrêté parce que j'avais pas le temps, mais... » Montréal c'est très petit, c'est un grand village comme dit mon père.

5160 Et en attendant, je crois que nos policiers ont aussi l'excuse de ne pas voir assez d'entrepreneurs à succès qui ont la peau basanée. Ils ne les voient pas, pas dans les quartiers en

plus qu'ils polident, parce que moi, je me suis toujours fait arrêté dans des quartiers comme Saint-Michel, Montréal-Nord et ainsi de suite, mais la minute que j'ai déménagé au centre-ville, là, on ne m'arrête plus.

5165 J'imagine qu'on doit se demander qui est-ce qu'il est, qu'est-ce qu'il fait, mais depuis que j'ai déménagé au centre-ville de Montréal, là, ça arrêté subitement. Voilà.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE :**

5170 Judy. Rapidement.

**MME JUDY GOLD, COMMISSAIRE :**

5175 So I'll just take the opportunity to tell you that I found your presentation most interesting, very thoughtful.

**M. THIERRY LINDOR:**

5180 Thank you.

**MME JUDY GOLD, COMMISSAIRE :**

5185 ... and extremely...

**M. THIERRY LINDOR:**

Thank you. Thank you so much. Thank you very much.

5190 **MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE:**

Merci beaucoup, Monsieur Lindor.

**M. THIERRY LINDOR:**

5195

Thank you.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE:**

5200

Oui.

**MME MARYSE ALCINDOR, COPÉRSIDENTE :**

5205

C'est moi. Je sais, c'est moi.

**MME ARIANE ÉMOND, COPRÉSIDENTE:**

Très bien.

5210

**MME MARYSE ALCINDOR, COPÉRSIDENTE :**

Merci à tous et à toutes pour vos interventions. Il en reste peu et d'avoir assisté à cette séance d'audition. On va prendre non pas une pause, mais une autre séance qui recommence à 19 h.

5215

On va analyser mes collègues, nos analystes et moi-même, nous analyserons l'information reçue, les opinions communiquées, afin de rédiger notre rapport.

5220

Je vous rappelle qu'il sera remis à la présidente de l'Office qui l'enverra ensuite au conseil municipal.

L'OCPM rendra le rapport public par la suite les décisions à prendre appartiendront aux élus municipaux.

5225

Toute la documentation disponible est accessible sur le site de l'Office.

Alors écoutez, je vais vous souhaiter un bon souper pour ceux qui nous reviennent plus tard.

5230

Merci encore et puis on continue dans quelques minutes.

\*\*\*\*\*

5235 Je, soussignée, SARAH OUELLET, sténotypiste officielle, certifie sous mon serment d'office que  
les pages qui précèdent sont et contiennent la transcription fidèle et exacte de la preuve et du  
témoignage pris dans cette cause au moyen de la sténotypie.

Le tout conformément à la loi.

5240

Et, j'ai signé :

---

Sarah Ouellet, s.o. (317491-3)

5245

Commissaire à l'assermentation (213945)